

El Libertario (Venezuela) parle en français - 2

Collection (en 2 parties) de textes tirés de notre édition imprimée, ou liés à cette publication, un journal anarchiste vénézuélien publié en espagnol, depuis 1995, par le collectif de rédaction du El Libertario. Jusqu'au début de 2012, nous avons 65 numéros, avec un tirage de 2000 à 2500 exemplaires par numéro. Il est distribué au Venezuela et 15 autres pays, étant le porte-parole presse anarchiste le plus connu et répandu en Amérique latine dans la période récente.

	Page
Entretien avec Juan Mi de Los Dolares, mai 2005	2
Le mythe de la nature démocratique des Forces armées vénézuéliennes	7
Venezuela : les réalités du "chavisme" vues par un anarchiste	35
Interview El Libertario mars 2008	45
El Libertario prend la parole	62
Venezuela, révolution ou spectacle ? Deux commentaires sur le livre de Rafael Uzcategui ...	70



Entretien avec Juan Mi de Los Dolares, mai 2005

[<http://lenerozero.lautre.net/spip.php?article624>]

Los Dolares est un groupe d'anarchopunk du Venezuela. Je les ai rencontrés parce qu'on (le collectif "La France pue") les a fait jouer à (St)Étienne, dans le cadre d'une de leurs tournées. On a beaucoup entendu parler dans les médias l'été dernier du Venezuela autour du président Chavez, du référendum à propos de sa politique, on le traitait par-ci de dictateur, par-là de héros démocrate contre le néo libéralisme... Mais qu'en était-il de la réalité vécue par les gens là-bas ?

Cette interview est destinée à des publications papier* mais il me semble intéressant de la publier ici aussi pour qu'elle soit lue par d'autres publics, et aussi pour apporter un complément nécessaire aux rares informations disponibles sur le Venezuela... L'envie de faire cette interview avec un anarchopunk du Venezuela est née pour moi entre autres de ma frustration face aux informations qu'on pouvait trouver dans la plupart des médias "libres et critiques", qui ensaient le président Chavez et ses actions "révolutionnaires" avec une naïveté (?) étrange... Le site "Acrimed" référencé dans les pages du Numéro Zéro en est un exemple parfait : j'ai été inquiète de voir un média qui s'appelle "Action Critique Média" diffuser des infos aussi partiales "pro chavistes" sans même se l'avouer... J'aurais presque voulu croire à tout ce qui y était raconté si je n'avais pas déjà eu les échos de gens qui vivaient la réalité vénézuélienne bien différemment... J'avais donc envie d'apporter cet autre point de vue. L'interview est assez courte, n'hésitez pas à aller vous renseigner ailleurs, mais restez critiques !

Raoule : Bonjour. Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ?

Juan Mi : Nous sommes un groupe anarchopunk qui s'appelle Los Dolares, de Caracas, au Venezuela.

Comment décririez-vous votre musique ? Quels disques ou cassettes avez-vous fait jusqu'à présent ?

C'est du punk anarchiste, je ne dirais pas crust, ni punkrock, parce que nous avons beaucoup de chansons différentes, mais les paroles sont à propos du communisme libertaire ou de l'anarchisme. Jusqu'à présent nous avons sorti une K7 split (partagée) avec 11011 (qui sont aussi du Venezuela) enregistrée en live pendant les Troisièmes rencontres anarchopunk à Caracas, puis notre première K7 s'appelle "la comodidad de ser esclavos nos condena a vivir en la eterna pasividad" ("le confort d'être esclave nous force à vivre dans la passivité") qui est du punk rock lent... puis nous avons fait une compilation CD appelée "nuestros sueños, sus pesadillas" en soutien pour la librairie anarchiste de Caracas. Puis nous avons sorti deux 7" (45 tours), un split avec Doña Maldad (de Maracaibo), dont le titre veut à peu près dire "il n'y a pas de chemin vers l'autogestion, le chemin est l'autogestion" et puis un avec Sin apoyo (du Chili) appelé "Contre cette guerre et contre cette paix". Notre dernier disque s'appelle "Las venas abiertas de América latina" et est basé sur un livre écrit par Eduardo Galeano, qui raconte comment l'empire a construit ses structures d'oppression en volant les ressources naturelles des pays du tiers monde, et est présenté avec une petite version du livre, que nous avons faite. Nous avons un nouveau 45 tours en projet, appelé "Que se vayan todos" ("qu'ils s'en aillent tous") qui raconte la situation actuelle au Venezuela et un split avec Dislexia (du Pérou).

Peux-tu nous parler de la scène punk au Venezuela ? Est-ce que les différentes scènes punk sont séparées ou y a-t-il une scène unie ? [1] Dans quels genres de lieux se passent les concerts ? Est-ce qu'il y a de forts liens avec les scènes punk des autres pays ? Est-ce qu'il y a des liens entre la scène punk et les actions et réseaux "politisés" ?

La scène punk de Caracas est très petite. Ce qui est bien c'est que depuis le début, elle est devenue fortement impliquée dans le mouvement anarchiste, alors les collectifs anarchistes sont très diversifiés, il y a beaucoup de soutien entre des gens qui ont des points de vue très différents. Dans notre collectif, le CRA (Comité des relations anarchistes) il y a des vieux anarcho syndicalistes qui sont venus à Caracas après la guerre civile en Espagne, qui travaillent avec des anarchopunks et des étudiants de l'université, il y a beaucoup de respect et de soutien mutuel, même si c'est un petit groupe de gens.

Vous avez un site internet, à quoi sert il ?

D'abord il y avait de tout : des écrits à la poésie, en passant par les infos anarchistes à propos du Venezuela et de l'Amérique latine, mais c'était trop difficile de le maintenir à jour, alors maintenant il n'y a plus que des infos à propos du groupe et des textes que nous avons écrits collectivement.

En Europe de l'ouest nous nous rendons compte que la scène punk active est principalement composée par des blancs et blanches de classe moyenne, alors que c'est sensé être un mouvement pour l'égalité, un mouvement ouvert... Est ce que tu crois que la scène est plus "mixée socialement" au Venezuela et en Amérique "latine" ?

Oui il y a aussi des gens de classe moyenne mais il y a aussi des gens pauvres qui considèrent l'anarchisme comme une nécessité, c'est très important et c'est aussi étrange, pour nous, de voir qu'ici vous avez tant de moyens pour faire plein de choses mais certaines personnes ne s'en rendent pas compte, et peut être que si elles allaient en Amérique du sud elles réaliseraient qu'on ne peut pas squatter, on doit travailler pour gagner de l'argent de merde et le peu de temps qu'il reste pour faire des choses est très important, on voit les problèmes en face de soi, alors on ressent le besoin de faire quelque chose pour que ça change. Je crois que depuis l'évolution de l'Etat Providence dans les pays du Premier Monde, les gens perdent cette conscience et les anarchistes ne s'intéressent pas à bosser avec la communauté, alors c'est un mouvement d'anarchistes pour les anarchistes, et c'est vraiment naze.

Vous vivez en ce moment à Barcelone. Est ce que vous y êtes impliqués dans des activités politiques et / ou punk ?

Nous avons ouvert une bibliothèque sociale appelée "marichi weu", où nous organisons des événements d'informations sur les luttes en Amérique du sud, principalement orientées contre la globalisation et sur les résistances des peuples natifs. Ce squat a été expulsé il y a quelques semaines, alors nous cherchons un nouvel endroit. Nous faisons aussi une distro et un label [2] de groupes anarchistes sud américains.

Alors parlons maintenant de la situation au Venezuela... Peux tu expliquer ce qu'est la "révolution bolivarienne", que sont les cercles boliviariens ? Qu'est ce que la démocratie participative ? Est ce qu'elle est réellement en place en ce moment au Venezuela, ou est ce que ce sont des illusions ? Est ce que tu penses que cela aide vraiment les gens, est ce que tu soutiens ça ?

C'est dur à expliquer. Le réel problème de cette "révolution" est qu'elle n'a opéré aucun changement profond dans la structure économique (le Venezuela continue à payer la dette extérieure dans les temps, continue à appliquer les recettes du Fond Monétaire International et continue à vendre le pétrole aux compagnies nord américaines et européennes) mais il y a eu des investissements sociaux faits par le gouvernement, que les gouvernements précédents n'avaient pas faits. Alors les projets pour l'éducation et la médecine en direction des populations pauvres sont utilisés de manière populiste pour gagner un support électoral de la part des classes les plus basses, tandis que des projets comme "Plataforma Deltana" (vendre les ressources de gaz naturel

du Nord Est du Venezuela à Chevron et Texaco pour 32 ans) et la ligne électrique Brésil Venezuela (qui passe par le Gran Sabana, où il y a de nombreuses communautés natives dont la culture et l'autonomie sont détruites, comme les Pemones) sont approuvés parce que les populations pauvres pensent que c'est le président le "moins atroce", mais nous ne voulons pas du moins atroce des gouvernements, nous voulons notre organisation autonome, sans Etat.

Dans les médias en France (les gros médias ou les médias plutôt "gauchistes indépendants" [3]), on peut voir Chavez soit comme un "dictateur doux" soit comme un "sympathique leader démocratique"... Qui est il ? Que fait il ? Est ce que le peuple le soutien réellement fortement, même aujourd'hui neuf mois après le referendum ? [4]

Il n'est probablement ni l'un ni l'autre. Il n'est pas un dictateur parce que l'état n'a pas pris possession de l'industrie privée et il n'y pas eu d'entrave aux multinationales ni aux projets néo libéraux. Il fait plutôt ce que Peron a fait en argentine pour gagner le soutien du peuple. La même chose que Lucio Gutierrez a fait en Equateur et que plein de militaires ont fait dans l'histoire de l'Amérique latine. La seule bonne chose est que les gens se rendent compte qu'il n'apporte pas de grands changements, alors il perd le soutien d'une grande part de la population, cela est prouvé parce que seulement 55% de personnes ont voté au referendum, seulement la moitié, alors il y a beaucoup de gens qui ont arrêté de croire en lui.

Par ici, des médias indépendants de gauche (même des médias libertaires) disent qu'il y a au Venezuela un réel mouvement de la base, contre le néo libéralisme et pour la démocratie participative. Ils disent que les classes supérieures du Venezuela, des États Unis, d'Espagne, et les multinationales, luttent contre ce mouvement, et qu'elles ont peur qu'il ne grossisse et s'étende à toute l'Amérique latine, autour de Chavez, Lula au Brésil, et Lucio Gutierrez en Equateur. Qu'est ce que tu en dis ?

Ceci est complètement à l'opposée des excellentes relations qu'entretient Chavez avec Ali Moshiri (président de Chevron Texaco Latin America) et avec d'autres grosses compagnies comme Repsol YPF, Esso et Conoco Phillips, dont le président dit qu'ils soutiennent la révolution bolivarienne. Est ce que des multinationales peuvent mener une révolution sociale ? Est ce qu'un état peut créer une organisation communautaire ? Je crois que nous avons simplement besoin d'observer l'histoire pour comprendre ce qui s'est passé en Amérique latine depuis que les empires et que les grosses compagnies ont trouvé toutes les ressources naturelles. Ce que la Couronne Espagnole a fait avec l'argent en dans le Potosi est ce que Chevron Texaco est en train de faire avec le gaz au Venezuela, avec l'aide totale du gouvernement, et c'est la première raison de la dépendance de nos économies et de notre misère.

Il me semble que vous faites partie des (rares ?) personnes qui disent qu'elles ne sont ni pour Chavez ni dans l'opposition... Comment les gens réagissent ils quand vous dites ça ? Quelles actions mener alors, lorsqu'on n'est ni pro chavist, ni dans l'opposition ?

C'est très dur de parler politique au Venezuela en ce moment, et pire si tu es anarchiste. Mais il y a aussi de nombreuses critiques envers les deux parties, de la part de très bons écrivains marxistes, et d'intellectuels de l'ex MIR ou de la guérilla, comme Rafael Irribarren, Agustin Blanco Muñoz, Humberto Decarli, Domingo Alberto Rangel, qui sont contre le gouvernement de Chavez et contre la classe moyenne d'opposition, et qui se rapprochent du mouvement anarchiste.

En tant qu'"anarchiste anti capitaliste" d'Europe de l'ouest, je dirais : "Je ne peux pas supporter Chavez, c'est un chef politique, il ne peut pas aider un peuple", mais des gens pourraient me répondre "Tu ne connais pas la réalité, la révolution bolivarienne est celle du peuple" [5]. Que dirais tu, toi ?

Je pense que la réalité d'une révolution ne porte pas sur un président, et on peut dire ça aussi à propos de la situation au Venezuela. S'il y a eu changement dans les mentalités du peuple, ce n'est pas à cause de Chavez ou de l'opposition, mais au sein du peuple lui même, et c'est à cet endroit là que les anarchistes bossent. Si ces gens qui parlent de la révolution bolivarienne vont chez les communautés natives comme les Pemones dans le Gran Saban ou à Imataca, et qu'ils se rendent compte de ce que les grosses compagnies font avec l'aide de Chavez, et de la répression contre les indigènes, qui perdent leurs terres, leurs moyens de subsistance et leur culture, alors ils réaliseront que c'est la révolution de bien peu de gens, si on peut appeler ça révolution.

J'ai entendu dire qu'il y avait beaucoup de médias indépendants et communautaires au Venezuela. Qu'en est il ?

L'an dernier nous avons ouvert une bibliothèque autonome et libertaire (<http://www.centrosocial.contrapoder.org.ve/>), une autre a été ouverte a Biscucuy et il y a beaucoup de radios indépendantes, certaines supportent Chavez et d'autres non.

Où peut on trouver des infos sur ce qu'il se passe au Venezuela ? (dans quelles langues ?)

Nous avons un site avec de l'information sur les affaires de la révolution avec les grosses compagnies, et des critiques envers le gouvernement et l'opposition, de la contre culture, de l'art, et un peu de tout. Le site est là : <http://www.nodo50.org/ellibertario>, il y a beaucoup de traductions en anglais.

Que se passe t il du point de vue des groupes et mouvements anti capitalistes et anarchistes ? Est ce qu'il y a des squats, des centres sociaux ?

Il n'y a pas de squats, mis à part les ghettos construits autour des grandes villes il y a des années, mais on n'y trouve pas d'idées anarchistes. Il y a deux bibliothèques anarchistes, et très peu de collectifs, mais ce qui est bien c'est qu'il y a un réseau très fort avec les luttes des communautés natives, les étudiant e s et les écologistes.

Merci, ajoutes ce que tu veux...

Merci pour l'interview et restez en contact ! Notre adresse e mail est losdolares@nodo50.org et vous pouvez nous écrire si vous êtes intéressé e s pour aider à distribuer notre journal anarchiste "El Libertario", ou pour de l'amitié ou quoi que ce soit !

Amour et anarchie !

Juan Mi x Los Dolares et El Libertario

<http://www.losdolares.cjb.net/> <http://www.nodo50.org/ellibertario>

PRODUCCIONES DESKONTENTO // FERIA DE KULTURA LIBERTARIA
KARCELONA

<http://www.nodo50.org/deskontento>

C/O : JUAN MIGUEL PARDO APARTADO NRO 437 08080 BARCELONA ESPAÑA

* Cette interview est destinée à être publiée en français dans le Bulletin Sans Titre n°23, publication d'informations, d'idées, etc., liée au Réseau anti capitaliste et anti autoritaire "Sans Titre", et aussi à être publiée (en anglais ?) dans un fanzine anarchopunk, "Bavardages..."

[1] Dans le jargon, une "scène" est une sorte de "milieu" punk, attaché à un ensemble géographique ("Dans la scène stéphanoise on boit beaucoup de bière", "la scène française n'est pas très en forme"...). Selon les contextes, les punks peuvent partager e s en groupes très distincts selon leurs styles musicaux, liés à des démarches particulières, ou alors tous et toutes travaillent plutôt ensemble au delà des styles, ou se fréquentent et ont des liens sans travailler ensemble, etc.

[2] "Une distro" (= "distribution") c'est une structure alternative pour diffuser de la musique ou des lectures, ou autres, par correspondance, ou dans un espace fixe ou par le biais de stands posés lors de divers évènements (soirées, concerts, etc.) "Un label" c'est une structure alternative de production de disques, cassettes, etc.

[3] Voir à ce sujet le site Acrimed (= "Action Critique Media" sur <http://www.acrimed.org/rubrique179.html>) qui, pour un média critique, diffuse énormément d'"informations" pro Chavez, pro Chavez et pro Chavez... du genre "Chavez est l'exemple à suivre pour changer le monde"

[4] En gros Chavez est président du Venezuela depuis 1998, c'est une sorte de social démocrate, et l'oppositon a essayé de faire un coup d'état en 2002, puis l'été dernier (août 2004) il y a eu un referendum pour savoir si le peuple était favorable à la politique de Chavez, et ce vote a été positif. Il y a apparemment dans la gauche française une sorte de mythe d'un Chavez héros du peuple qui mène une réelle politique sociale et une réelle démocratie participative soutenue par le peuple. On raconte que ce peuple est en pleine révolution (la "révolution bolivarienne" car inspirée historiquement par Bolivar) et que Chavez n'en est que le porte parole. En gros.

[5] C'est gorssièrement ce qui s'est passé lors de la conférence de l'Action Mondiale des Peuples (AMP) en Europe (Belgrade, juillet 2004), lors de laquelle il y a eu une sorte de débat pour décider soutenir oui ou non ce mouvement, qui luttait contre les attaques capitalistes des multinationales et des États Unis, alors que c'était aussi un mouvement qui soutenait un président, tandis que l'AMP est un réseau anti autoritaire, donc anti étatique... Alors les gens qui étaient pour que la conférence affirme officiellement son soutien à ce mouvement disaient à ceux et celles qui étaient contre qu'elles ne comprenaient pas la réalité concrète de ce qui était en train de se passer. Ce qui est certainement vrai. Mais de là à ensenser la "révolution bolivarienne"... On trouve des traces de ces débats dans ces pages internet :

www.pgaconference.org/_PGA2004reports/0729_PGApplanary.html où l'on trouve un rapide compte rendu des débats et décisions, puis des échos sur :
www.ainfos.ca/04/nov/ainfos00012.html et
www.ainfos.ca/04/oct/ainfos00397.html



Le mythe de la nature démocratique des Forces armées vénézuéliennes

HUMBERTO DECARLI

Publié dans les « Cuadernos de cultura libertaria » par la Comisión de Relaciones Anarquistas en Caracas, en 2006 (deuxième édition) sous forme de brochure, ce texte a été écrit par un avocat libertaire vénézuélien. Même si nous ne partageons pas toujours son point de vue, son texte a le grand mérite de reposer sur de solides informations historiques et d'ouvrir des pistes d'interprétation fructueuses sur les tendances à long terme de la société vénézuélienne, au delà de la ridicule « chavomanie » actuelle. Les mots ou les dates figurant entre crochets ont été ajoutés par nos soins. Le lecteur trouvera à la fin de ce texte un glossaire détaillé et un article du groupe Insurgentes qui complète et actualise le texte d'Humberto Decarli. Les dates et mots entre parenthèses ont été ajoutés par le traducteur. (Ni patrie ni frontières, n° 23 24 – mars 2008)

« Le grand événement du vingtième siècle a été l'abandon des valeurs de liberté par le mouvement révolutionnaire ; le recul progressif du socialisme de liberté devant le socialisme césarien et militaire. À partir de cet instant, un espoir a quitté ce monde, une solitude a commencé pour chaque homme libre. »

Albert Camus

Parler des forces armées vénézuéliennes c'est affronter un mythe solidement constitué et diffusé par l'ordre établi depuis le 23 janvier 1958 : l'armée vénézuélienne serait démocratique parce qu'elle aurait soutenu le modèle politique dominant, depuis un demi siècle, et n'aurait pas organisé de coups d'État. Derrière cette trame de vérités apparentes se dissimule une pléiade de faits incontestables qui nous amènent à une conclusion opposée. En réalité, les militaires vénézuéliens font partie d'une institution autoritaire depuis sa création, soit depuis la victoire de Cipriano Castro sur le banquier Manuel Antonio Matos à La Victoria [en octobre novembre 1902], soit depuis sa réorganisation sur le modèle prussien, sous la dictature de Juan Vicente Gomez. L'armée actuelle, mutatis mutandis, est la même que celle qui mena l'invasion andine. La preuve en est que ses cadres ont été formés à l'École des Amériques dont les enseignements ont été mis en pratique dans les camps de concentration des années 1960 et ont culminé dans le génocide du 27 février 1987 [ou massacre du Caracazo]. Ce travail vise à démystifier les messages idéologiques des fabricants de l'opinion publique, et à dévoiler de la façon la plus crue les falsifications de tous ceux qui prétendent que les administrateurs de la violence d'État possèdent une mentalité démocratique.

« Mon général, votre tank est si solide ? ! Il couche une forêt, il écrase cent hommes.

« Mais il a un défaut : ? il a besoin d'un mécanicien.

« Mon général, votre bombardier est si puissant ! ? Il vole plus vite que l'orage ? et transporte plus qu'un éléphant.

« Mais il a un défaut : ? il a besoin d'un pilote.

« Mon général, l'homme est très utile ! ? Il sait voler, il sait tuer.

« Mais il a un défaut : ? il sait penser. »

Bertold Brecht (Chansons et poésies)

Introduction

L'un des mythes récurrents du modèle politique actuel consiste à définir les forces armées vénézuéliennes comme démocratiques. Les administrations qui se sont succédé depuis la chute de la dictature de Perez Jimenez [en 1958] se sont chargées de populariser l'idée que l'armée serait une institution citoyenne soumise au pouvoir issu des élections. De Rómulo Betancourt à Hugo Chavez, tous les hommes politiques ont été d'accord pour soutenir une telle conception et ainsi s'attribuer, une fois pour toutes, une aura de légitimité. Pour tous ces gens là, l'armée nationale serait seulement un outil au service du régime civil.

Pour appuyer cette affirmation, ils citent le petit nombre de conspirations qui se sont produites depuis que le Venezuela est arrivé au stade de la démocratie formelle et représentative (1).

Si l'on entendit beaucoup de bruit de sabres immédiatement après le renversement du général de Michelena [Pérez Jiménez], la prospérité pétrolière diminua ostensiblement les inquiétudes au sein de ce corps de répression.

Citons quand même quelques exemples de turbulences survenues dans l'institution armée immédiatement après 1958 :

le soulèvement du général Castro León à la Planicie [siège du ministère de la Défense], écrasé par le déploiement dissuasif d'un nombre très important de soldats [en juillet 1958] ;

la révolte du régiment de cavalerie de San Juan de Los Morros ;

et le soulèvement de San Cristóbal (1959) dirigé par ce même général.

Toutes ces tentatives de putsch furent mises en échec car elles ne jouissaient d'aucun appui populaire et parce que leurs dirigeants n'exprimaient pas les revendications des officiers. Les mutineries qui suivirent, celles de La Guaira, le « Barcelonazo » (1961), le « Carupanazo » (1962) et le « Porteñazo » (1962), furent éphémères et le pays connut ensuite une période de calme relatif.

Si le soulèvement de Ramo Verde (1966), la désobéissance publique du général Flores et la méfiance du général García Villasmil pendant la première présidence de Rafael Caldera (1969 1974) marquèrent des exceptions notables à l'équilibre de l'armée, on ne peut pas pour autant affirmer qu'ils ont fondamentalement ébranlé cette institution.

Comme nous le verrons plus loin, l'anticommunisme attisé par Romulo Betancourt (1945 1948 et 1959 1964) puis la corruption à partir du premier gouvernement de Carlos Andres Pérez (1974 1979) permirent de répondre à toutes les réclamations éventuelles des militaires.

Cependant, l'expérience populiste commença à montrer ses limites lorsque se réduisirent les pétrodollars. C'est alors qu'apparut la véritable nature de l'armée et que se produisirent les mouvements étranges qui eurent lieu pendant la dernière étape de la présidence de Jaime Lusinchi (1984 1989) et les soulèvements militaires de 1992. On découvrit alors que c'étaient des facteurs exogènes, et non des raisons institutionnelles, qui expliquaient le calme des militaires. En effet, au Venezuela, il n'y a pas eu un processus d'accumulation historique institutionnelle, d'où l'impossibilité qu'il puisse avoir une tendance continue dans cette direction.

Dans ce domaine, le Venezuela ne constitue pas une exception en Amérique latine. Après l'indépendance, tout le continent sud américain fut dominé par des élites héritières du pouvoir de la péninsule Ibérique, d'origine espagnole ou portugaise.

Ces élites, dépourvues d'identité, prétendaient imiter les Européens, mais sans avoir les mêmes origines. Elles fondèrent des nations à partir de valeurs racistes qui se manifestèrent dès le départ par l'exclusion des autres groupes sociaux. Elles résolurent la question gouvernementale en copiant les systèmes juridiques du Vieux Continent mais sans les appliquer : c'est ainsi que les caudillos et les hauts fonctionnaires se partagèrent la scène du pouvoir.

Ils finirent par construire un miroir brisé parce que l'image qui s'y reflétait se décomposait. On peut affirmer que, au Venezuela, la « démocratie » des sociaux démocrates (adecos) et des sociaux chrétiens (copeyanos) s'est appuyée uniquement sur l'hypertrophie financière de l'État – et rien de plus.

Les spéculations sur les vertus du modèle électoral ne sont rien d'autre que des raisonnements creux parce que, si le Venezuela n'avait pas connu l'indigestion d'argent qu'a produite la vente du pétrole brut, ce serait un pays comme la Bolivie ou la Syrie durant les années 1960, avec des changements de gouvernement incessants. L'actuel premier magistrat (Hugo Chávez) tresse fréquemment des louanges aux militaires et ses critères de jugement sont éminemment militaristes. Sa vision du monde est structurée par une optique militaire et c'est pourquoi il préfère que des officiers administrent le Venezuela.

Les discours enflammés de l'époque du Pacte de Punto Fijo nous présentaient également l'armée comme un simple auxiliaire du pouvoir civil. À plusieurs reprises les défenseurs du Pacte de Punto Fijo insistèrent eux aussi sur les échecs des conspirations militaires, et leur position a pu paraître respectueuse des institutions, aux oreilles des Vénézuéliens. Cependant, cette position est en fait totalement idéologique. J'emploie ce terme dans son sens strict : il ne s'agit que d'une version trompeuse de la réalité imposée par les détenteurs du pouvoir. Il est faux de prétendre que l'armée se serait démocratisée – dans le meilleur des cas ceux qui tiennent ce genre de propos font preuve d'une ingénuité totale.

1 – L'armée actuelle n'est pas celle de Bolivar

Hugo Chávez essaie toujours d'identifier les administrateurs actuels de la violence étatique avec l'armée de Simón Bolivar. Même si l'on s'abstient de tout jugement critique envers les officiers qui dirigèrent le processus d'indépendance, qui expulsèrent les représentants de la Péninsule ibérique et qui fondèrent une nation caractérisée par toute une série d'aberrations intrinsèques, une telle comparaison et un tel jugement de valeur n'ont aucun sens.

En effet, les armées de la révolution indépendantiste, ou sécessionniste comme les appellent certains historiens, visaient à exporter le projet du Libertador. C'est ainsi qu'elles partirent de la République de la Colombie vers le sud, en occupant Quito et Guayaquil avant l'entrevue historique avec José de San Martín en 1830. Elles poursuivirent vers le Pérou où elles affrontèrent l'oligarchie vétuste de Lima ; elles réussirent à libérer le Haut Pérou en créant une nouvelle nation, la Bolivie, où elles imposèrent toute une instrumentation juridico politique comme en témoigne la première Constitution bolivienne. Par la suite, au Portete de Tarqui, le maréchal de Ayacucho arrêta et liquida l'invasion péruvienne au cours d'une brillante bataille [le 27 février 1829]. Jusqu'à ce moment là on peut dire que cette armée eut un rôle émancipateur parce qu'en général ce qui se produisit ensuite a été surtout une longue série de genuflexions.

En effet, on a vu, lorsque les idées unificatrices de Simón Bolívar furent mises en pièces après sa mort, comment les dirigeants militaires s'approprièrent tous ces pays. Le mouvement de la Cosiata dirigé par Miguel Peña avec José Antonio Páez comme pointe de l'iceberg à Valencia, le coup d'État de Francisco de Paula Santander contre Rafaël Urdaneta à Bogota, l'irruption du général originaire de Puerto Cabello, Juan José Flores, en Équateur ; et les élites hispanisantes de Lima, tous ont démontré le peu de perspective historique des combattants de l'indépendance – par ailleurs fort courageux. Ils se répartirent littéralement chaque segment de la zone du nord ouest de l'Amérique du Sud.

Il existe donc très peu de liens, voire aucun, entre les escadrons vénézuéliens qui combattirent sans relâche contre certains de leurs compatriotes et contre les Espagnols, entre 1811 et 1830, et l'actuelle armée vénézuélienne. Ce sont deux corps très différents parce qu'ils obéissent à des circonstances, des causes et des formations diverses.

L'armée libératrice (de Bolívar) a mis en place une organisation armée pour imposer un projet d'État naissant capable de rompre avec la Péninsule ibérique sur le plan politique, mais pas sur les autres plans. Quant à l'armée vénézuélienne actuelle, il s'agit d'une entité forgée avec la naissance du mouvement de Juan Vicente Gomez [à partir de 1910]. Le caudillo de la Mulera est celui qui a fondé l'État vénézuélien actuel en créant un pouvoir hautement centralisé, des forces armées totalement imprégnées par l'idéologie prussienne. Ces forces ont garanti la concentration du pouvoir et un système fiscal dirigé à partir de Caracas et la région septentrionale côtière du pays. Et c'est de là que vient la structure militaire vénézuélienne du XXI^e siècle.

2 Les débuts des forces armées contemporaines

L'armée vénézuélienne contemporaine est réellement née avec le processus centralisateur dirigé par Juan Vicente Gómez. Il y avait déjà eu un antécédent quand Cipriano Castro avait mis en échec, avec moins de la moitié de ses effectifs, le banquier José Manuel Matos à La Victoria en 1902. Dans son livre *Época de Revolución en Venezuela*, le général Alberto Müller Rojas juge que cet événement représente l'acte fondateur de l'armée actuelle : « Mais la professionnalisation des membres de ce qui se constitua comme une corporation, centrée sur l'entourage du caudillo andin et son successeur, le général Juan Vicente Gómez, a été un processus jusqu'à présent inachevé. ».

Juan Vicente Gomez, dit El Benemérito, après avoir asphyxié les mouvements et les caudillos régionaux (fédéraux), créa un État tout puissant et pour cela consolida un système fiscal national, une administration publique rigide commandant à partir du centre du pays et évidemment, un appareil militaire compact.

Le chef de la Mulera (Juan Vicente Gomez) fit venir du Chili un officier prussien, Samuel Mc Gill. Celui ci, appliquant ses critères intransigeants, forgea une armée à son image et à sa ressemblance. La genèse militaire contemporaine est très bien expliquée par le professeur Angel Ziemis dans son fameux livre sur la formation de l'armée (2) et il la place à cette époque historique tout comme le fait Domingo Alberto Rangel. C'est le compère d'« El Cabito » [surnom de Cipriano Castro] qui enclenchera effectivement la genèse des forces armées vénézuéliennes contemporaines.

Cette organisation militaire améliora son caractère opérationnel sous les administrations de López Contreras [1936 1941] et Medina Angarita [1941 1946], héritiers de Juan Vicente Gómez bien que, profitant des ouvertures dictées par les circonstances, se soit organisée une véritable loge militaire qui fit échouer la gestion de Medina Angarita et, en alliance avec Action Démocratique,

domina pendant la période 1945-1948. Ensuite les militaires se débarrassèrent du « parti du peuple » autoproclamé (Action Démocratique) pour administrer le pouvoir seuls, ce qu'ils obtinrent après la chute de Rómulo Gallegos, entre 1948 et le 23 janvier 1958.

La naissance de l'armée vénézuélienne est de nature réactionnaire parce qu'elle s'est produite sous les régimes de Cipriano Castro [1899-1904] ou de Juan Vicente Gómez, quel que soit l'angle d'analyse que l'on adopte. Elle constitue un outil élaboré pour soutenir le réseau des structures dominantes. Sa fonction est essentiellement celle là, même si certains militaires prétendent être les « garants de la souveraineté nationale » à travers une « doctrine de la dissuasion ». Et même s'ils évoquent les « guerres asymétriques » ou celles de la « quatrième génération » (menées notamment par l'intermédiaire des médias, NdT) (1) auxquelles ils ne sont évidemment pas préparés.

Ce dernier type de confrontation émerge de l'absence de multipolarité militaire [à l'échelle internationale] et dans les pays où des secteurs militairement faibles peuvent se faire remarquer par la voie du terrorisme pour combattre celui de l'État. Le cas typique est celui de la destruction du World Trade Center à New York ainsi que la destruction partielle du Pentagone par un ennemi qui a le don d'ubiquité : le réseau fondamentaliste d'al Qaida.

3 Le Pacte de Punto Fijo et l'armée vénézuélienne

« Je n'approuve pas les salaires que gagnent les professeurs d'école primaire ; le jour où un instituteur gagnera plus qu'un général, alors le Mexique sera sauvé. »

Francisco « Pancho » Villa (lettre à Adolfo De La Huerta, président du Mexique)

Avec l'avènement du projet populiste du Pacte de Puntofijo, Rómulo Betancourt dut affronter les structures militaires héritées de la dictature de Pérez Jiménez. Il était évident que l'organe de sécurité de l'État, la terrible Sécurité nationale, s'était dissous mais l'armée conçue par l'homme de Michelena [Pérez Jiménez] n'avait pas fondamentalement changé, au point qu'un officier de son administration (qui présida le Cercle militaire et l'Institut national des sports), le contre-amiral Wolfgang Larrazábal, fut le personnage le plus important de la Junte militaire patriotique qui lui succéda.

Deux officiers supérieurs du régime qui venait d'être renversé, « El Turco » Casanova et Romero Villarte firent partie de cette Junte, mais le mouvement populaire réussit à les chasser pour les remplacer par Eugenio Mendoza et Blas Lamberti, représentants affichés du grand capital. Ceux-ci firent évidemment pression pour percevoir les créances (des capitalistes, NdT) contre l'État vénézuélien, créances impossibles à négocier sur les marchés internationaux à cause de la crise. Si la présence populaire fut assurée par le biais de la Junte patriotique dirigée par le légendaire Fabricio Ojeda, il n'y eut pas réellement de défaite des forces armées comme celles qu'elles subirent en Bolivie quand un puissant mouvement ouvrier mit en échec l'armée régulière en 1952.

Face à certains administrateurs de la violence étatique, partisans du « putschisme » traditionnel, et face à des actions violentes comme l'attentat de Los Próceres [contre le président Romulo Betancourt], le gouvernement d'union nationale COPEI AD (sociaux chrétiens et sociaux démocrates) devait prendre des initiatives. Les chefs militaires réactionnaires de l'époque ne voyaient pas d'un bon œil la coalition du Club Caraïbes (originellement formé par Pepe Figueres au Costa Rica, Muñoz Marin à Porto Rico, Prío Socarrás à Cuba, Víctor Raúl Haya de la Torre au Pérou et le « Napoléon de Guatire » – Romulo Betancourt – au Venezuela), mais leur haine contre le gauchisme, le socialisme, le communisme et autres idéologies semblables, était

infiniment plus grande. Il ne faut jamais oublier que tous ces officiers avaient été formés aux États Unis.

Romulo Betancourt commença donc à diffuser un discours de type maccarthyste afin de regrouper autour de lui le noyau des « putschistes ». Il provoqua la gauche, représentée par le Parti communiste vénézuélien et les secteurs radicaux d'Action Démocratique et de l'Union républicaine démocratique. Le mitraillage d'une manifestation de chômeurs sur la Plaza Concordia fut la première étape de ce plan. La gauche vénézuélienne a été toujours très dépendante des oukazes des centres de pouvoir internationaux du bloc socialiste et spécialement de l'Union soviétique.

Le « browderisme » (3) eut un effet d'étouffoir pour les communistes dans toute l'Amérique latine et favorisa l'essor de la social démocratie, puisque l'union antifasciste [de l'URSS] avec les Alliés des PC poussa les PC à éviter les conflits avec les PS et à retarder la réalisation de leurs propres projets.

Évidemment, le Département d'État et le Pentagone s'empressèrent de soutenir le projet de Romulo Gallegos. Ainsi, l'École des Amériques, centre de tortures très spécialisé, forma beaucoup d'officiers dont les « talents » dans ce domaine furent utilisés sur les différents théâtres d'opérations, ce qui se traduisit par un nombre élevé de personnes torturées, « disparues », arrêtées illégalement et assassinées. Les camps de concentration de l'Isla de Burro ou de Tacarigua sur le lac de Valencia (camp ironiquement appelé Rafaël Caldera [du nom du dirigeant et président social démocrate]), ceux de Cachipo, Cogollar et d'autres qui échappent à ma mémoire, ont servi de terrains d'apprentissage pour ces méthodes.

La confrontation n'occasionna pas beaucoup de pertes parce que les petits groupes d'avant garde – le « Triangle Noir », le FUL (Front uni de libération) et le Directoire Révolutionnaire Vénézuélien ou Direve – s'empressèrent de se rendre dans les montagnes pour rééditer l'expérience de la Sierra Maestra. Le Parti communiste vénézuélien (PCV), le MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) et certains secteurs de l'Union républicaine démocratique dirigés par Fabricio Ojeda, prirent ensuite le chemin de la lutte armée rurale dans un pays éminemment urbain. La défaite était prévisible, mais le projet populiste utilisa la conjoncture pour intégrer à sa coalition le facteur de pouvoir le plus important, celui des armes. Les partisans du Pacte de Punto Fijo réussirent ainsi à agréger les militaires à leur modèle.

Il nous faut ici nous arrêter un moment pour commenter les insurrections de 1962 connues sous le nom de « Carupanazo » et de « Porteñazo », et qui se produisirent dans les villes de Carúpano et de Puerto Cabello, respectivement le 4 mai et le 2 juin de cette année. Elles furent organisées par un groupe de l'appareil militaire du Parti communiste vénézuélien et du secteur militaire du MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) dans deux centres de la marine et de l'armée de terre. Les deux actions se terminèrent par un échec et affaiblirent fortement la gauche au sein de l'armée. Ces actions ne furent pas coordonnées avec les guérillas et, isolées, elles ne pouvaient qu'être vaincues.

Ces deux soulèvements se produisirent sous le gouvernement du social démocrate Rómulo Betancourt [1945-1988], quatre ans à peine après la chute du dictateur Perez Jimenez et la consolidation du modèle populiste instauré à partir du Pacte de Punto Fijo entre les chefs des trois formations politiques [AD, COPEI et URD] qui étaient revenus d'exil et dont les objectifs étaient transparents.

Le dirigeant du Guatire, Romulo Betancourt, avait formé un gouvernement de coalition de son parti, Action Démocratique (social démocrate) avec le COPEI (chrétiens sociaux) et l'Union républicaine démocratique. Il doubla le budget pour que l'État assume le fardeau qui pesait sur l'économie nationale : la clientèle des partis qui gravitait autour du secteur public pour obtenir des charges, des contrats et des parcelles de pouvoir.

Toutefois, en matière militaire, il devait affronter un grave problème. Malgré le renversement du dictateur Pérez Jiménez l'appareil militaire continuait à exercer un pouvoir sur le gouvernement. Quelques officiers qui avaient étroitement collaboré avec la dictature furent purgés de l'administration mais on entendait le bruit des sabres dans la classe militaire. Plusieurs événements comme la mutinerie de La Planicie [1958] et la prise de San Cristóbal par le général Castro León [1959], le « Barcelonazo » [1961] et l'attentat de Los Próceres [contre Romulo Betancourt le 24 juin 1960], révélèrent les problèmes posés par les militaires.

En outre, il fallait tenir compte d'un facteur international significatif pour l'armée. Les régimes au pouvoir en Amérique latine à cette époque étaient essentiellement dominés par les casernes. Odría au Pérou, Somoza au Nicaragua, Batista à Cuba, Stroessner au Paraguay, Duvalier à Haïti, Trujillo en République dominicaine, les forces de gendarmerie en Argentine, au Guatemala et dans d'autres pays d'Amérique centrale et les Caraïbes, étaient dirigées par des officiers et des sous officiers appartenant à l'armée.

Romulo Betancourt avait fixé une orientation politique très nette dans le cadre des confrontations de la guerre froide. Il avait ouvertement pris le parti des Etats Unis et son amitié avec l'emblématique gouverneur de Puerto Rico, Muñoz Marin, ne pouvait que conforter ce choix. Pour consolider sa position politique, il avait besoin du soutien des forces armées et il l'obtint en utilisant la peur du communisme et le chantage au péril rouge.

Pour concrétiser son projet, il provoqua la gauche afin qu'elle se lance dans la rébellion. La manœuvre réussit facilement, vu le manque d'idées des forces révolutionnaires, qui tombèrent dans le piège et se réfugièrent dans les montagnes pour rééditer l'exploit de la Sierra Maestra. Cette action poussa les militaires, généralement fascistes ou de droite, à serrer les rangs et à se regrouper tous, comme un seul homme, derrière le président.

Avec les guérillas du Parti communiste vénézuélien, du MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire), de secteurs de l'Union républicaine démocratique et de groupes indépendants, Rómulo Betancourt résolut deux difficultés auxquelles devait faire face son gouvernement. D'une part, il obtint l'appui inconditionnel des militaires face au péril communiste ; d'autre part, il démontra son audace et ses capacités politiques au président John F. Kennedy en se révélant un allié absolument fiable dans le conflit Est Ouest.

Cependant, quelques officiers défendaient des positions idéologiques différentes de la majorité des cadres militaires, grâce au travail des organisations de gauche à l'intérieur des forces armées. La gauche avait quelques officiers qui jouissaient d'un certain prestige et, poussés par le désespoir, ceux ci décidèrent d'organiser un putsch. Le lieutenant colonel Jesús Molina Villegas, le commandant Vegas Castejón et le lieutenant Fleming Mendoza furent entre autres, les porte drapeaux de la mutinerie de Carúpano. Mis en échec par les forces loyalistes, ils furent arrêtés et emprisonnés avec les civils Eloy Torres et Simón Sáez Mérida.

Moins d'un mois plus tard, Puerto Cabello, la ville où la Première République s'était effondrée, fut le théâtre d'une autre tentative importante de renverser le régime. Le capitaine de navire Manuel Ponte Rodriguez, le capitaine de frégate Pedro Medina Silva et le capitaine de corvette

Víctor Hugo Morales constituèrent la direction du soulèvement qui disposa de l'appui des lycéens et du peuple en général. Les bombardements opérés par les forces aériennes et le fait que le détachement local de la Garde nationale de Puerto Cabello décida de se retirer de la conspiration furent les deux facteurs déterminants qui expliquent la défaite des insurgés.

L'existence de petites fractions de gauche dans l'armée et ces deux insurrections ne signifient nullement que l'armée vénézuélienne ne soit pas une entité au service des intérêts transnationaux. Pendant le début du régime populiste, les militaires s'alignèrent de façon inconditionnelle sur les Etats Unis. Et par la suite ils ont continué à maintenir la même attitude, comme tente de le montrer cet article.

Il vaut la peine de signaler ici la conception que défendait le chef d'Action Démocratique, originaire de la ville de Guatire, Romulo Betancourt : il envisageait en effet un système politique, économique et social, la Pentarchie, dont nous parlerons plus loin, et qui repose sur cinq facteurs de pouvoir [les partis, l'armée, l'Eglise, les syndicats et le patronat]. Dans le domaine politique Betancourt crut toujours en l'alternance entre les deux partis ayant des objectifs clientélistes, Action Démocratique (les sociaux démocrates) et COPEI (les sociaux chrétiens), bien que d'autres groupes aient servi de bouche trou comme l'Union républicaine démocratique, le FND (Front national démocratique) et le FDP (Front démocratique populaire), puis plus tard le MEP (Mouvement populaire) et le Mouvement d'action pour le socialisme (MAS).

Dans le domaine religieux, le haut clergé constitua l'axe de la représentation catholique qui pesa, par sa voix et par son vote, dans les décisions du petit comité dirigeant. Fedecámaras représenta le patronat, et la Confédération des travailleurs vénézuéliens (CTV), la centrale syndicale chargée de retenir et d'encadrer la classe ouvrière. Et pour parachever le modèle de Romulo Betancourt, il y eut l'armée qu'il informa de ses orientations les plus importantes.

Betancourt considérait que les militaires constituaient un soutien essentiel dans un pays dépourvu de tradition démocratique et ayant eu une trajectoire particulièrement mouvementée. Il réussit ainsi à neutraliser les groupes de droite qui dominaient l'armée dans les années 1950 et, avec la menace fantasmagique du communisme, il les amena à se rallier à lui pour défendre son nouveau schéma de domination. La défaite de l'insurrection des guérilleros lui permit d'intégrer les militaires dans son modèle politique. Sur ce plan il fut toujours soutenu par le Pentagone. Il bénéficia aussi de l'afflux des pétrodollars qui jouèrent un rôle déterminant, notamment grâce à son disciple Carlos Andres Pérez. Cette situation lui permit non seulement de briser les conflits sociaux mais d'endormir les officiers de l'armée.

4 De l'inutilité de l'« alliance civico militaire »

Il est vrai qu'au départ les communistes essayèrent d'infiltrer les forces armées et qu'ensuite le groupe Ruptura [dirigé par Douglas Bravo dans les années 1970 et 1980] poursuivit la même orientation : ces deux tendances défendirent la thèse d'une alliance entre les civils et les militaires, avec un apparent succès. Néanmoins, si l'on observe le comportement des officiers qui se sont mis au service du régime chaviste, on constate qu'il n'existe aucune différence avec l'attitude des militaires qui ont soutenu auparavant le pacte de Punto Fijo. Ce qui dément les bienfaits d'une concertation politique avec l'armée.

Les victoires remportées contre la gauche après quelques escarmouches épuisèrent l'efficacité de l'argument de la menace communiste pour les militaires. Il fallait donc formuler un nouveau modèle pour les maintenir tranquilles. La prospérité pétrolière après l'embargo arabe de 1973 en fournit l'occasion. La corruption permit de calmer ce secteur de la société vénézuélienne. Et la

Commission de la Défense du Sénat, autorisée par la Constitution à promouvoir les officiers ayant au moins le grade de colonel et de capitaine de navire, compléta cette politique. Cette commission étant dominée par les sociaux démocrates d'Action démocratique et les sociaux chrétiens de COPEI, les deux partis décidèrent évidemment des promotions selon des critères politiques, ce qui leur permit de manier les ressorts du pouvoir.

L'effondrement du prix du brut entraîna la crise du clientélisme vénézuélien et la chute du projet de la polyarchie. Cette circonstance influença aussi la conduite des forces armées qui furent affectées par un malaise ostensible. Mais auparavant les militaires se livrèrent à un génocide effroyable le 27 février 1989. Seize ans plus tard, ils continuent à bénéficier de l'impunité et l'on ignore encore ce qui est arrivé à de nombreuses personnes assassinées de la manière la plus barbare. La première grande insurrection contre la mondialisation a été noyée dans le sang.

Une dépêche de l'agence United Press International (UPI), a qualifié les émeutes vénézuéliennes de février 1989 de « baiser de la mort » du Fonds monétaire international. Un dirigeant politique aujourd'hui décédé, sorte d'oracle du populisme national, a repris cette expression pour décrire les terribles événements survenus pendant les derniers jours de février et les premiers jours de mars 1989.

Les causes de cet événement sanglant sont nombreuses. Il faut commencer par indiquer que la violence tangible, directe et immédiate, n'a pas souvent été présente à une grande échelle pendant le XXe siècle au Venezuela, excepté quelques conflits isolés ou éphémères. Ainsi, au début du XXe siècle, le pays a connu quelques affrontements significatifs comme la bataille de La Victoria, durant laquelle 9 000 soldats gouvernementaux écrasèrent environ 16 000 insurgés [en 1902]. Après le renversement d'« El Cabito » [alias Cipriano Castro], Juan Vicente Gómez se chargea de chasser les caudillos régionaux pour créer un État national unifié et solidement vertébré. Cependant, cette unification signifia la création d'un État puissant et la liquidation des autonomies régionales qui avaient un long enracinement historique.

À la dictature de Juan Vicente Gomez, succéda un gouvernement dirigé par le général Eleazar López Contreras, qui utilisa la violence comme un dispositif de maintien de l'ordre et créa une administration qui prépara la transition vers d'autres formes politiques. Isaías Medina Angarita incarna une gestion tranquille mais les putschistes qui le renversèrent employèrent des méthodes arbitraires après avoir déposé le président Rómulo Gallegos et écarté les sociaux démocrates d'Action Démocratique.

Entre 1948 et le 23 janvier 1958, les secteurs militaires dirigeants du Venezuela eurent recours à la répression, à la torture et à l'intoxication de l'opinion publique. Ils se fondèrent sur l'emploi de la force et bénéficièrent de l'appui des Etats Unis, puisque leur politique était en harmonie avec leurs intérêts durant la guerre froide.

Quelques réactions violentes se produisirent dans les rues, mais elles furent rapidement contrôlées par les cadres traditionnels des partis qui n'engagèrent pas de lutte contre le gouvernement de facto [des militaires]. Rómulo Betancourt, Rafael Caldera et Jóvito Villalba, les principaux dirigeants d'Action Démocratique (sociale démocrate), de COPEI (sociaux chrétiens) et de l'Union républicaine démocratique, tombèrent d'accord durant leur exil à New York pour instituer un modèle politique fondé sur le populisme et la collaboration des facteurs de pouvoir. Ils reçurent la bénédiction des Etats Unis parce que les trois partis voulaient que le Venezuela soutienne l'Occident dans le conflit de la guerre froide.

Des groupes d'avant garde se rendirent dans les montagnes pour imiter l'exemple cubain. Le Parti communiste vénézuélien, le MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) et des secteurs de l'Union républicaine démocratique se lancèrent dans une lutte armée rurale. Poussée par l'immédiatisme, la gauche tomba dans le piège de Betancourt et fut battue. Pendant des années on assista à une sorte de guerre de positions et à des escarmouches entre l'armée et une avant garde ne bénéficiant d'aucun soutien des masses.

L'influence d'Action Démocratique (sociale démocrate) se poursuivit avec Raúl Leoni, qui utilisa la même dose d'oppression et de violence létale, comme dans le triste cas du professeur Alberto Lovera, des frères Pasquier (deux militants du Mouvement d'action pour le socialisme assassinés en 1965, NPNF), de Donato Carmona et de beaucoup d'autres « disparus ». La lâcheté du ministre de l'Intérieur, Gonzalo Barrios, se manifesta de la façon la plus évidente lorsque, interviewé par Miguel Otero Silva dans le quotidien El Nacional, il osa déclarer que les camarades de Lovera étaient responsables de sa mort !

Le premier gouvernement du social démocrate Rafael Caldera [1969 1974] réprima violemment le mouvement étudiant et viola les droits humains, comme en témoignent les cas de Carlos Bello, Luis Hernández, José Uribe et de beaucoup d'autres jeunes qui furent tués dans la rue par les forces de répression de l'Etat, qui changèrent alors de nom (la Digepol fut remplacée par la Disip, et la SIFA devint la DIM).

Les régimes des sociaux démocrates Carlos Andres Pérez (1974 1979) et Luis Herrera Campins (1979 1984), connurent une immense prospérité fiscale, garantissant donc la tranquillité sociale par la neutralisation des conflits grâce à des ressources considérables. La nouvelle classe politique émergente, née à la faveur de la corruption, opéra une énorme ponction sur le budget public.

Le social démocrate Jaime Lusinchi assura ensuite le pouvoir (1984 1989) son administration signa des accords de refinancement (de la dette) avec la Banque mondiale dans des conditions très défavorables au pays et mena une politique économique d'expansion de la demande sociale accompagnée d'une inflation relativement haute (40 % en 1987 et 356 % en 1988).

Le social démocrate Carlos Andres Pérez (dirigeant d'Action Démocratique) gagna une seconde fois les élections présidentielles le 4 décembre 1988 grâce à son charisme personnel. Le peuple vénézuélien aspirait à une solution messianique et magique de la situation et il crut que la prospérité de 1974 reviendrait sous la direction de ce personnage qui avait su profiter de l'embargo pétrolier arabe de 1973. Mais le social démocrate de Clarines (Jaime Lusinchi) avait ruiné le pays : le Venezuela ne disposait plus de réserves opérationnelles. Le pays ne réussissait qu'à payer un montant dérisoire de l'amortissement de la dette externe et connaissait une situation inflationniste.

Devant ce tableau désastreux, Carlos Andres Pérez aurait pu récupérer la vaste dette du secteur privé envers l'État à travers l'impôt sur le revenu, taxer la sortie de devises, fortifier les salaires et la consommation, entreprendre une réforme fiscale progressive et proportionnelle, et imposer des mesures protectionnistes. Mais il fit tout le contraire : il alla voir les créanciers du pays et refinaça à nouveau la dette. Plus grave encore, il adopta des mesures [d'austérité] néo libérales et suivit les « recettes » des institutions internationales.

Le caudillo de Rubio (Carlos Andres Pérez) préféra pactiser avec les groupes économiques nationaux exportateurs, ceux qui avaient un excédent à placer, vu l'insuffisance du marché intérieur vénézuélien. En annonçant la liste des membres de son cabinet, l'ancien secrétaire de Rómulo Betancourt présenta surtout des yuppies de l'IESA [Institut d'Etudes Supérieures de

l'Administration, université privée] et des personnalités patronales : Moisés Najm (Développement), Fanny Bello (Agriculture), Gustavo Rossen (Éducation), Pedro Tinoco (Banque centrale du Venezuela) et Reynaldo Figueredo (secrétariat de la Présidence), tous liés à ces milieux patronaux.

Le 2 février 1989, il prit possession de sa charge au cours d'une cérémonie organisée dans la salle Rios Reyna du complexe Teresa Carreño. Ce fut un spectacle fastueux, ostentatoire et vulgaire, auquel assistèrent une brochette hétéroclite de personnalités : Fidel Castro, Desmond Hoyte, Daniel Ortega, Oscar Arias, Virgilio Barco, Willy Brandt, Alan García et même des chefs d'État d'Océanie. Ce prologue servit à dissimuler la prise de décisions qui allait suivre.

Le président Carlos Andres Pérez présenta son plan : augmentation des services collectifs (électricité, eau, téléphone, essence, etc.), unification des taux de change à un taux fluctuant en accord avec le rapport entre l'offre et la demande, augmentations salariales pour les travailleurs du secteur public sans embauche collective, privatisation d'entreprises publiques et élimination de subventions dans différents secteurs de l'économie. C'étaient des mesures très semblables à celles prises par le président Hugo Chávez le 12 février 2002 quand il dévalua fortement la monnaie vénézuélienne, le bolivar. Le peuple les surnomma le « paquetazo » (le grand paquet), « les recettes » ou « l'électrochoc ».

L'application de ces mesures visait à prendre un virage radical pour améliorer la santé économique de la nation, en conservant toujours la même structure sociale et en cherchant à obtenir une plus grande rentabilité du capital. Peu importait au gouvernement le coût humain de ce paquetazo, ce n'était pas son problème.

La nouvelle dimension planétaire du pouvoir politique confère à l'économie des buts qui n'ont aucun rapport avec l'amélioration de la qualité de vie des hommes et des femmes. Aujourd'hui, la compétitivité, la rentabilité du capital et le fait que le travail soit dépouillé de tout facteur humain entretiennent et reproduisent la logique d'un mouvement productif et commercial indépendant du sujet de l'histoire.

Il y avait déjà eu des précédents internationaux en matière de restrictions graves pour sauver les créances de la Banque mondiale. Le modus operandi avait été mis au point à partir de la crise mexicaine de 1982. Comme on pouvait difficilement imposer un embargo économique contre les États nationaux endettés du tiers monde, il était préférable, et moins coûteux, de faire jouer dans ces pays l'intervention économique des organismes de Bretton Woods : la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

La révolte du « Caracazo » se déroula du 27 février aux premiers jours de mars 1989. Carlos Andres Pérez et ses technocrates lancèrent un ensemble de décisions nuisibles qui provoquèrent, moins d'un mois après la prise de fonctions présidentielles, une réponse ferme des Vénézuéliens face à des décisions qui ne pouvaient qu'aggraver leur situation. Tout était mis en place pour faire peser le lourd fardeau de l'intervention économique des institutions internationales sur les épaules des classes économiques les plus faibles de la pyramide sociale.

La révolte du « Caracazo » fut précédée par quelques signes annonciateurs sur le plan interne. Le 2 février 1989, le président Carlos Andres Pérez organisa une réunion fastueuse pour son intronisation. Fidel Castro, par sa personnalité haute en couleurs, fit passer à l'arrière plan la présence de tous les autres chefs d'État présents, y compris de hauts dignitaires espagnols et américains. La droite maccarthyste vénézuélienne, représentée à l'occasion par le groupe

Cisneros, lança d'abord de violentes attaques contre le président cubain, puis vanta l'intérêt commercial et politique de sa venue au Venezuela.

Le Diario de Caracas, le même jour, fit sa une sur le « mariage de l'année », entre deux personnes appartenant à des groupes monopolistes nationaux. On ne pouvait mieux souligner l'existence de deux mondes aussi éloignés dans le pays.

Le samedi 25 février 1989 on put voir un spectacle kafkaïen dans les stations service : de longues files d'automobilistes qui remplissaient leurs réservoirs d'essence, profitant du dernier jour avant la hausse. En même temps n'était il pas absurde d'acquérir un bien inéluctablement voué à augmenter ? Cela illustre bien la conduite magique et irrationnelle des Vénézuéliens quand ils cherchent une solution à leurs difficultés.

La hausse du combustible était une des premières mesures imposées par le Fonds monétaire international. Cette augmentation entraîna automatiquement une hausse des tarifs des transports publics. Mais les gouvernants ne s'attendaient pas à une réaction du peuple, qui, d'une façon étonnante et unique, avait toujours supporté les humiliations et les vexations. Depuis les débuts du modèle populiste, de l'augmentation des dépenses publiques et de la triste diminution concomitante du salaire des fonctionnaires durant le quinquennat de Rómulo Betancourt (1958-1964), jusqu'à « l'électrochoc » de Carlos Andres Pérez en 1989, pendant toute cette période où la morale de la république avait été piétinée, la Pentarchie n'avait jamais imaginé une seconde que le peuple vénézuélien fût capable de réagir. Les élites dirigeantes ne tenaient aucun compte de ce qui s'était produit dans les autres pays d'Amérique latine où l'on avait appliqué la recette du FMI.

Le lundi 27 février 1989 semblait devoir être une journée comme les autres. Cependant, à Guarenas, une ville dortoir proche de la capitale, des incidents graves éclatèrent à cause de l'augmentation disproportionnée du prix des transports vers Caracas. C'est à peine si la « sultane de l'Avila » [l'un des surnoms du Caracas] s'émut des troubles habituels qui se produisirent à la fin de la matinée à l'Université centrale du Venezuela. Mais l'après midi fut différent. Les automobilistes et le peuple en général prirent possession des rues en érigeant des barricades. La révolte culmina par des pillages dans toutes sortes de magasins, avec la participation de la classe moyenne et la complicité de la Police métropolitaine. La terreur, le désordre et le chaos régnaient. Une masse sans organisation, sans objectifs ni avant garde, secoua l'ordre établi. En fait, le « Caracazo » reproduisait ce qui s'était déjà produit au Brésil et en République dominicaine.

Les élites avaient commis une grave erreur. La Confédération des travailleurs vénézuéliens ne voulut pas exercer de pressions sur le gouvernement ; Fedecámaras (organisation patronale vénézuélienne) était satisfaite des accords internationaux et de sa participation importante au gouvernement récemment formé ; les services secrets de l'armée n'avaient pas prévu l'émeute populaire ; les sociaux démocrates d'Action Démocratique restèrent prostrés et furent complices de l'exécutif. L'opposition était trop occupée par le partage des postes au profit de sa clientèle (les sociaux chrétiens de COPEI, le Mouvement d'action pour le socialisme et la Nouvelle Génération Démocratique étaient en train de négocier à propos des présidences des commissions parlementaires et autres sinécures nécessaires pour rassasier leur faim [de pouvoir]).

Le mardi 28 février 1989, la capitale était méconnaissable. Elle semblait avoir été dévastée par les affrontements ; certains endroits rappelaient Beyrouth au pire moment de la guerre civile libanaise. Et l'armée patrouillait dans les rues. Mais les troubles, les pillages et les destructions continuèrent, débordant les militaires.

Même si les marmites des gens du peuple étaient souvent vides, c'était surtout la bouilloire de leur colère qui avait explosé. Trop de choses pesaient sur son couvercle et maintenant elle avait atteint le point d'ébullition. De façon irrationnelle, le peuple se fit justice lui-même. La petite bourgeoisie commença rapidement à s'inquiéter et à prendre ses distances avec les « marginaux », tandis que le lumpen faisait des siennes et s'attaquait aux tout petits commerçants.

Tout le monde connaît le dénouement de ce mouvement spontané provoqué par la hausse des prix de l'essence et des transports collectifs. Il s'agit du génocide le plus important jamais commis dans l'histoire du pays. Les organisations internationales de défense des droits humains estiment que plus 3 000 personnes furent assassinées, malgré le cynisme des chiffres officiels qui dépassent à peine les trois cents.

Cependant, le plus triste est que ce massacre est resté impuni jusqu'à ce jour. En effet, la Cour interaméricaine des droits humains a condamné l'État vénézuélien à verser une indemnisation financière et à prendre une série de mesures pour sanctionner pénalement les responsables, purger les forces de répression afin d'éviter un nouveau massacre et prendre les mesures nécessaires pour qu'une situation semblable ne se reproduise plus.

Seize ans après ces événements infâmes, les responsables matériels et intellectuels des morts, des blessés et des disparus du « Caracazo » n'ont toujours pas été condamnés. Les procès sont paralysés et l'enquête n'a pas avancé. Les forces de répression sont restées intactes et on n'a rien fait pour qu'un tel massacre ne se reproduise plus jamais.

Les événements du 11 avril 2002 [le dernier coup d'Etat manqué contre Hugo Chavez] ont démontré cette assertion.

L'État se réjouit d'avoir négocié le paiement des indemnisations. Mais il se passe la même chose qu'après le massacre d'El Amparo, à la suite duquel la Cour interaméricaine des droits humains a ordonné à l'Etat vénézuélien de payer des dommages et intérêts aux familles des victimes, de sanctionner les responsables de la tuerie et de réformer ce dinosaure juridique que constitue le Code de justice militaire, qui viole le droit de la défense et le processus nécessaire [à la manifestation de la vérité]. Si des dommages et intérêts ont bien été payés aux victimes, les autres décisions sont restées lettre morte.

Le Cofavic (Comité des familles des victimes du 28 février 1989), organisation née après le « sacudón » [autre nom pour le Caracazo], insiste pour que l'Etat exécute la décision de la Cour interaméricaine des droits humains mais en vain : l'État refuse catégoriquement d'appliquer la sentence. Cette attitude n'a pas été seulement celle des administrations de Carlos Andres Pérez [social démocrate], Ramón J. Velásquez [social démocrate] et Rafaël Caldera [social chrétien]. C'est aussi celle de l'actuel gouvernement d'Hugo Chavez qui a fait bien peu de démarches pour que les auteurs du génocide soient condamnés, étant donné que ce sont les policiers, les membres des services secrets et les administrateurs de la violence d'État qui ont été les agents actifs de ce massacre.

Certains prétendent innocemment que ce n'est pas un gouvernement déterminé qui serait l'auteur du crime mais la structure de pouvoir existante. On a entendu (et on entend) cet argument dans toute l'Amérique latine, continent qui a connu ce type d'atteintes aux droits humains. En Colombie, l'Etat prétend combattre la guérilla et le trafic de drogues ; au Guatemala, le gouvernement affirmait lutter contre une insurrection de guérilleros ; en Argentine, les militaires et la Triple A se sont livrés à des exécutions ; au Salvador, ce furent les escadrons de la mort du commandant Robert D'Aubuisson ; au Chili, il y eut Pinochet et ses « caravanes » de la mort ; en

Uruguay, la répression fut orchestrée par l'armée ; au Pérou, Fujimori prit prétexte du combat contre le Sentier Lumineux ; et le massacre le plus emblématique, celui de la Place des Trois Cultures, au Mexique, eut lieu [le 2 octobre 1968] sous la dictature parfaite du Parti révolutionnaire institutionnel.

Au Venezuela, les droits humains ont toujours été violés. Jusqu'à une période récente, l'École des Amériques a été un institut pédagogique parfait pour que les militaires vénézuéliens apprennent les techniques de persécution sur leurs théâtres d'opérations. Et cela s'est traduit au Venezuela par les massacres de Yumare, Cantaura et El Amparo, et ceux de l'actuelle administration Chavez à Puente Llaguno [où des chavistes – pour se défendre, paraît-il – tirèrent sur une manifestation d'opposants lors du coup d'Etat de 2002, et où les policiers de la Police métropolitaine anti Chavez ripostèrent, NPNF] et dans l'Etat de Vargas [après les inondations de décembre 1999]. Tous ont un dénominateur commun : ces crimes sont restés impunis.

Le massacre d'El Amparo n'est que l'une des nombreuses violations des droits humains commises par les militaires et les policiers vénézuéliens. Malgré le verdict de la Cour interaméricaine des droits humains qui a ordonné à l'Etat de verser des indemnités aux familles des victimes, la décision n'a été qu'à moitié appliquée et aucune responsabilité pénale n'a été fixée pour les responsables de cette tragédie. La Cour interaméricaine des droits humains a aussi ordonné une réforme du Code de justice militaire parce que ce code porte atteinte aux droits de la défense, mais rien n'a été fait à ce sujet. L'histoire vénézuélienne contemporaine a connu plusieurs tueries comme celles de Cantaura et de Yumare, qui n'ont jamais été sanctionnées.

Un autre argument des défenseurs de l'« union civico militaire » reprend en fait la vieille thèse du Département d'Etat américain, qui voulait liquider les armées latino américaines. Il s'agit d'imiter l'expérience du Costa Rica en vue de créer une seule entité chargée de maintenir l'ordre intérieur (la Garde civile), pour combattre la criminalité et les insurrections. Il est évident qu'une telle situation conviendrait aux Etats Unis et l'histoire des forces armées latino américaines a montré qu'elles ont toujours suivi les intérêts des Etats Unis et qu'elles ont été formées par les académies militaires américaines. Les courants de type « nassérien » n'ont guère eu de succès dans notre région. Velasco Alvarado, Omar Torrijos, Juan José Torres et compagnie, n'ont représenté que des expériences relativement éphémères.

Quoi qu'il en soit, dans le passé récent, l'armée vénézuélienne a toujours joué un rôle de police, de force contre insurrectionnelle et de gardienne de l'ordre public. Il n'est pas nécessaire que les Américains veuillent l'éliminer, ou la transformer en un larbin soumis, pour percevoir clairement les intentions du Département d'Etat vis à vis des militaires.

Il faut donc s'interroger sur l'utilité réelle de cette fameuse « union civico militaire » dans le Venezuela contemporain. La première manifestation de cette union a commencé le 23 janvier 1958 et a conduit à la création d'un modèle politique pentarchique, qui a escamoté les droits démocratiques, la démocratie représentative ou formelle. Les insurrections de l'année 1992 [le coup d'Etat manqué de Chavez] n'ont pas véritablement uni les deux secteurs parce que la direction est restée exclusivement entre les mains des officiers. Les plans de Kléber Ramirez (dirigeant de Ruptura incorporé au courant chaviste comme conseiller des officiers insurgés) ne furent pas pris en compte et l'organisation des deux soulèvements fut strictement militaire.

On a pu observer un autre échantillon des liens entre militaires et civils au sein du gouvernement chaviste où les hauts cadres de l'exécutif sont des militaires. La combinaison entre les deux expériences historiques (celle du pacte de Punto Fijo et celle du chavisme), a été pour le moins néfaste. En fait, la thèse de l'union civico militaire a servi à sauver la structure de domination

vénézuélienne une fois les formes de domination antérieures épuisées. L'expérience de Pérez Jiménez (1952-1958) tout d'abord, puis l'expérience clientéliste ont lamentablement échoué, et il fallait donc les remplacer. L'union civico militaire apparut miraculeusement pour maintenir la catastrophe nationale.

Comme les partis politiques souffraient d'un profond discrédit, Chávez s'est peu servi de ces organisations. Il les a utilisées pour les élections et les mobilisations de rue avec le Mouvement Cinquième République et la fédération des groupes qui constituaient le Pôle Patriotique. Il a attaqué la Confédération des travailleurs vénézuéliens mais il lui a permis de subsister car il n'a jamais cherché à faire appliquer l'un des rares décrets de la Constituante bolivarienne qui avaient un sens, celui qui concernait les enquêtes sur les biens des dirigeants syndicaux. Fedecámaras [organisation patronale] s'oppose à Chavez mais ne représente pas les chefs d'entreprise les plus importants en raison de la mondialisation. Le président critique violemment la hiérarchie catholique quand cela lui convient. Il lui est arrivé d'appeler l'évêque Baltazar Porras un « adeco [membre d'Action Démocratique] en soutane », mais quand il a eu besoin de lui, le 11 avril 2002, il lui a demandé pardon et l'a appelé pour qu'il vienne participer aux négociations du fort Tiuna [où Chavez fut enfermé lors du coup d'Etat]. De toute manière, l'Eglise catholique a perdu beaucoup de sa force en tant que pilier du pouvoir.

L'armée, en particulier selon la Constitution, est le pilier du schéma politique de Chavez. Ce schéma est fidèle au triangle conçu par le sociologue péroniste Norberto Ceresole et qui repose sur trois éléments : le Chef, l'Armée et le Peuple, ce dernier étant bien sûr compris comme une masse amorphe. Cette organisation armée répond aux intérêts des Etats Unis. Ce n'est pas un hasard si l'on entend les officiers de la Plaza Altamira parler de « castrocommunisme » et s'ils emploient d'autres termes provenant du vieux lexique de la confrontation Est Ouest. Même s'il est évident que l'armée n'est pas une caste, elle se place au dessus du reste de la société. Avec l'avènement du lieutenant colonel Hugo Chavez, les militaires ont acquis désormais une plus grande importance et c'est pourquoi ils occupent des postes élevés dans l'administration.

5 Le 11 avril 2002

Un débat s'est engagé pour savoir si le grand bouleversement qui a eu lieu le 11 avril 2002 a été un coup d'Etat, une vacance du pouvoir ou une conspiration multiple. Nous n'allons pas transformer l'interprétation de ces événements en un problème sémantique. Quel que soit l'angle d'analyse choisi, on arrive à une seule conclusion : Chavez a été renversé, et il n'a opposé aucune résistance puisqu'il s'est rendu sans conditions quand il a été menacé d'être bombardé. Il est arrivé au fort de Tiuna et les officiers qui y étaient cantonnés ont certainement été surpris par sa passivité.

Une énorme manifestation de gens qui s'étaient au départ réunis près du siège de l'entreprise pétrolière PDVSA dans le quartier de Chuao, à Caracas, se dirigea vers le palais présidentiel de Miraflores pour crier son hostilité au gouvernement chaviste qui avait soulevé tant d'espoirs et dont les résultats étaient les mêmes (voire pires) que ceux des gouvernements précédents. Bien que le trajet de la manifestation ait été modifié de façon improvisée [et se soit finalement dirigé vers le palais présidentiel], la manifestation aurait pu être l'objet d'une répression sélective par le gouvernement, et il aurait pu y avoir peu de victimes, du moins, leur nombre aurait pu ne pas dépasser certaines limites.

Néanmoins le gouvernement réagit par un génocide. Les soldats et les policiers s'attaquèrent implacablement aux manifestants. Et les groupes de supporters chavistes agirent de la même

façon, comme le montrèrent parfaitement les images diffusées à la télévision. Des civils armés tirèrent en toute tranquillité contre des personnes désarmées et sans aucune justification.

Personne n'a été arrêté pour ces actes arbitraires. Tout le monde sait qu'une cour d'appel de l'Etat d'Aragua a décidé de laisser en liberté ceux qui ont participé à ce massacre de civils sans défense. L'impunité se perpétue au Venezuela puisqu'il n'existe pas de pouvoir judiciaire autonome et indépendant.

C'est ensuite que s'est produit la mutinerie parmi les administrateurs de la violence de l'Etat. Mais le gouvernement provisoire a ignoré totalement les réalités [géopolitiques] actuelles et n'a pas tenu compte des intérêts américains dans l'hémisphère Sud. Si l'on écarte les absurdités juridiques du « décret de fondation » et les quelques actions répressives qu'il a menées, le nouveau régime a pris la forme d'un coup d'Etat traditionnel et c'est ce qui explique son échec. Les dirigeants du putsch n'avaient pas compris que la seule façon de mettre en œuvre la mondialisation, de continuer à fabriquer de la pauvreté, de la faim et du chômage, c'est de conserver les parodies de démocratie qui existent en Amérique latine et dont le régime d'Hugo Chavez est l'un des exemples.

Le reste de l'histoire est connu. L'armée comprenait très bien la conjoncture internationale : elle n'eut pas d'autre choix que de remettre en place le militaire qu'elle venait de déposer. Elle a parfaitement joué son rôle de facteur de pouvoir prépondérant au sein de la société vénézuélienne, en harmonie avec la conjoncture historique et particulièrement en tant que satellite politique, financier et économique des Etats Unis.

Le secteur militaire a opéré un repli et c'est pourquoi il a rendu la présidence à Chavez. Il est faux d'affirmer que ce serait la pression populaire ou la force du courant chaviste au sein de l'armée qui expliqueraient fondamentalement la résurrection du caudillo de Sabaneta [Chavez]. Il n'y avait pas plus de 20 000 manifestants prochavistes au palais présidentiel de Miraflores et le nombre de ceux présents au fort de Tiuna était encore moindre. La cause essentielle [du retour de Chavez au pouvoir] fut la pression des puissances étrangères qui voulaient isoler le gouvernement provisoire et le réduire à sa plus simple expression.

Le 11 avril 2002, se produisirent au Venezuela des événements qui bouleversèrent le pays et surprirent le monde entier. On avait déjà vu des soulèvements commencer par triompher puis échouer à cause de la réaction d'une partie de l'armée ou d'une intervention extérieure, mais on n'avait jamais assisté à ce qui se passa durant les deux jours suivants.

Je me souviens parfaitement comment le chef d'Etat du Soudan, le général al Nemeiri, fut déposé par des officiers de gauche en 1983 et comment, quelques jours plus tard, ses fidèles organisèrent un contre putsch et comment al Nemeiri revint au pouvoir de façon particulièrement cruelle. Une situation similaire se produisit pendant la perestroïka et le chantage à l'équilibre de Gorbatchev. L'un des protagonistes, le groupe des conservateurs staliniens les plus durs, emprisonna le dirigeant de la Glasnost, ce qui provoqua la réaction des réformistes dirigés par Boris Ieltsine. Une coalition des masses avec les forces armées réussit, par la voie de la dissuasion, à créer un nouveau régime.

Les deux cas que je viens de citer sont des exemples typiques de gouvernements éphémères où l'on a assisté à des contre attaques pour remettre en selle le dirigeant renversé, ou pour créer une troisième option, imprévue. On peut trouver différents exemples dans des pays africains comme la Gambie ou le Cap Vert où un soulèvement militaire s'est terminé au moins par des négociations. Néanmoins, le cas vénézuélien se distingue des autres sous plusieurs aspects :

Premièrement, il n'y a pas eu d'unanimité politique entre les putschistes, ce qui explique les divergences entre les différents groupes de conspirateurs qui n'ont pas agi dans une direction précise.

Deuxièmement, le courant chaviste ne n'est pas battu, comme le montre la reddition immédiate du président qui n'a opposé aucune résistance.

Troisièmement, l'opposition a fait preuve d'un crétinisme abyssal durant ce soulèvement. Elle a agi comme si elle vivait encore au temps de la guerre froide, suivant ainsi l'exemple des moyens de communication de masse qui crée de toutes pièces un péril communiste. Elle a cru que prétendre voir des communistes partout, des communistes prêts à manger les petits enfants, allait marcher.

Quatrièmement, l'opposition n'a pas compris la conjoncture historique dans laquelle nous vivons, quand elle a lancé un décret extrêmement autoritaire qui dissolvait tous les pouvoirs et ne respectait pas la Constitution bolivarienne.

Cinquièmement, l'opposition n'a pas non plus compris quels sont les intérêts américains actuels dans l'hémisphère Sud puisqu'elle s'est présentée comme la façade [civile] d'un putsch traditionnel.

Les groupes qui ont pris la tête du mouvement anti Chavez adoptèrent des positions très diverses, puisqu'on y trouvait à la fois le président de l'organisation patronale Fedecamaras, un groupe lié aux secteurs les plus conservateurs des sociaux chrétiens (COPEI) et certains groupes de patrons. Ils ont ignoré la Centrale des travailleurs vénézuéliens, les partis politiques en général, et même des secteurs importants des administrateurs de la violence de l'Etat. De nombreuses petites conspirations se mirent en place mais un seul groupe prétendit tout régenter.

Le maccarthysme de ceux qui s'approprièrent le coup d'Etat se dévoila quand ils annoncèrent la fin des exportations de pétrole vers Cuba et qu'ils effectuèrent un raid particulièrement sauvage contre l'ambassade de ce pays.

Le fondement juridique du nouveau gouvernement reposait sur un décret prétendant être une Constitution et un pouvoir constituant. D'un côté, on abolissait d'un trait de plume la Constitution de 1999 et, de l'autre, on dissolvait tous les pouvoirs publics. Les rédacteurs de ce document infâme montrèrent leur ignorance, mais surtout ils dévoilèrent leur mentalité dictatoriale incommensurable.

Mais l'acte le plus grave commis par Carmona et sa bande fut d'agir en marge des réalités internationales. Ils ne comprirent pas que, désormais, il n'est plus possible de mener des coups d'Etat militaires traditionnels comme ceux de Pérez Jiménez au Venezuela, de Fulgencio Batista à Cuba, de Tacho Somoza au Nicaragua, de Manuel Odría au Pérou, de Trujillo en République dominicaine, de Stroessner au Paraguay, de Pinochet au Chili et de Videla, Viola, Gualtieri et autres assassins en Argentine.

La sévérité des mesures dictées par la mondialisation rend nécessaire l'existence de gouvernements issus des urnes et le recours aux institutions existantes dans toute la zone comprise au sud du Río Grande. Les gouvernants doivent faire preuve de charisme, être populaires, avoir les qualités d'un caudillo pour pouvoir imposer de grands sacrifices aux masses. Les cas de Lula au Brésil, de Lucio Gutiérrez en Equateur et de Chávez au Venezuela montrent

bien de quel type de dirigeants le système a besoin, tout comme, dans un passé immédiat, Carlos Menem en Argentine.

Les antichavistes ont ignoré cette réalité et ont cru pouvoir implanter au Venezuela une dictature traditionnelle, ce qui allait à l'encontre de la politique américaine dans la région. Le jour même des attentats d'Al Qaeda contre les tours jumelles de New York, cette politique américaine fut renforcée par l'approbation de la « Charte démocratique » de l'Organisation des Etats américains qui était l'échafaudage de l'organisation du système interaméricain.

Face à l'accumulation des erreurs commises par les antichavistes, que nous venons de décrire, le principal pilier du pouvoir au Venezuela, l'armée, n'eut pas d'autre issue que de réanalyser la conjoncture. Et effectivement les militaires se réunirent et, en voyant le spectacle dantesque offert par des gens comme Pérez Recao et leur larbin Carmona, ils agirent en conséquence. Ils remirent Hugo Chávez en place à la présidence pour réparer les dégâts.

Le chavisme, et particulièrement la gauche rancie qui le soutient, a créé plusieurs mythes autour des événements d'avril 2002. En particulier ces gens là prétendent avec insistance que la réaction populaire des 12 et 13 avril aurait été la cause déterminante du retour au pouvoir du caudillo de Sabaneta. Ils affirment que ces mobilisations ont permis au président de revenir au pouvoir dans le cadre d'une alliance civico militaire qu'ils comparent au 23 janvier 1958. Ils vont même jusqu'à extrapoler et comparer l'expérience d'Allende en septembre 1973 à celle du 11 avril 2002 vénézuélien.

Il nous faut donc décortiquer les différents éléments de la fable inventée par la clique gauchisante du chavisme. Soulignons d'abord que la mobilisation populaire après le 11 avril 2002 et les manifestations en faveur du retour au pouvoir de Chávez n'auraient pas été suffisantes pour dévier le cours des événements et ne peuvent expliquer l'échec [du coup d'Etat antichaviste].

De plus, la comparaison entre le 11 avril 2002 et le septembre 1973 chilien sert surtout à maquiller la conduite de Chávez en 2002. On ne peut assimiler l'expérience chilienne à l'expérience vénézuélienne qu'en pratiquant une « reductio ad absurdum » [un raisonnement par l'absurde] : il s'agit en effet de deux cas spatio temporels distincts.

Le gouvernement de l'Unité populaire fut renversé par une coalition de facteurs, internes et externes, dans le cadre du conflit entre l'Est et l'Ouest. Les Etats Unis voulaient faire valoir leur droit à une « destinée manifeste » [justifié par leur mission divine de répandre la démocratie dans le monde, NdT] dans leur arrière cour, c'est à dire dans l'hémisphère Sud. À cette fin, le gouvernement américain accéléra une grave crise économique mal abordée par l'administration Allende, en soutenant une conspiration mobilisant les milieux patronaux, la classe moyenne et certains groupes fascistes comme Patrie et Liberté. De plus, les Etats Unis poussèrent l'armée chilienne, marquée par sa formation prussienne, à mettre de l'ordre dans un pays conservateur où un accident historique avait permis une expérience réformiste dans un contexte à la légalité sujette à caution [En effet, Salvador Allende, ne recueille que 36,29% des suffrages, alors les deux autres candidats bourgeois le « conservateur » Jorge Alessandri (35,76%) et le démocrate chrétien Radomiro Tomic (27,95%) recueillent en fait 63% des voix ; comme il ne dispose pas de la majorité parlementaire, il est obligé de gouverner par décrets, NPNF]. Le précédent de Marmaduke Grove et de son pouvoir éphémère (pendant les années 30) constituait déjà un point noir dans l'histoire de cette nation rigide, même si elle disposait d'un mouvement ouvrier bien organisé.

Il est important de comprendre aussi la conduite des gouvernants [socialistes] chiliens : elle reposait sur l'illusion que les forces armées respecteraient les institutions et que les classes dominantes chiliennes resteraient passives. Ce qui s'est passé dans la patrie de Pablo Neruda n'est rien d'autre qu'une gestion sociale démocrate [de l'Etat] accompagnée de quelques nationalisations et mesures favorables au peuple, mais qui durent affronter une grande résistance des structures existantes. Cette situation se tendit sous la pression d'un mouvement de base, qui se traduisit par la prise en main de certaines usines, l'occupation d'immeubles vides et en général une activité très intense des organisations populaires.

Quand la marmite de la participation populaire atteignit son point d'ébullition et que l'avenue Bernardo O'Higgins fut occupée par un million de manifestants durant les derniers jours de l'administration de l'Unité populaire chilienne, la droite prit peur et se prépara à l'affrontement, accélérant ses plans d'intervention des bandes armées. Face aux manifestants qui lui demandaient des armes, le président Allende réagit en cherchant l'alliance avec la Démocratie chrétienne et, devant son échec, il fit appel à l'armée. Le reste est une histoire connue et on n'a pas oublié les rodomontades de César Altamirano [secrétaire général du Parti socialiste chilien, NdT] qui prétendit tout brûler de Arica à Puerto Williams, et ne fit sans doute qu'éteindre quelques mégots. Quant à la riposte armée du MIR, on l'attend toujours.

C'est une aberration d'identifier les deux processus, celui qui s'est conclu au Chili le 11 septembre 1973 et celui qui s'était apparemment interrompu le 11 avril 2002, parce que les deux époques ne sont pas comparables, pas plus d'ailleurs que la personnalité des deux dirigeants, Salvador Allende et Hugo Chavez.

Le médecin qui mourut dans le Palacio de La Moneda a eu une trajectoire politique intéressante. Il fut le dirigeant emblématique de l'unité d'un Parti socialiste particulièrement bigarré. Tous ses courants furent galvanisés sous sa direction et, après avoir échoué plusieurs fois aux élections présidentielles, Allende put triompher à la tête d'une coalition, elle aussi hétérodoxe. En effet, l'Unité populaire rassemblait le Parti communiste, le Parti socialiste, le Parti radical et trois scissions de la Démocratie chrétienne (la Gauche chrétienne et les deux MAPU).

De même, Allende fit preuve d'un courage incomparable, en sachant que les conditions lui étaient totalement défavorables, quand il résista à l'intérieur du palais présidentiel aux attaques des avions Fokker et ce jusqu'à sa mort. Sa dignité le poussa à refuser de négocier et à n'accepter ni sauf conduit ni exil.

Hugo Chavez, quant à lui, est un officier dont la vocation militaire se réduisait au départ à utiliser l'armée pour devenir joueur de baseball comme il l'a avoué lui même. Il a eu un parcours très moyen au sein de l'institution militaire. Mais, poussé par l'obsession de devenir un grand dirigeant, il a toujours orienté sa carrière dans ce sens. Il bénéficia d'une certaine publicité grâce à une brève apparition à la télévision et, à partir de là, il construisit son image dans l'opinion.

Il sut transformer son échec militaire du 4 février 1992 en une victoire politique qu'il remporta sur le terrain électoral [en 1998]. Son attitude, à des moments décisifs de sa vie, ne s'est caractérisée ni par son audace ni par sa résolution. En deux occasions, le 4 février 1992 et le 11 avril 2002, il se rendit en négociant avec ses adversaires et fut emprisonné. L'incompétence de l'opposition antichaviste et de son idéologie néolibérale favorable aux intérêts des forces de la mondialisation ont joué en faveur du lieutenant colonel. Même dans ces conditions, le président posa comme condition à sa démission l'exil de sa personne et de sa famille à Cuba, menant ainsi une transaction tout à fait évidente avec ses geôliers.

On ne peut donc comparer les deux chefs d'Etat, Allende et Chavez. Parcours personnel, conditions historiques, positions doctrinales, conduite devant des événements graves, formation politique, tout montre qu'un abîme les sépare. On ne peut établir aucune relation entre eux.

Je voudrais donc présenter maintenant quelques conclusions à partir des prémisses exposées antérieurement. Le 13 avril, se réinstalla au gouvernement un personnage indispensable pour mener à bien le processus complexe des mesures économique financières conçues par les institutions internationales. La présence d'un homme charismatique [au sommet de l'Etat] est un outil utile pour injecter des illusions [dans le peuple] tout en s'adaptant à la réalité vénézuélienne. Ni Carmona ni l'opposition médiatique ne possèdent les outils pour exercer une politique populiste de façon aussi efficace que le fait Chávez grâce à son audience importante dans les secteurs populaires. Mettre en pratique des politiques économiques qui génèrent chômage et exclusion sociale est une tâche complexe et ardue. Ce n'est réalisable que par l'intermédiaire d'une direction politique ayant un magnétisme suffisamment puissant pour tromper temporairement le peuple.

La véritable raison du retour de Chavez au pouvoir réside dans le manque total de représentativité de l'opposition et le fait qu'elle n'ait pas tenu compte des intérêts des Etats Unis dans l'hémisphère Sud. En effet, ceux ci ne veulent plus permettre des coups d'Etat militaires, du moins de style traditionnel. En ne tenant pas compte de ces réalités Carmona signa son arrêt de mort et les militaires, accomplissant le rôle qui leur est assigné à l'intérieur de la structure du pouvoir, choisirent la meilleure option pour conserver un modèle économique social dont ils constituent un élément fondamental.

L'essai systémique du pouvoir se reforma et nous sommes maintenant face au gouvernement le plus autoritaire qu'il y ait eu au cours de ces dernières années au Venezuela. Une telle situation est une condition nécessaire pour conserver l'état de choses qui fonde le projet clientéliste que nous subissons et bien sûr pour soutenir les initiatives économiques qui dominent dans l'hémisphère Sud. Et les opposants de Chavez, qui assumèrent le pouvoir les 11 et 12 avril 2002, ne représentaient pas une option différente parce qu'en fin de compte ils avaient les mêmes projets sous un emballage différent.

Ce qui est en jeu, c'est l'application des politiques restrictives d'un modèle capitaliste mondialisé qui privilégie exclusivement la productivité et la rentabilité du capital. Et cela doit se faire avec l'image populaire qui est celle du caudillo de Barinas. C'est pourquoi j'affirme que le 13 avril marque le retour de la mondialisation, avec tous ses privilèges, et de son vecteur le plus efficace, durant ces dernières années, le président Hugo Chávez Frías.

Ce moment éphémère [les 11 et 12 avril 2002] montre de manière limpide le caractère systémique de l'armée vénézuélienne, aux ordres des valeurs de la mondialisation : le pouvoir. Jamais l'essence du pouvoir, à l'échelle internationale, n'est apparue plus clairement que depuis l'effondrement du bloc soviétique, la crise financière du tiers monde et la réorganisation intervenue immédiatement après les attentats contre les tours jumelles. Qualifier de démocratiques les agissements de l'armée vénézuélienne le 11 avril 2002, c'est soit faire preuve de naïveté, soit être resté bloqué à l'époque de la confrontation Est Ouest. L'armée vénézuélienne a tout simplement eu une conduite pragmatique dans le contexte international actuel.

6 L'armée vénézuélienne n'est pas une institution fiable

Le bruit de sabres a commencé en 1987 quand un groupe mécanisé de l'armée effectua une manœuvre inhabituelle à côté du ministère de l'Intérieur, alors que Simón Alberto Consalvi

assumait l'intérim du pouvoir, lors d'un déplacement du président Jaime Lusinchi [1984 1989] à l'étranger. On sait aujourd'hui que c'est le lieutenant colonel Ortiz Acosta qui a dirigé cette manœuvre étrange dénoncée par Eduardo Fernández comme un coup d'État qui n'avait rien de virtuel.

Deux mutineries se produisirent ensuite en 1992, au caractère très orthodoxe et bénéficiant d'une très faible participation des civils. L'erreur létale du 4 février 1992 fut de n'avoir prévu aucun moyen de diffusion de masse. Il en résulta deux défaites militaires qui se transformèrent en des victoires politiques et électorales.

A l'époque le colonel José Machillanda avait déjà publié son travail de recherche *Poder militar y poder político en Venezuela, 1958 1986* (4), dans lequel il caractérise la société vénézuélienne comme une société quasi prétorienne ; en effet, même si nous ne vivons pas sous un régime militaire, le secteur militaire possède un privilège évident qui le place au dessus de tous les autres. Comme l'écrit Machillanda :

« En accord avec l'élite de la "Société Prétorienne", l'Institution Militaire se transforme en un "Modérateur de la Gestion Politique", mais cette même fonction lui nie le droit de s'ériger en un "Recteur" d'un changement du système politique. Sa tâche modératrice est essentiellement de préserver, surveiller, l'intégrité du système [politique et social] et de coopérer avec lui et ces fonctions sont fondamentalement conservatrices (4). »

La venue au pouvoir de Chávez n'a provoqué aucun changement substantiel parmi les administrateurs de la violence de l'État. Bien au contraire, son premier ministre de la Défense fut un officier bénéficiant de la confiance absolue de Washington, le général Raúl Salazar. Les postes dirigeants de l'armée ont toujours été occupés par des personnes proches des intérêts des Etats Unis dans l'hémisphère Sud. Les militaires vénézuéliens se rangent inconditionnellement aux côtés de l'Oncle Sam.

Les pratiques antérieures des militaires vénézuéliens se perpétuent mais elles sont dissimulées par une réglementation ad hoc. Tout d'abord on continue à inculper des civils pour des infractions militaires. En outre, le Code de justice militaire est un texte légal destiné à rendre expéditive la procédure de jugement des inculpés. On a démesurément renforcé les pouvoirs du juge en lui donnant la possibilité d'ordonner la mise en détention préventive sur la base d'un seul indice. Il existe une procédure permettant au président de la République d'ordonner un non lieu ou la continuation du procès en passant par dessus un pouvoir judiciaire censé être « autonome ». Bien que le Mur de Berlin ait été démolé en 1989, on a voulu conserver à tout prix un dinosaure juridique.

Pendant le mandat présidentiel de Chavez se sont produits quelques incidents comme celui du lieutenant Sicatt, qui a brûlé deux subalternes, ainsi que plusieurs mauvais traitements et homicides de conscrits commis par des officiers. De plus un massacre comparable à celui du 27 février 1989 a été commis le 27 février 2004. La protestation dans les rues de ceux qui souhaitaient l'organisation d'un référendum a été liquidée à coups de balles, de chevrotine, de grenades lacrymogènes et de toutes sortes de projectiles, rappelant une époque que l'on croyait révolue.

C'est pourquoi je peux affirmer, sans le moindre doute, que l'agressivité de la Garde nationale, le vendredi 27 février 2004, ne fut pas accidentelle. Elle est conforme aux pratiques autoritaires des forces armées vénézuéliennes. On a affaire au même corps prétorien que celui en place lors de la présidence de Carlos Andres Pérez, sauf que maintenant il participe davantage à la conduite de

l'État. Les changements intervenus se réduisent au remplacement de certains hommes par d'autres. Les militaires occupent désormais une position plus élevée au sein de la société vénézuélienne. L'État, dans toutes ses dimensions, n'est plus quasi militarisé mais très militarisé.

Il est important de souligner que, durant les deux dernières années, des soldats sont morts ou ont été blessés au cours de plusieurs incidents [douteux]. Le premier est arrivé en 2004, au fort de Mara, dans l'État du Zulia : le conscrit *Ciro Pedreáñez* est décédé et un autre soldat a été sérieusement blessé par un incendie déclenché à l'extérieur de la cellule où ils purgeaient leur peine.

L'autre, plus récent, s'est déroulé à Cumaná où deux jeunes, qui accomplissaient le service militaire obligatoire, ont été gravement brûlés puis sont morts quelques jours plus tard. Dans un premier temps, l'inspecteur des Forces armées, le vice amiral *Maniglia*, a annoncé que les soldats emprisonnés avaient eux mêmes déclenché l'incendie [dans leur cellule]. Puis la version officielle a changé : les autorités ont alors accusé de tentative d'homicide un simple soldat qui gardait les deux conscrits punis, car c'est lui qui aurait mis le feu à la prison. Cependant ce dernier a essayé de réfuter cette accusation en indiquant qu'il avait été contraint à signer des aveux.

Si l'on fait abstraction du motif de l'accident, force est de constater que tout est fait pour encourager une mentalité rigide et punitive au sein de l'armée. Les sanctions brutales sont à l'ordre du jour et on applique des peines corporelles disciplinaires dans le plus grand mépris de la condition humaine et au moyen de toutes sortes d'humiliations. C'est dans ces cas récurrents et publics, que l'on peut apprécier la volonté autoritaire des administrateurs de la violence de l'État.

7 La fabrication des mythes

Le mythe du caractère démocratique des forces armées vénézuéliennes et de son respect pour les institutions est en train de s'effondrer parce qu'il n'a jamais eu de fondement dans ce pays. L'armée est une formation monolithique au service de l'équipe au pouvoir et surtout au service du modèle politique, socio économique et culturel dominant à cette étape de la mondialisation. Cette armée joue un rôle spécifique dans le projet de collaboration entre les différents piliers du pouvoir, projet initialement conçu par *Romulo Betancourt*. Aujourd'hui elle occupe un espace important et est un élément fondamental du pouvoir dans un pays qui ne connaît pas la démocratie mais une caricature de gouvernement populaire.

La thèse rebattue de l'alliance civico militaire a été utilisée de façon perverse : elle a en réalité consolidé un projet des élites fondé sur la collaboration entre plusieurs piliers internes du pouvoir et sur leur articulation avec des groupes de pouvoir internationaux. Le tout afin de perpétuer la folie de la mondialisation économique, qui va de pair avec l'exclusion sociale, la faim, la misère et le chômage. Cela s'est fait d'abord avec l'instauration du populisme à partir du 23 janvier 1958 et ensuite, avec la continuation de ce modèle, dans un autre contexte, après l'élection de *Chavez* en 1998. Ses résultats sont contraires à toute initiative démocratique et populaire.

En raison des considérations précédentes, il est donc impossible de compter sur l'armée, sur sa structure actuelle, pour construire un modèle social différent. L'armée représente un outil fondamental pour consolider un régime caractérisé par l'autoritarisme. Elle ne symbolise absolument pas une institution fiable parce qu'elle est une structure de pouvoir, de nature prétorienne, depuis sa création par *Juan Vicente Gomez* [en 1948]. Le peuple vénézuélien n'est pas en armes, il subit le joug des armes.

Notes de l'auteur (NdA) et du traducteur (NPNF Ni patrie ni frontières)

1. La « démocratie » a été rétablie au Venezuela en 1958 (NPNF)
2. On lira à ce propos l'interview du général Raul Isaias Baduel, <http://www.voltairenet.org/article17133.html>. Elle illustre parfaitement la confusion mentale, la prétention et l'ignorance des militaires chavistes, car ce parachutiste cite de façon favorable Samuel Huntington (!), Noam Chomsky et John Berger, qu'il n'a visiblement pas lus et qu'il met sur le même plan, tout en parlant à plusieurs reprises de ses « amis » officiers parachutistes américains rencontrés à l'École des Amériques, cette célèbre école de tortionnaires et de spécialistes de la lutte contre la guérilla pendant des décennies ! Ce ministre de la Défense du gouvernement Chavez est très récemment devenu d'ailleurs un opposant du régime, un peu avant le référendum de la fin 2007. (NPNF)
3. Müller Rojas, Alberto (2001), *Época de Revolución en Venezuela*, Caracas, Solar Ediciones, p. 122 (NdA).
4. Ziemis, Ángel (1979), *El Gomecismo y la Formación del Ejército Nacional*, Caracas, Editorial Ateneo de Caracas (NdA).
5. Thèse préconisée par le secrétaire général du Parti communiste américain de l'époque, Eugene Browder, qui prônait une alliance avec certains secteurs de la bourgeoisie nationale et avec toutes les couches sociales pour créer l'unité dans la lutte contre les menaces représentées par le fascisme et le nazisme durant la Seconde Guerre mondiale (NdA).
6. Machillanda Pinto, José (1988), *Poder Político y Poder Militar en Venezuela 1958 1986*, Caracas, Ediciones Centauro 88, p. 14 (NdA).

Glossaire

L'article d'Humberto Decarli fait référence à beaucoup de personnages, de sigles et d'événements de l'histoire vénézuélienne ou latino américaine, sans doute peu connus en France. Nous avons donc tenté d'aider le lecteur à s'orienter un peu plus facilement. L'auteur n'est évidemment pas responsable du contenu de ce glossaire ni des éventuelles erreurs qu'il pourrait comporter. (Ni patrie ni frontières)

» Arias, Óscar (1941) Secrétaire général du Parti de la libération nationale (PLN) en 1979. Président du Costa Rica (1986 1990). Auteur d'un plan de paix en Amérique centrale entre le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua en 1987.

» Batista, Fulgencio (1901 1973) Militaire cubain d'origine populaire, ayant fait des études de journalisme, il entre en contact en 1928 avec les opposants à la dictature de Gerardo Machado, et devient leur chef. En septembre 1933, après l'accession au pouvoir de Carlos Manuel de Céspedes, il organise une mutinerie militaire en coordination avec les organisations étudiantes, ce qui provoque la création d'un gouvernement provisoire sous la direction de Ramón Grau de San Martín. Batista est en fait le véritable homme fort du pays, même s'il se tient dans l'ombre. Il assume le pouvoir en 1940, légalise le Parti communiste cubain (qui le soutient au nom de l'antifascisme) et introduit une série de réformes financières et sociales. Allié des États Unis, Batista leur permet d'utiliser ses bases militaires pendant la Seconde Guerre mondiale.

» Betancourt, Rómulo (1908 1981) Le « père » de la « démocratie » vénézuélienne. Etudiant, il lutte contre le dictateur Juan Vicente Gómez. Emprisonné, il part en exil et participe à la fondation du Parti communiste vénézuélien mais rompt avec les staliniens en 1936. Il crée Action Démocratique en 1944 « premier parti moderne de l'histoire vénézuélienne, à mi chemin entre le libéralisme et le socialisme ». Président de la République (1945 1948). Conclut un accord plus favorable pour le Venezuela avec les compagnies pétrolières étrangères, fait adopter une Constitution démocratique. Il est remplacé par le social démocrate Rómulo Gallegos, mais ce dernier est renversé en 1948 par un coup d'Etat qui instaure la dictature de Pérez Jiménez, jusqu'en 1959. Pendant son second mandat (1959 1964), Betancourt réalise une réforme agraire, généralise la négociation collective, développe une politique protectionniste et de travaux publics. Son alignement politique sur les Etats Unis provoque une scission « de gauche » : le MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire).

» Cantaura, massacre de : tuerie organisée le 5 octobre 1982 par la DISIP (police politique) et l'armée, contre une réunion clandestine de 23 militants de Bandiera Roja (le dernier groupe guérillero), sous la présidence du social chrétien Luis Herrera Campins.

» Castro, Cipriano. Vénézuélien originaire de l'Etat de Tachira, il prend le pouvoir le 22 Octobre 1899. Nommé Président provisoire, puis président pour la période 1904 1911. Son vice président, le général Juan Vicente Gomez, également originaire de l'Etat de Tachira, le renversera en 1908.

» Ceresole, Norberto Rafael (1943 2001) Sociologue péroniste, négationniste et antisémite. Avant d'écrire deux livres sur Chavez, il a entretenu des contacts avec de nombreux militaires d'Amérique latine de l'extrême droite (Aldo Rico) à la gauche nationaliste (Juan Velasco Alvarado). Il prétendait même avoir milité à la fraction ERP 22 des Montoneros. Il fut expulsé du Venezuela en 1995 mais put y revenir en 1999, après l'élection de son lieutenant colonel adoré.

» D'Aubuisson, Roberto (1944 1992) Inspirateur de groupes paramilitaires d'extrême droite, il fut accusé d'avoir ordonné l'assassinat de Monseigneur Romero au Salvador. Président de l'Arena, l'Alliance républicaine nationale.

» Duvalier, François (1907 1971) Fils de paysans pauvres haïtiens, il fait des études de médecine. A la tête d'un mouvement de jeunes intellectuels, il devient directeur du service de santé en 1946 puis ministre du Travail. Renversé par un coup d'Etat militaire, il se présente quelques années plus tard aux présidentielles et est élu en 1957. Pour contre balancer le pouvoir de l'armée, il crée une police secrète les « tontons Macoute » qui devient l'épine dorsale du pays et terrorise la population. En 1961, Duvalier décide qu'il a été élu pour 6 ans et fait adopter en 1964 une nouvelle Constitution par les députés qu'il a nommés. Puis il organise un référendum pour se faire nommer président à vie.

» Galtieri, Leopoldo (1926) Cf. Glossaire Argentine p. 75.

» García Pérez, Alan (1949) Député en 1980, secrétaire général, de l'APRA en 1982, il est élu président du Pérou en 1985 pour la première fois sur un programme « nationaliste de gauche ». En août 1987, il propose de nationaliser le système financier et bancaire, ce qui soulève l'opposition de la droite et du centre. Il doit aussi faire face à la grogne d'une partie de l'armée (qui n'accepte pas le contrôle civil du ministère de la Défense) et à la guérilla maoïste du Sentier lumineux. Il abandonne alors ses timides velléités de s'opposer au FMI et entame des négociations avec la Banque mondiale, ce qui n'empêche pas l'économie du pays de s'effondrer complètement, notamment sous la pression d'une inflation galopante. En 1990, Alberto Fujimori lui succède. Garcia est de nouveau président depuis 2006.

» Gómez, Juan Vicente (1859 1935). Aide Cipriano Castro à prendre le pouvoir pendant la révolution de 1899 au Venezuela. Vice président et chef de l'armée (1902 08). En 1908, s'empare du gouvernement par un coup de force puis devient légalement président (1910 1915), grâce à une nouvelle Constitution. Stabilise la monnaie, subventionne les entreprises nationales tout en protégeant les capitaux étrangers, gagnant ainsi l'appui des grandes puissances. De nouveau président de 1922 à 1929, puis de 1931 à 1935, il gouverne en autocrate.

» Grove Vallejo, Marmaduke (1879 1954) Militaire socialiste chilien, il fait partie du gouvernement formé après le coup d'Etat militaire de 1925, mais s'exile car il désapprouve l'autoritarisme de Ibáñez. En 1932, ministre de la Défense de l'éphémère gouvernement socialiste. Renversé par Carlos Dávila, il est exilé à l'île de Pâques. Sénateur (1933 1949) et candidat malheureux à la présidence en 1938.

» Herrera Campíns, Luis (1925). Vénézuélien opposé à la dictature de Pérez Jiménez, emprisonné pendant quatre mois (1952) puis exilé. En 1958, rentre au Venezuela, est élu député, puis sénateur en 1973. Candidat des sociaux chrétiens de COPEI, il est élu président de la République (1979 1984). Il libéralise l'économie et se révèle incapable de réduire le colossal déficit public.

» Larrazábal, Wolfgang (1911 1970) Commandant général des forces navales vénézuéliennes en 1958, il participe au renversement du dictateur Pérez Jiménez. Président de la Junte de gouvernement. Candidat de l'Union républicaine démocratique en 1959 (soutenu par le Parti communiste vénézuélien), il fonde en 1963 le parti FDP (Force démocratique populaire).

» Leoni, Raúl (1905 1972) Vénézuélien exilé en 1928, il fonde à son retour le Parti démocratique national en 1937. En 1945 le PDN devient Action Démocratique. Ministre du Travail (1945 1948), sénateur, président de la Chambre (1959 1962) et président de la République (1964 1969). Signe avec la Colombie le pacte antiguerrilla de Río Arauca (1966).

» López Contreras, Eleazar (1883 1973) Participe en 1899 au soulèvement militaire qui donne le pouvoir à Cipriano Castro au Venezuela. Ministre de la Guerre et de la Marine (1931 1935), il réprime durement plusieurs révoltes à la mort de Gomez (1935). Elu président (1936 1941), il promeut une nouvelle Constitution et une politique de grands travaux. Exilé aux Etats Unis (1945 1958), il devient sénateur à vie à son retour après l'institution de la « démocratie ».

» Lovera, Alberto : Membre du Parti communiste vénézuélien arrêté le 17 octobre 1965 par des policiers de la DIGEPOL. Son corps fut retrouvé dix jours plus tard, atrocement mutilé.

» Medina Angarita, Isaías (1897 1953) Lieutenant colonel vénézuélien, ministre de la Guerre et de la Marine (1936 1940) de López Contreras. Accusé d'être philofasciste, il est pourtant élu président par le Congrès le 28 avril 1941, pour 5 ans, à une écrasante majorité. Il légalise Action Démocratique (l'ancien Parti démocratique national) et le Parti communiste en 1945. Il donne le droit de vote aux femmes, rend possible la légalisation de nouveaux syndicats, crée une Sécurité sociale, fixe un salaire minimum, réforme le Code du travail, signe une convention collective favorable aux travailleurs de l'industrie pétrolière, entame une timide réforme agraire, étend l'enseignement obligatoire, crée de nouvelles universités et lance un programme d'alphabétisation.

» Menem, Carlos Saúl (1930) Argentin à l'origine du soulèvement militaire qui renverse le gouvernement d'Isabel Perón en 1976. Elu président en 1989. Accorde l'amnistie aux dirigeants de la dictature en 1990.

» Michelena, Santos (1797–1848) Ministre des Finances et des Relations Extérieures (1830–1833 et 1835–1837). Signe le traité Michelena Pombo (1835), qui résout les problèmes survenus après la séparation entre le Venezuela et la Grande Colombie. Signe avec l'Angleterre l'abolition du trafic d'esclaves. Vice président de la République (1840).

» Muñoz Marín, Luis (1898–1980) Membre du Parti libéral portoricain, au départ partisan de l'indépendance. Fonde en 1937 le Parti populaire démocratique. En 1940, le PPD obtient la majorité parlementaire et Muñoz Marín est nommé président du Sénat. Ses relations furent excellentes avec les Etats Unis, et ce d'autant plus que ses positions devinrent de plus en plus modérées. Gouverneur de Porto Rico entre 1948 et 1964, à chaque fois réélu, il obtint des Etats Unis le statut d'Etat libre associé. Sénateur jusqu'en 1970.

» Odría, Manuel Arturo (1897–1974) Général péruvien, ministre et chef de la Police entre 1947 et 1948. Le 28 octobre 1948, dirige un soulèvement militaire à Arequipa qui renverse le président José Luis Bustamante, avec lequel il avait pris ses distances parce que ce dernier ne voulait pas interdire l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA). Forme une Junte militaire qui dirige le pays jusqu'en 1950, année d'une élection présidentielle où Odría est le seul candidat. Au pouvoir jusqu'en 1956, il persécute l'APRA, mène une politique nationaliste de grands travaux, et promeut des réformes sociales pour les plus pauvres.

» Ortega, Daniel (1945). Dirigeant étudiant nicaraguayen opposé à Somoza il entre au Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN) en 1962 ; membre de la direction en 1966, il est rapidement emprisonné (1967–1974). Commandant de la guérilla et l'un des dirigeants de la tendance « terceriste » du FSLN. ? Après la chute de Somoza (1979), coordinateur de la Junte du gouvernement de reconstruction nationale. Elu président de la République en tant que candidat du FSLN (1984). Perd les élections en 1990. Elu de nouveau président en 2006 avec 38 % des voix.

» Páez, José Antonio (1790–1873). Caudillo de l'indépendance et premier président de la république du Venezuela. D'origine modeste, il devient éleveur et grand propriétaire foncier. Homme charismatique, il fait aussi une carrière militaire et son armée s'unit à celle de Bolivar en 1818. Ecrase les forces royalistes espagnoles durant la bataille historique de Carabobo (1821). Nommé général en chef, il est partisan de La Cosiata (sécession du Venezuela par rapport à la Grande Colombie). S'oppose de plus en plus à Bolivar. Se proclame dictateur en 1826 et est à l'origine de l'indépendance du Venezuela en 1829. Président de la République de 1831 à 1835, de 1839 à 1843 et de 1861 à 1863 avec des pouvoirs dictatoriaux.

» Peña, Miguel (1781–1833) Collaborateur de Miranda, gouverneur de La Guaira (1812). Préside le Congrès de Cúcuta, qui constitue la Grande Colombie (1821), et la Cour Suprême (1821–1825). Secrétaire à l'Intérieur et à la Justice il préside aussi le Congrès de Valencia (1830), qui sépare le Venezuela de la Grande Colombie.

» Pérez Jiménez, Marco (1914) Participe en 1948 au coup d'Etat militaire qui renverse Romulo Gallegos. Est imposé comme président de la République en 1952, bien qu'il n'ait pas la majorité des voix. Son régime est marqué par la répression policière, le développement de l'industrie pétrolière et la corruption. Destitué en 1958, jugé pour malversation (1963) et emprisonné jusqu'en 1968. Condamné de nouveau pour corruption en 1994.

» Pérez, Carlos Andrés (1922) : Homme politique vénézuélien né à Rubio (Etat du Táchira). Militant d'Acción Democrática, il est emprisonné en 1952 par le dictateur Pérez Jiménez et contraint à s'exiler. Après la chute de celui ci (1958) devient ministre de l'Intérieur (1962–63) du

gouvernement Betancourt. Elu président de la République (1974-79), il nationalise l'industrie sidérurgique et celle du pétrole. Réélu président (1989-94). En 1992, doit faire face à deux coups d'Etat ratés (dont celui de Chavez). La corruption de ce politicien est tellement flagrante que la Cour suprême de justice entame des poursuites contre lui en mai 1993. Condamné à deux ans et quatre mois de prison en mai 1996 pour avoir détourné 17 millions de dollars de fonds publics (secrets), utilisés pour des campagnes électorales au Venezuela et la protection de la présidente du Nicaragua, Violeta Chamorro. A effectué toute sa peine... à son domicile (!?) jusqu'en septembre 1996. Surnommé le « Cha cha cha » dans les années 80 parce que les Vénézuéliens considéraient déjà qu'il avait volé trois fois plus d'argent que le Shah d'Iran !

» San Martín, José Francisco de, dit « el Libertador » (1778-1850). Ce lieutenant colonel argentin formé en Espagne est un fervent partisan de l'indépendance américaine. Il retourne en Argentine en 1811 et réforme profondément l'armée en 1814. A la tête d'une armée, il délivre le Chili puis le Pérou entre 1817 et 1821. Il n'arrive pas à se mettre d'accord avec Bolivar sur le futur régime politique des nouveaux pays d'Amérique latine et se retire aux Pays Bas en 1822, puis en France.

» Santander, Francisco de Paula (1792-1840) Général de Bolivar puis chef d'état major. Lors de l'indépendance de la Grande Colombie en 1819 (qui regroupe la Colombie, le Venezuela, le Panama et l'Equateur), il est le vice président du pays. Entre en conflit avec Bolivar. Contraint de s'exiler, il rentre après la mort de Bolivar (1830), quand la Grande Colombie se morcèle en plusieurs Etats. Premier président constitutionnel de la Colombie (1832-37) il mène une répression sanglante contre les partisans de Bolivar et ses autres opposants.

» Somoza, Debayle Luis (1922-1968) Frère d'Anastasio Somoza Debayle, président du Congrès (1951) puis de la République du Nicaragua (1957-1963). Favorise le développement économique en s'appuyant sur les investissements américains, cherche à contenir la guérilla du Frente Insurreccional (1960).

» Somoza, Anastasio dit Tacho (1896-1956) En 1925, participe à l'insurrection du général Chamorro qui amène au pouvoir le Parti libéral au Nicaragua. Commande la Garde nationale à partir de 1933. Dirige un coup d'Etat en 1937 et assume le pouvoir jusqu'en 1947. Se fait nommer président en 1951. Soutient la politique des Etats Unis dans la région, réprime férocement toute opposition interne. Contribue à renverser le président Figueres du Costa Rica (1954) et le gouvernement Arbenz au Guatemala (1954). Amasse une fortune personnelle considérable (il possédait une proportion importante des terres cultivables du pays). Meurt assassiné.

» Stroessner, Alfredo (né en 1912) Devient commandant en chef de l'armée uruguayenne en 1951. Participe à un coup d'Etat militaire et est ensuite élu Président, tout en étant l'unique candidat. Il consacre la moitié du budget national à former une armée qui met en coupe réglée le pays. Renversé par un coup d'Etat militaire en 1989.

» Torres González, Juan José (1919-76) Chef des forces armées boliviennes, il oblige le président de la République, le général Ovando, à démissionner en octobre 1970, et devient président à son tour. Se présentant comme un « nationaliste de gauche » et un « président révolutionnaire », il est renversé en août 1971 par le colonel Hugo Banzer. Se réfugie au Chili, puis en Argentine après la chute d'Allende (1973). Enlevé puis assassiné en 1976.

» Torrijos, Omar (1929-1981). Organise un coup d'Etat au Panama en 1968. Préside une junte de gouvernement militaire, puis accroît ses pouvoirs en 1972-1978 et devient président du gouvernement. Fait pression sur James Carter pour récupérer la souveraineté du canal, d'où les

accords Torrijos Carter, qui prévoient la restitution graduelle du canal jusqu'en 2000. Se retire du gouvernement mais reste chef de la Garde nationale et président du Parti révolutionnaire démocratique. Meurt dans un mystérieux accident d'avion.

» Urdaneta, Rafael (1788 – 1845). Rejoint l'armée de Simon Bolivar en 1813. Général de division en 1815, puis général en chef en 1822, il participe à la libération du Venezuela et de la Colombie actuelles. Président du Sénat, ministre de la Guerre et enfin président de la République de Colombie.

» Uribe, Antonio José (1869 1942) Homme politique, diplomate et juriste colombien. Ministre de l'Education, ambassadeur de Colombie au Pérou.

» Vargas, Getúlio (1883 1954) Député du Parlement brésilien en 1922, ministre des Finances, puis gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul. Battu aux élections présidentielles de 1930, il organise un coup d'Etat et instaure une dictature qui durera jusqu'en 1945, date à laquelle il sera renversé par un putsch. Réélu président en 1951, il se suicide trois ans plus tard.

» Velasco Alvarado, Juan (1910 1977) Organise le coup d'Etat qui renverse le président du Pérou, Fernando Belaúnde Terry (1963 1968) et préside la Junte militaire révolutionnaire. Promulgue une réforme agraire et des nationalisations qui le transforment en icône des tiers mondiaux, mais il doit faire face à une vague de grèves et de mouvements étudiants en 1972. Renversé par un coup d'Etat militaire, le 29 août 1975, dirigé par son compère, le général Francisco Morales.

» Yumare, massacre de : assassinat de 9 sympathisants ou militants d'extrême gauche qui furent torturés puis achevés d'une balle dans la nuque, le 8 mai 1986.

**El poder
no se destruye sólo...**



necesita de tu ayuda!

Distribuye El Libertario en tu zona y difunde el pensamiento antiautoritario... Cada dos meses 24 páginas de autonomía, autogestión, movimientos sociales, derechos humanos, ecologismo radical, feminismo y contracultura.

Infórmate en: eliberario@nodo50.org

y mantén encendidas las llamas del descontento. **LIBERTARIO**

Venezuela : les réalités du "chavisme" vues par un anarchiste

Texte adapté du journal de bord tenu sur son site web par Nico, anarchiste grenoblois qui a vécu un an au Venezuela. Texte original : www.maspoesia.contrapoder.org.ve

Ces quelques pages sont censées donner un aperçu de ce que je vis, je vois, j'entends, j'apprends d'une année au Venezuela. Plusieurs raisons à cela : donner des nouvelles un peu à ma famille et amiEs mais aussi partager l'expérience de quelques mois dans un pays en plein "processus révolutionnaire bolivarien" (à l'heure où j'écris ces lignes, je ne sais toujours pas ce que cela signifie). J'avais envie de voir par moi-même et de témoigner d'une situation dont on perçoit peu de choses en France si ce ne sont les échos des fantasmes révolutionnaires.

Premiers pas à Caracas

Je passe ma première nuit à l'hôtel dans le bruit des sirènes et des compresseurs d'air conditionné de l'immeuble. Ils doivent être situés pas loin de la chambre. Je suis conduit là par Alberto, un enseignant de l'université Simon Bolivar avec lequel je suis en contact depuis plusieurs mois. Alberto veut me loger mais c'est le chamboulement chez lui à cause de l'effondrement d'un bout de montagne au fond de son jardin, il y a quelques jours, à la suite de pluies diluviennes. Il est donc en train de faire construire un mur pour empêcher de futurs plus gros dégâts. Les habitantEs des bidonvilles qui ceignent Caracas, agrippés aux flancs des montagnes, n'ont pas les moyens de se construire de tels murs et le dernier glissement de terrain en 1995 a fait plusieurs dizaines de milliers de mort parmi eux. D'ailleurs, Alberto habite une sorte de quartier privé, gardé jour et nuit.

Après ma nuit d'hôtel, j'atterris finalement chez Rafik, un libano-vénézuélien, ingénieur industriel et spécialiste en tout genre de business. Il habite entre la Plaza Venezuela et l'Avenida Libertador dans un immeuble, au pied d'immenses tours chapeautéées des enseignes Pepsi-Cola et d'une énorme tasse à café flamboyante Nestlé. Il a une chambre de libre dans son appartement et se propose de m'héberger. Commence alors une longue pérégrination en pick-up américain à travers les rues de l'Est de Caracas. Celle-ci continuera le lendemain et deviendra pesante.

Rafik est pro-Chavez et grosso modo pour le processus de révolution bolivarienne. Je ne suis pas sûr d'avoir saisi toutes les nuances, les implications de ce que cela signifie. Pour l'instant, j'ai retenu qu'il est pour la justice sociale, pour de nouvelles formes de régulations sociales (vaguement autogérées), pour de nouvelles institutions démocratiques qui empêcheraient un retour en arrière. D'après Rafik, les habitantEs des barrios (les bidonvilles) n'ont pas gagné grand-chose avec Chavez, juste la dignité d'exister, le fait de pouvoir s'organiser autrement, de s'émanciper de l'emprise des grosses compagnies. Rafik me donne l'exemple des balayeurs de rue qui quelques années auparavant travaillaient pour une multinationale française. Cette multinationale les payait une misère et au passage ne nettoyait pas grand-chose. D'ailleurs, cela faisait les affaires de l'opposition à Chavez, qui en profitait pour dénoncer l'incurie de la gestion chaviste. La municipalité chaviste a alors proposé à ces travailleurs de s'organiser en coopérative autogérée pour assurer le nettoyage des rues. Deux avantages à ce système : un meilleur salaire pour les balayeurs et des rues plus propres. Rafik a commencé à me raconter cela alors qu'il donnait par la fenêtre de son pick-up, au moment de démarrer, quelques bolívares (la monnaie vénézuélienne) à un balayeur pour qu'il se rafraîchisse. C'est ça "le processus" ? La charité comme justice sociale ? Lors de mes pérégrinations en pick-up, je traverse les quartiers "exclusifs" où habite la classe moyenne haute pour ne pas dire la bourgeoisie. Rafik est clair, ces quartiers sont à 80% contre Chavez (c'est bien sûr le contraire dans les barrios). En tout cas, ils puent le fric, même pour un occidental. On se croirait dans les quartiers huppés de Paris et sa banlieue. Rafik

me commente le niveau des loyers, les prix dans les centres commerciaux, il me livre une sorte de géographie sociale de Caracas. On peut passer d'un quartier pauvre à une zone exclusive en franchissant seulement une rue et la différence est nette. Seules les poubelles des riches ont tendance à déborder sur les barrios.

Dans certains quartiers, des magasins sont fermés suite à une descente du fisc. Ils refusent de payer leurs impôts et sont donc fermés en représailles par le gouvernement. Si au début une partie de la classe moyenne pouvait être avec Chavez, elle s'est depuis ralliée à l'opposition car Chavez ne satisfaisait pas la défense de ses intérêts petits-bourgeois. On serait donc revenu à une forme plus classique des luttes sociales et politiques, à la lutte des classes.

J'accompagne aussi Rafik à son usine. C'est une sorte de no man's land au milieu d'un barrio. Il y a un hangar avec des machines chinoises. Elles sont là depuis deux ans mais ne tournent plus car Rafik n'a plus d'argent pour poursuivre leur installation. L'ensemble est gardé par une famille du barrio voisin. Je crois que Rafik confond souvent paix sociale et justice sociale. Il m'explique qu'il alimente en eau le barrio, qu'il prend soin des familles qui habitent là car il a besoin d'elles pour pouvoir démarrer dans de bonnes conditions son usine à moitié terminée. On repart à travers les barrios, les ensembles d'immeubles accrochés aux pentes des collines qui environnent Caracas, noyés dans la forêt tropicale. Pourquoi ces immeubles sont là : concentration d'habitations pour l'approvisionnement en main d'œuvre d'une quelconque industrie ou tentative désastreuse de rénovation d'un barrio ? C'est certainement un peu des deux. Le processus va être encore long avant que la "dignité retrouvée" se transforme en un habitat humain.

Mais d'après Rafik, tant que le cours du pétrole sera haut, le processus aura ses chances. Par contre, s'il chute, cela sera la fin du processus et de Chavez. Cela se tient. Puis, dans un long monologue géopolitique aux enjeux délirants, Rafik m'explique finalement que la guerre en Irak, la pression sur le Venezuela n'ont qu'un seul but, contrôler le pétrole ... pour mieux bloquer le développement de la Chine, le seul ennemi réel des USA, car le seul capable de se substituer à l'empire américain. Fin de la représentation !

Rencontres anarchopunks

Je pars ce soir, jeudi, pour deux jours de rencontres anarchopunks à Maracaïbo. Ce sont les 8èmes rencontres du genre. Elles ont lieu dans plusieurs villes du Venezuela et consistent principalement en activités, débats, rencontres, concerts autour du mouvement anarchopunk. Les journées ont un double objectif, permettre une rencontre des membres de ce mouvement pour qu'ils et elles s'organisent, et promouvoir les idées libertaires. Ainsi, lors des dernières rencontres, il a été décidé de monter une coopérative pour l'acquisition d'un camion et de matériel de sono. Une fois acquis, cela servira à l'organisation de concerts et de tournées.

Maracaïbo est un gros port de commerce situé sur les rives du lac du même nom. C'est le plus grand du continent. Il est recouvert de derricks car la région est aussi la première productrice de pétrole du Venezuela. Pour faciliter l'exploitation des gisements, le lac a même été ouvert sur la mer ... Les eaux saumâtres et polluées du lac sont un des nombreux bienfaits de l'industrie pétrolière de la région !! La géographie très américaine de la ville est peut-être due à la présence massive de salariéEs des majors pétrolières dans la première moitié du XXème Siècle. Ce n'est en effet que dans la seconde partie du XXème Siècle que le Venezuela a pu s'affranchir, dans une petite mesure, des grandes compagnies pétrolières. Cet affranchissement est d'ailleurs encore l'enjeu politique principal du Venezuela. Et Chavez, se rapprochant en cela des fondateurs de l'OPEP et des dirigeants non-alignés des années 60, en a fait son cheval de bataille. Mais, il n'y a pas que le pétrole dans la région. Il y a aussi les exploitations de charbon de la Sierra Perija.

D'ailleurs, le gouvernement chaviste pousse à l'ouverture de nouvelles carrières, toujours dans un souci de "développement" et de constitution d'un contre-poids à "l'imperio" américain. Les indienNEs guajiro qui habitent la région ne sont pas de cet avis ! Ils/Elles ne sont pas dupes des bienfaits du développement : destruction de leur environnement naturel, social et culturel, illusion d'être bien payés à la mine, perte de l'autonomie alimentaire, misère, drogue, prostitution... Leur lutte est particulièrement soutenue par le mouvement libertaire et, plus surprenant, par des écologistes pro-Chavez. D'ailleurs, les indienNEs le sont aussi pour la plupart. Cette lutte illustre donc bien les contradictions du processus de révolution bolivarienne (volonté de changement social qui se traduit dans les faits par les recettes éculées du développement technique et industriel à tout prix).

[...]

Aujourd'hui a lieu la jornada anarchopunk de Valencia. Le principe et le contenu restent le même qu'à Maracaibo : vidéos et discussions sur l'immigration en Europe, l'action directe non-violente et tables de presse. Par contre, le cadre de la journée n'a pas grand-chose à voir puisque c'est un bâtiment de l'université de la ville. D'ailleurs, cette université n'a rien d'une université européenne. On croirait un camp de bungalows. Prévue à 9 heures du matin, la journée va en fait commencer 3 heures plus tard pour des problèmes de clés et de disponibilité de salles. On se demande d'ailleurs bien pourquoi avoir fait commencer une journée anarchopunk un samedi matin à 9 heures. Finalement, on se retrouve à une centaine, entassés dans une salle de classe. Et oui, une centaine de personnes sont là malgré un programme plutôt aride, aucune activité festive n'étant prévue. Cela laisse rêveur. Les discussions s'ouvrent sur un échange très intéressant à propos de la situation politique au Venezuela. Un punk colombien sans-papiers précise d'une part qu'il préfère encore Chavez à la droite ultra-conservatrice qui a tenu le pays pendant des dizaines d'années. Ce à quoi tout le monde opine. Il rappelle ensuite que Chavez ne vient pas de nulle part, qu'il n'est pas un accident historique. Il serait plutôt l'aboutissement de la maturation politique d'une armée vénézuélienne dont les soldats mais aussi l'encadrement seraient plutôt issus des classes inférieures. Il faudra que je creuse cela.

De retour à Caracas

Je me balade pour acheter des chaussures de marche entre la Plaza Venezuela et Chacaito. Ce sont deux quartiers populaires de Caracas qui font la transition entre l'ouest pauvre et noir et l'est beaucoup plus riche et blanc. Dans la journée, l'ambiance y est très commerçante. Les trottoirs sont bondés de stands de bouffe, de fringues, de bijoux, de bouquins, de housses de téléphone portable. Le travail informel est ici une activité économique à part entière, 50% de la population en dépend. La nuit, quelques bars, des fumeurs de cracks et la misère qui erre, sans dormir car c'est trop dangereux ... elle attendra la journée pour se reposer et la fin d'après-midi pour faire les poubelles ... Clichés éculés qui prennent corps dans la capitale d'un pays riche à milliards de pétrole. Et pour contrôler cette misère, les flics et les militaires ne manquent pas entre la police militaire, métropolitaine, les diverses polices municipales, la garde nationale, les agents de sécurité. Tout ce beau monde est surarmé, porte gilet pare-balle et paraît totalement dévoué à la protection de son congénère ...

Car bien sûr, ici on ne fait que parler de l'insécurité. Je n'arrive même plus à savoir si c'est paranoïa de ma part, cliché de l'occidental se baladant chez les pauvres ou réalité d'un pays qui dérive entre drogue, alcool et violence sociale. Il y a certainement un peu de tout.

Les journaux antichavistes du lundi ont beau jeu de rendre compte de la cinquantaine de morts violentes qui se produit le week-end à Caracas. Les chavistes ne sont pas à la traîne avec une politique sécuritaire qui n'a rien à envier à celle des pays occidentaux ou de la voisine Colombie,

fer de lance du néo-libéralisme dans la région. Est-ce le fruit d'une relation complexe entre l'instinct de survie, le vieux fond fataliste catholique et l'influence du phénomène américain des bandes de quartier ? Toujours est-il que la vie semble avoir une valeur tout relative ici. La violence est parfois même revendiquée comme trait vénézuélien, comme la preuve de leur sang chaud. Mais que dire alors des lotissements privés, gardés jour et nuit à mille lieues des quartiers chauds de Caracas, des triples grilles à franchir pour rentrer dans les appartements des quartiers de la classe moyenne haute, blanche, bien pensante, n'ayant jamais foutu un pied dans un barrio ? On est bien sûr au cœur de la paranoïa qui nourrit une politique répressive de contingentement des classes les plus basses dans leur quartier.

500 ans de colonisation

Aujourd'hui, c'est férié. C'est le jour de la raza (du peuple, de la race), de l'hispanidad, de Christophe Colomb. Il y a mille noms pour célébrer le jour de la découverte du continent américain, le premier jour de 500 années de colonisation. Conscient de la force du verbe, le gouvernement chaviste a décrété que ce jour serait plutôt celui de la résistance indienne. Il est pour lui l'occasion de bombarder les journaux de propagande sur les actions éducatives, de redistribution des terres qu'il mène. D'ailleurs, il n'est pas rare que la presse d'opposition accuse le gouvernement chaviste de limiter économiquement la liberté de la presse en devenant petit à petit sa plus grande source de ressources par l'entremise des publicités gouvernementales.

La veille, 120 indienNEs de différentes ethnies de l'Etat de Zulia (état du nord-ouest du Venezuela, frontalier avec la Colombie) se sont rassemblés en plein centre pour protester contre l'exploitation de charbon dans la sierra Perija. D'une part, ils/elles réclament l'arrêt de certaines exploitations illégales ou désastreuses pour l'environnement, d'autre part, ils/elles dénoncent les expropriations forcées commises par la garde nationale afin que s'ouvrent de nouvelles concessions minières. Les chavistes appellent cela "les inévitables contradictions internes au processus bolivarien" ! Une belle langue de bois pour un beau massacre, les indienNEs se retrouvant cantonnés à des zones de plus en plus restreintes à l'intérieur de la sierra. Autre contradiction ... l'année dernière, la statue de Christophe Colomb trônant au beau milieu de la plaza Venezuela fût abattue et en partie détruite par des manifestantEs soucieux de mettre en pratique la résistance indienne. Mal leur en a pris. Un certain nombre fût arrêté et croupit en prison depuis un an ! Toujours d'après les chavistes, ils n'ont pas été libérés pour ne pas mécontenter l'Espagne, un pays que Chavez se ménage comme allié dans sa lutte contre l'Empire.

Aujourd'hui, pas de débordement, pas d'activités organisées par le gouvernement à l'exception d'un marathon ... Quel sens de l'humour ont les chavistes pour fêter ainsi le marathon des 500 années d'extermination indienne, du sud de la Patagonie au Mexique !

Un peu d'histoire politique du Venezuela

Tout remonte à 1989, lorsque le pays est secoué par les terribles émeutes dites du Caracazo. Ces émeutes débutent à l'aube du 27 février quand les gens qui se rendent à Caracas découvrent que les tarifs ont doublé depuis la veille. Ces hausses sont la conséquence de la mise en place d'un plan draconien exigé par le FMI. Tous les commerces sont alors pris d'assaut. La répression ne se fait pas attendre et atteindra des sommets avec le plan Avila. On comptera 3000 morts et disparus entre le 27 février et le 2 mars 1989. Il n'est pas inutile de rappeler que des responsables militaires, maintenant proches de Chavez, ont alors été mouillés dans l'organisation et l'exécution du plan Avila.

Ce massacre sonne le réveil de la population après des années de dictature et de démocratie représentative oeuvrant toutes deux à une politique néo-libérale. Chavez tente alors de récupérer la grande effervescence sociale qui suit, lors d'un coup d'état manqué en 1992. Il y parvient en 1998. C'est le début du "processus révolutionnaire bolivarien".

On devrait parler plutôt d'institutionnalisation des mouvements sociaux (et cela rappelle ce qui s'est passé avec la victoire de Mitterand en 1981). La mobilisation populaire est en effet peu à peu transformée en mobilisation électorale. Ainsi, les cercles bolivariens qui regroupent dirigeantEs communautaires et voisinEs, dans les bidonvilles, les quartier populaires et les petits villages, sont transformés en "Unités de Bataille Electorale". Le contre-argument des chavistes est connu : du coup d'état d'avril 2002 au référendum révocatoire de 2004, Chavez est resté menacé dans sa légitimité et il était impératif de gagner la bataille électorale.

Entre le discours et les actes

En attendant, le mouvement social est devenu moribond. Il est instructif de noter que les manifestations anti-guerre au début de l'invasion de l'Irak n'ont rassemblé ici que quelques milliers de personnes alors que les U\$A sont quand même l'ennemi "numéro un". Il faut dire que Chavez ne s'est pas empressé de dénoncer une invasion qui a largement profité aux ventes de pétrole vénézuélien, principalement aux U\$A ! L'ambassadeur américain au Venezuela n'oublie d'ailleurs jamais de rappeler qu'il ne craint pas un embargo du pétrole vénézuélien. Car à qui le Venezuela vendra ce pétrole ? C'est une des raisons pour lesquelles Chavez encourage l'intégration des pays latino-américains dans un grand marché commun centralisé. Il doit rêver que le Venezuela devienne la pompe à essence de l'Amérique Latine et qu'il se coupe de sa dépendance avec les USA. En voilà un grand projet pour le "socialisme du XXIème Siècle" (appellation officielle de la politique gouailleuse et ultra-pragmatique, pour ne pas dire à courte vue électorale, de Chavez).

Les expropriations des propriétés terriennes non productives sont aussi une belle escroquerie ! Oh, bien sûr, les nationalisations et les expropriations sont réelles. L'opposition de droite crie d'ailleurs au scandale et en appelle à la défense de la sacro-sainte propriété privée, relayée par l'ambassadeur des U\$A (qui menace le Venezuela de représailles économiques). Mais elle ne devrait pas tant s'inquiéter ... Car, malgré la teneur de ses discours du dimanche à la télé, Chavez n'a pas oublié d'inscrire la propriété privée dans la toute récente constitution de la République Bolivarienne du Venezuela (adoptée en 1999, un an après son arrivée au pouvoir).

Et c'est sans parler de la mystification du Forum Social Mondial. Fer de lance de l'internationale altermondialiste largement porté par Lula, Chavez et Morales, le FSM est un échec patent quand on voit le peu de soutien qu'apportent les populations de pays comme le Brésil ou le Venezuela à leur gouvernement (revers électoraux du Parti des Travailleurs de Lula dans ses fiefs et très forte abstention au Venezuela, de l'ordre de 40%).

Tout est à faire car plus rien n'existe ici, si ce n'est un grand mouvement informe de soutien à Chavez, assujetti aux contingences électorales. D'ailleurs, on est là au cœur du processus bolivarien. Il s'agit tout d'abord de constituer un grand mouvement de masse à la base. Il faut ensuite supprimer tous les rouages intermédiaires sous prétexte de démocratie participative. La dernière étape est de contenir le tout par une présence politique importante de l'armée. Et le tour est joué, Chavez à la tête, la masse à ses pieds et l'armée comme courroie de transmission (les refontes actuelles de l'armée, permettant un contrôle opérationnel plus direct de Chavez sur les différentes armes va d'ailleurs dans ce sens). On est au cœur du populisme. Et les grands frères de Chavez s'appelaient Castro, Peron, Nasser.

Qu'est-ce que le "chavisme" ?

Le chavisme n'est pas un fait isolé dans l'histoire du Venezuela. Il reprend dans la personne de Chavez les deux mythes fondateurs du Venezuela moderne : l'armée et le métissage.

Le Venezuela comme partie de l'empire colonial espagnol s'est développé par les plantations de cacao, de café, de tabac, de canne à sucre. Comme au Brésil, la lutte pour l'indépendance du Venezuela a été avant tout l'affrontement de la bourgeoisie locale des plantations contre le pouvoir et l'administration espagnole. C'était aussi un affrontement entre la bourgeoisie créole ("blanche") et une armée pro-monarchiste de zambos (métis de noir et d'indien), de mulatos (métis de noir et de blanc), de noirs anciens esclaves, au service du pouvoir espagnol.

Bolívar le libérateur de la Grande Colombie (rassemblant le Venezuela, la Colombie, Panama et l'Équateur) s'appuya aussi sur une armée de métis. Pourtant il s'en méfia toujours, craignant leur prise du pouvoir. Car, avec les guerres d'indépendance, les militaires sont devenus des acteurs incontournables de la vie sociale vénézuélienne. Et, dans une société fortement marquée par l'esclavage et la hiérarchie raciale qui en découle, l'armée est devenue, pour les métis, le lieu d'une ascension sociale impensable jusqu'alors dans la société civile.

C'est de cette armée que Chavez devait sortir, un beau jour de 1992 pour un coup d'État qui marqua les débuts du processus bolivarien. Son origine militaire fait aussi de Chavez un héritier de la longue tradition des caudillos latino-américains. Il en a les attributs, mêlant populisme et charisme messianique. C'est ainsi que Chavez se revendique aussi bien de Bolívar, de Fidel Castro, de Jésus-Christ que de la longue lignée des chefs militaires métis du dix-neuvième siècle. C'est José Tomás Boves, à la tête de son armée qui lutte contre les propriétaires fonciers créoles, c'est José Antonio Páez qui s'autoproclame président du Venezuela en 1829 après avoir lutté pour l'indépendance, c'est José Tadeo Monagas qui s'appuie sur les classes populaires pour lutter contre la bourgeoisie et garder le pouvoir avant que sa dictature ne tombe en 1864, c'est Antonio Guzmán Blanco qui développe le culte de la personnalité, c'est Juan Vicente Gómez qui au vingtième siècle fait du Venezuela une grande puissance pétrolière, c'est Chavez qui fonde son mouvement bolivarien révolutionnaire en 1982 pour ne pas cesser de dénoncer la corruption des gouvernements successifs et tenter par tous les moyens d'accéder au pouvoir.

Car le chavisme est aussi le résultat de la grave crise politique, sociale et économique qui secoue la démocratie vénézuélienne dans les années 80. À la chute de la dictature en 1958, les trois grands partis vénézuéliens (dont l'Action Démocratique, sociale-démocrate, et la COPEI, démocrate-chrétien) scellent un pacte d'entente par peur de la propagation des guérillas communistes. Les revenus pétroliers, tombés dans l'escarcelle étatique suite aux diverses nationalisations, permettent aux gouvernements successifs de subventionner les différents secteurs économiques. Mais le début des années 80 est synonyme de baisse des exportations pétrolières et des cours (jusqu'à moins 50%). Comme partout dans le monde, à une politique d'inspiration keynésienne succède un libéralisme forcené entretenu par les injonctions du FMI. Les prix s'envolent. En février 1989 éclate le Caracazo.. La situation ne fait pourtant qu'empirer et la pauvreté touche 40% de la population au début des années 90. Suite au coup d'état de 1992, Chavez est emprisonné pour un an et devient de plus en plus populaire parmi la population des barrios. En 1993, il crée le Movimiento V República (MVR). En 1998, c'est le deuxième plus grand parti après l'Action Démocratique. Chavez est élu président en décembre 1998. Le processus révolutionnaire bolivarien devient processus de pouvoir. En 1999, une nouvelle constitution est adoptée fondant la 5ème République du Venezuela. En avril 2002, aux manifestations succèdent un coup d'état mené par la fédération des patronNEs. Encore une fois, l'armée va jouer un rôle

de premier plan car ce sont des généraux dissidents, pro-chavistes qui, reprenant le pouvoir des garnisons, vont renverser en deux jours la junte nouvellement créée. En 2003, une grève générale est menée par l'opposition. Elle conduit à la tenue d'un référendum (pour ou contre la poursuite du mandat présidentiel de Chavez). Chavez le gagne à l'été 2004.

Ces événements sont la marque du chavisme. Fortement teinté de populisme, le mouvement s'adresse d'abord aux classes populaires. Il leur parle de dignité, de reprise en main de leur quartier, de travail, de fin de la corruption et du clientélisme, de patrie et de toit pour touTEs. Jusqu'en 1998, ce discours est aussi entendu par une partie de la classe moyenne. L'effervescence sociale qui règne depuis la fin des années 80 (et dont le Caracazo est l'explosion momentanée), la lassitude du punto fijismo (l'alternance institutionnalisée au gouvernement de l'AD et de la COPEI) se satisfont de la guerre menée par Chavez contre la vieille classe politique.

On atteint d'ailleurs là une limite du chavisme. Face aux échéances électorales régulières d'une démocratie représentative, le chavisme ne manque jamais de récupérer l'effervescence sociale pour gagner les élections suivantes. Pour les élections parlementaires de décembre 2005, un parti satellite du chavisme, Podemos, va même jusqu'à identifier christianisme et socialisme. Cela pourrait passer pour une résurgence de la théologie de la libération si cela n'avait pas un arrière-goût de récupération électorale dans un pays ultra-catholique. L'intégration des mouvements sociaux dans le processus bolivarien vise avant tout la conservation du pouvoir. Elle a comme conséquence de les priver de leur autonomie, de leurs choix de lutte. Elle a comme risque la dépolitisation massive de la société vénézuélienne, fatiguée de l'électoratisme sans que rien ne change vraiment. En filigrane, on peut y voir le spectre d'une dictature qui pourrait décider une fois pour toute de ne plus s'embarasser de ces contingences. Alors qu'on pourrait rêver d'une nouvelle construction de la société vénézuélienne loin des lieux de pouvoir.

Les mécanismes de récupération et d'intégration des mouvements sociaux sont multiples. Cela passe par leur massification, c'est-à-dire par la suppression de la hiérarchie politique existante au profit d'une relation directe entre Chavez et la masse populaire. Cette relation est d'ailleurs travaillée par Chavez chaque dimanche dans l'émission "Alo Presidente". Chavez y prend son temps (5 à 6 heures) pour exposer sa politique, développer ses critiques du processus et déclamer contre ses ennemis (les USA et leurs alliés comme le Mexique). Mais, cela passe aussi par une polarisation de la société vénézuélienne autour de Chavez. On est pour, contre ou anarchiste. Les "pour" y perdent leur autonomie. Les "contre" y passent leur énergie à hurler contre l'abominable Chavez. Les quelques anarchistes vénézuéliens ne savent plus donner de la tête. Et Chavez arbitre le tout de haut. A ses côtés trône Bolivar. A un moment, lors des émissions dominicales, Chavez présentait à ses côtés une chaise vide, C'était la chaise de Bolivar qui veillait là au processus. A croire que les deux compagnons du Christ crucifié sur le mont Golgotha s'appelaient Bolivar et Chavez. Castro ne devait pas être loin. Il devait encore se prendre la tête avec le Che. Elle est belle la Révolution ! La révolution bolivarienne marche au pétrole !

Le Venezuela est un pays aux innombrables ressources énergétiques. Il détiendrait la plus grande réserve pétrolière connue au monde, des gisements abondants en gaz, des ressources non négligeables en charbon et un potentiel hydraulique impressionnant (et Chavez souhaite aussi développer l'énergie nucléaire par l'achat d'un réacteur à l'Argentine). Le Venezuela est aussi un des quatre grands fournisseurs en pétrole des USA (de 10 à 15% de ses importations). Cette relation étroite avec les Etats-Unis présente deux caractéristiques essentielles. Tout d'abord, le Venezuela est fortement dépendant du marché américain. Pour diminuer cette dépendance, le gouvernement vénézuélien cherche à développer un marché intégré énergétique sud-américain et à s'allier avec la Chine (la Chine est le deuxième consommateur mondial de pétrole après les USA et avant le Japon). Mais, pour autant que cela contrarie leurs intérêts, les USA ne peuvent pas se

risquer à menacer la stabilité de la région par une invasion. Beaucoup craignent que cet équilibre entre le Venezuela et les États-Unis ne conduise finalement à un engrenage fatal. En effet, d'un côté, le Venezuela serait tenté d'organiser l'embargo pétrolier des USA. De l'autre, l'Amérique pourrait envisager de faire tomber par la force le gouvernement chaviste, ce qui ne serait pas une nouveauté en Amérique Latine.

Mais que penser alors des accords pétroliers entre l'État vénézuélien et des majors pétrolières américaines comme Chevron Texaco, Exxon Mobil ou Conoco Phillip ? Comment Chavez peut-il d'un côté dénoncer les USA, Bush, la CIA, les multinationales du pétrole et de l'autre développer et renforcer sa politique de coopération économique avec les États-Unis ? Le jeu guerrier n'est-il pas avant tout une façade destinée à faire bonne mesure face aux opinions publiques ? Et puis, les rumeurs d'affrontement ne sont pas dénuées d'intérêt pour les gouvernements des deux pays. Elles justifient encore et toujours la militarisation. Courant 2005, Chavez a ainsi enclenché le premier degré de la mobilisation d'un million de réservistes en prévision d'une éventuelle invasion. Et 100.000 kalachnikovs ont été achetées à la Russie pour armer le peuple. Et bien, au moins sait-on où finit une partie de la rente pétrolière dans un pays où 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Cependant, pour l'instant, l'affrontement se situe essentiellement sur le terrain économique. Début 2005, les chefs d'État du Venezuela, du Brésil et de l'Argentine ont annoncé la création d'une entreprise pétrolière commune, Petrosur. Elle aurait comme premiers objectifs l'exploration de gaz et de pétrole en Argentine, la construction d'une raffinerie dans le nord du Brésil pour traiter le pétrole vénézuélien, et l'exploration pétrolière dans le bassin de l'Orénoque au Venezuela. Pour Chavez, Petrosur, et ses équivalents caribéen, Petrocaribe, et andin, Petroandina, doivent être au cœur de l'intégration politique et économique latino-américaine. Il veut faire du pétrole un outil du socialisme du XXIème Siècle, une monnaie "d'échange équitable", à l'image de ce qui est réalisé actuellement avec les médecins cubains qui viennent exercer au Venezuela contre du pétrole.

Mais ce schéma suit aussi le modèle de la communauté européenne qui s'est développée autour d'un marché commun du charbon et de l'acier. Et là, on retrouve les autres enjeux, beaucoup plus obscurs, de l'intégration à grande échelle du capital : constitution d'un marché unique permettant le développement d'une économie compétitive à l'échelle mondiale, accroissement de la concurrence au sein du marché intégré, flexibilité et mobilité du travail, nivellement des salaires par le bas, normalisation de tous les aspects de la vie quotidienne, renforcement mutuel des politiques répressives. Mais où est donc passé le projet socialiste ?

Le pétrole n'est pas qu'une arme géopolitique, il est aussi le garant de la paix sociale au Venezuela. A elle seule, l'activité pétrolière représente la moitié des recettes fiscales et un tiers du produit intérieur brut. C'est le pétrole qui achète le soutien de la population vénézuélienne à coups de programmes sociaux de grande ampleur (les missions), d'augmentations de salaire des fonctionnaires, de campagnes médiatiques, de nouvelles infrastructures. Mais pour pouvoir entretenir le processus, il faut toujours plus de rentrées financières. C'est ce qui a motivé l'augmentation de la redevance pétrolière des entreprises pétrolières opérant au Venezuela. C'est aussi ce qui a justifié la création du statut d'entreprise mixte : toute entreprise étrangère opérant au Venezuela doit former une entreprise mixte avec le gouvernement. La part étrangère est de 49%, les 51% restant allant à l'État. Augmenter le taux de captation des revenus pétroliers est aussi à l'origine du renforcement du contrôle de l'exécutif politique sur PDVSA, l'entreprise pétrolière nationale. Cette décision fut d'ailleurs le déclencheur du coup d'État avorté de février 2002. En décembre de cette année, l'opposition utilise de nouveau PDVSA pour tenter de faire chuter Chavez : le 6 décembre, les patrons, les capitaines de tanker, les cadres et les administratifs

de PDVSA entament une grève générale. Elle est suivie de sabotages des systèmes informatiques et techniques. Après 60 jours de lock-out, le mouvement se termine grâce à la mobilisation de la population vénézuélienne, des ouvrierEs et technicienNEs de PDVSA. Cela aura quand même des conséquences importantes pour l'économie vénézuélienne avec une chute de la production à 200.000 barils contre 3 millions avant la grève. La situation est récupérée au prix d'un grand nettoyage de l'entreprise (18.000 licenciements sur un total de 42.000, dont 80% de cadres) et d'une reprise en main politique de la direction (le ministre actuel de l'énergie est aussi le président de PDVSA).

Encore une fois, le discours chaviste est multiple et non dénué de contradictions. Au premier abord, la maîtrise et la distribution de la rente pétrolière ont comme objectif une meilleure répartition des richesses en direction des classes les plus basses (certains parlent même de socialisation de la rente). Mais on retrouve là surtout les vieilles recettes keynésiennes employées après la Deuxième Guerre mondiale en occident. Elles sont destinées à pacifier la société vénézuélienne, à réduire "le gouffre social" qui sépare riches et pauvres, à diminuer les tensions qui pourraient porter préjudice au développement économique et industriel du Venezuela.

Ce développement est un objectif prioritaire pour Chavez. Et il est mené malgré le coût social et environnemental pour les populations situées sur les territoires concernés par les nouveaux projets d'exploitation minière, gazière ou pétrolifère. Dans un cercle vicieux, le pétrole est à la fois la source principale de revenus pour le pays et la cause de la plupart de ses maux. Il entretient et renforce une dépendance économique qui pourrait s'avérer désastreuse avec l'épuisement des ressources fossiles d'ici 30 ans. Il justifie un partage de la propriété des exploitations au sein d'entreprises mixtes. Jusqu'à maintenant, le pétrole était une ressource nationale exploitée sous licence par des compagnies multinationales. Avec les entreprises mixtes, ces compagnies vont pouvoir détenir jusqu'à 49%. C'est un pas conséquent vers la privatisation des ressources pétrolières du Venezuela ! La question de la nationalisation ou de la privatisation n'est pas franchement intéressante en elle-même. L'écart entre le discours officiel ultra-nationaliste et la pratique gouvernementale l'est beaucoup plus. Mais c'est certainement la non-réaction des syndicats qui est la plus parlante. L'institutionnalisation des mouvements sociaux est devenue telle qu'ils ne réagissent même plus au démantèlement de ce qui a constitué pour eux, pendant des décennies, le symbole de la souveraineté vénézuélienne. La seule mobilisation qui vaille maintenant à leurs yeux est électorale.

Le pétrole est à la base d'un modèle de développement basé sur les progrès conjoints de l'industrie lourde, de la production de produits manufacturés et de l'agriculture intensive. Les ravages de ce modèle de croissance sont pourtant connus depuis longtemps. Mais qui s'en préoccupe quand la rente pétrolière fait miroiter la perspective de gains à court terme ? Car le pétrole est aussi la manne qui permet de développer le clientélisme électoral de Chavez. Comme me disait un français, les yeux embués d'une émotion toute révolutionnaire, et qui travaille ici dans un ministère : "le pays ne va pas changer du jour au lendemain. Il faudra au moins 20 ans à Chavez". Et comment Chavez va faire pour se maintenir pendant vingt ans au pouvoir, sans perdre une seule élection ? La solution est éculée : bourrage des urnes et achat des votes. Et viva la pétrodémocracia chavista !

Le Forum Social Alternatif

L'année 2006 commence avec le Forum Social Alternatif, ses ultimes préparatifs, puis sa tenue même. Cet évènement se veut l'alternative des anarchistes et de la gauche anti-autoritaire au Forum Social Mondial qui se tient durant la même semaine. La forme du FSA est proche de celle du FSM : conférences et ateliers sur plusieurs lieux. Mais son financement n'a rien de comprable.

Au contraire du FSM, il n'a pas le soutien de l'Etat vénézuélien, de l'armée pour les derniers préparatifs logistiques ou de PDVSA pour l'organisation d'une partie des activités. Il est d'ailleurs pour le moins étrange qu'une compagnie pétrolière subventionne un FSM qui prétend défendre l'environnement et le droit des populations à ne pas être déplacées au gré des intérêts industriels. L'affluence du FSA est aussi bien moindre que celle du FSM mais les lieux prévus, petits, font le plein. Et c'est là pour nous l'essentiel. On compte ainsi que deux cents à trois cents personnes sont passées au FSA chaque jour.

Si le FSA a été un succès de politique extérieure – il trouve un écho dans de nombreux médias nationaux et internationaux et il aurait même été critiqué par Chavez comme une tentative de plus de l'opposition pour se faire entendre – son organisation a posé quelques problèmes.

D'une part, c'était la première fois qu'un tel événement était organisé de manière autogérée au Venezuela. D'autre part, les marxistes associés au FSA ont brillé par leur absence, désertant le terrain dès qu'il était question de faire à manger ou d'accueillir les genTEs. Ce sont donc essentiellement les anarchistes de la CRA qui se sont retrouvés à tout faire. Et comme la CRA ne compte que cinq ou six personnes réellement actives, l'organisation au quotidien du FSA s'est retrouvée sur les épaules de très peu de personnes. Il y eut notamment à gérer quelques conflits entre les personnes invitées à participer au FSA et qui étaient hébergées sur les lieux mêmes des ateliers du forum. Cela ne s'est pas toujours passé pour le mieux, du fait de l'inexpérience de la CRA, des différences culturelles et des touristes révolutionnaires, venuEs là plus pour la plage que pour participer au FSA.

Et puis, peut-être encore plus dommage, le FSA n'a rencontré qu'un très faible écho au niveau des groupes libertaires ou d'extrême-gauche vénézuéliens. Certains ont fait les morts, d'autres se sont dissociés du FSA au dernier moment quand ils ne l'ont pas critiqué directement comme événement petit-bourgeois. La preuve est une nouvelle fois faite que, hors du chavisme, il n'existe actuellement aucune alternative viable qui ne soit pas à la botte de l'opposition ou qui rassemble plus de 15 anarchistes ! Pour ma part, j'ai passé une semaine derrière la table de distribution de la CRA et du FSA, à voir défiler des punks colombienNEs, brésilienNEs, des anarchistes équatorienNEs, cubainEs en exil, des gringos venus au FSM et venus voir ce qui se passait au FSA ...

Il est important de noter que le FSA a été un événement entièrement autogéré. Ses revenus provenaient de donations, de la vente de matériel de soutien, de la participation volontaire de personnes assistant au FSA. En plus de la propagande, ils ont permis de nourrir chaque jour la cinquantaine de personnes participant aux ateliers du forum. Quelques bénéfiques ont même pu être dégagés ... Ils ont été utilisés depuis pour la sortie du nouveau numéro d'El Libertario.

Pour plus d'informations sur ce qu'a été le FSA, le mieux est d'aller voir son site : www.fsa.contrapoder.org.ve. Il s'y trouve notamment l'intégralité des articles publiés dans Alterforo, le journal que nous avons sorti pour le FSA.

Pour finir, le chavisme n'a pas grand-chose d'une révolution, ce processus de changement n'est pas ce que veut faire croire la gauche européenne : le renouveau de la lutte contre l'empire. Comme je le dis par ailleurs, le chavisme n'est pas un avatar supplémentaire des mouvements révolutionnaires. C'est le produit de l'histoire vénézuélienne, traversée de luttes violentes entre classes et marquée par ses fondations raciales. L'armée y joue le rôle de premier plan qu'elle a toujours eu depuis les guerres civiles d'indépendance. Son rôle révolutionnaire fût d'ailleurs théorisé par un chef de la guérilla, Douglas Bravo, dont certains affirment qu'il fût le maître à penser de Chavez. Ce rôle est double. D'une part, elle doit être le sein de foyers révolutionnaires

qui une fois affirmés s'étendront à la société civile. D'autre part, le peuple étant considéré comme une masse informe, l'armée est considérée comme l'alliée privilégiée du "caudillo" pour qu'il puisse exercer son pouvoir. La révolution "civico-militaire" fait de la démocratie une farce entre un chef et le peuple amorphe encadré par une armée omniprésente. Cette révolution est aussi vis anti-impérialiste, c'est-à-dire par un subtil glissement, essentiellement anti-américaine. Elle appelle à la lutte mondiale contre l'empire américain. Cette révolution utilise le pétrole comme une arme redoutable, mais à double tranchant quand on sait que les Etats-Unis restent le principal débouché des pays pétroliers. Et au-delà des grandes manœuvres géopolitiques, il y a le quotidien des populations soumises aux impératifs de développement pétrolier, polluées par les installations, déplacées lorsqu'elles sont sur de nouveaux gisements, exploitées par les multinationales de l'énergie. Ogre dévorant ses enfants, le pétrole finance les programmes sociaux et écologiques qui deviennent nécessaires du fait des conséquences même de l'industrie pétrolière ... Et il se passe la même chose avec le charbon dans l'Etat de Zulia ou avec les ressources minières ou forestières dans les régions guyanaises et amazoniennes.

Ce texte est adapté du journal de bord tenu sur son site web par Nico, anarchiste grenoblois qui a vécu un an au Venezuela. Merci à lui ! Texte original : www.maspoesia.contrapoder.org.ve

Interview El Libertario mars 2008

Nous présentons ici une traduction d'un interview en mars 2008 mené par Charles Reeve, anarchiste français, de deux membres (Miguel et Isabel) de l'El Libertario, groupe à Caracas, la capitale du pays, qui offre quelques tristes aperçus sur la réalité de la situation. En regardant différents aspects de l'économie vénézuélienne et du niveau de vie dans le pays, il soutient que le chavisme et la mythologie de la "révolution bolivarienne" dissimulent un ensemble de réformes néo libérales et d'attaques contre les droits des ouvriers et que nous devons nous démarquer de la dynamique de Chávez contre l'opposition pour construire une alternative de classe ouvrière autonome.

Aux origines du « chavisme », entre caudillisme et mouvements sociaux

Charles Reeve – Nous sommes étonnés par la faiblesse du débat politique au Venezuela. Toute réflexion tourne au tour du « processus chaviste ». Il est rare qu'on l'analyse dans une perspective plus large de la situation générale en Amérique latine, comme une forme spécifique des populismes de gauche. La caractérisation de la période actuelle, qui explique cette évolution, l'affaiblissement momentané du contrôle politique des Etats Unis sur la région, est peu tenue en compte. Or, l'évolution de l'espace politique du régime dépend, pour beaucoup, de l'évolution de facteurs externes, l'avenir de la politique nord américaine, les transformations du régime cubain, enfin le cycle de la rente pétrolière.

Miguel – Aujourd'hui on parle beaucoup d'un tournant de gauche en Amérique Latine. Il y a, en effet, plusieurs gouvernements élus qui se revendiquent des courants de gauche traditionnels. Pour nous, deux grandes tendances coexistent. D'un côté, il y a des gouvernements qui furent portés au pouvoir à la suite de mouvements sociaux de grande ampleur, comme c'est le cas en Bolivie et au Brésil, pays qui ont une vieille tradition de luttes. Ailleurs, au Venezuela en particulier, ces gouvernements dits « de gauche », ne s'installent pas à la suite de mouvements sociaux, de mouvements de base. Ils proviennent d'une matrice culturelle plus liée au populisme latino américain de type caudilliste. Pour nous, il est clair que tous ces gouvernements répondent à une situation de crise politique. Ainsi, il n'est pas possible de comprendre l'avènement du chavisme sans remonter au « caracazo » de 1989. Ces émeutes à Caracas qui ont fait des milliers de morts. Le pacte qui existait entre les diverses forces politiques fut alors rompu et la société s'est

trouvée au bord d'une crise de gouvernabilité. L'inquiétude fut à son comble au sein de la classe dirigeante. D'autant plus que ces émeutes ouvrirent un cycle de luttes au sein de la société vénézuélienne, avec la naissance d'organisations de base indépendantes des vieux partis politiques de gauche. Ce que certains vont appeler « une nouvelle société civile », plutôt articulée avec le mouvement étudiant ou encore avec le mouvement des quartiers pauvres. Par exemple, le groupe des Droits Humains, avec qui je travaille, naît dans ces années là. Il en va de même avec les groupes écologistes, les groupes de femmes. Donc, des gens qui, tout en s'identifiant avec les idées de gauche, échappaient au contrôle des partis. De son côté, le mouvement ouvrier restait majoritairement dominé par la social démocratie (le parti Acción Democrática), avec quelques franges contrôlées par des groupes de la gauche marxiste autoritaire. Au cours des années 90, il y eut une forte effervescence dans la société vénézuélienne, les luttes populaires se sont structurées dans une opposition à A. Perez, le président social démocrate responsable de la répression et des massacres de 1989. Cette effervescence a engendré d'énormes changements dans la société. Trois ans plus tard, en 1992, il y eut une tentative de coup militaire. Un événement récurrent dans l'histoire de ce pays où l'armée est souvent intervenue dans la vie politique. Malgré leur échec, ce sont ces militaires putschistes, Chavez en particulier, qui finiront, quelques années après, par récupérer tout ce mouvement populaire de contestation. Le charisme de Chavez vient en partie du fait qu'il a su se mettre en syntonie avec les mouvements populaires des années 90.

C'est ainsi que ce mouvement de contestation ayant une forte dynamique, se met à la traîne de cette figure et devient la forme constituante d'une nouvelle situation institutionnelle.

Ce fut une intégration dialectique, car les militants les plus en vue de ces mouvements étaient aussi à la recherche d'une place dans les institutions ; à leurs yeux c'était indispensable pour faire passer leurs projets.

Cette « société civile » était jeune, avait à peine une dizaine d'années de développement, et avait construit très peu d'espaces autonomes dans la société. Elle avait peu d'expérience en termes de pratiques sociales concrètes, de pratiques anti autoritaires. Or, ce sont les cadres de cette nouvelle « société civile » qui se retrouvent, de façon inattendue, au pouvoir avec Chavez. Le chèque en blanc donné à Chavez est, en partie, le résultat de cette inexpérience, de cette absence de projet concret. Nous retrouvons là la reproduction des matrices culturelles d'un pays comme le Venezuela. Si une révolution se définit, justement, par une rupture avec ces paradigmes, force est de constater que Chavez reproduit, lui, toute une tradition caudilliste, militariste et étatiste ancrée depuis toujours dans le pays. Plus encore, il a redonné vitalité à cette matrice culturelle.

Dès le début, une des caractéristiques du chavisme fut l'improvisation. Nous l'attribuons justement au manque d'expérience de la plupart des membres des mouvements de base ayant rejoint Chavez. Des individus qui n'avaient jamais organisé une petite coopérative, furent d'un seul coup, possédés par l'idée de « former des coopératives », se retrouvèrent à la tête du Ministère des coopératives... lequel, du jour au lendemain, décréta la création de 200 000 coopératives dans tout le pays !

Le Venezuela, est une société qui vit traditionnellement de la rente pétrolière. Les forces de gauche avaient toujours prétendu qu'il suffisait à l'Etat de prendre le contrôle de la production pétrolière pour que la distribution de ces revenus soit plus égalitaire... Au Venezuela, contrôler l'Etat c'est contrôler le pétrole. Une interprétation mécanique : une fois qu'on a le pétrole on va tout résoudre. Un volontarisme magique !

Je reviens à la faiblesse de l'analyse théorique des groupes de la « société civile » dont tu parlais. Il faut comprendre que, au Venezuela, on vit aujourd'hui une réédition du vieux schéma de gauche

de l'époque de la guerre froide, fondé sur un affrontement entre le capitalisme et les pays socialistes. Grâce aux ressources pétrolières et à l'importance du pétrole dans l'économie mondiale, le gouvernement de Chavez se positionne aujourd'hui comme un des protagonistes actifs de cet affrontement. Or, si cet affrontement a bel et bien existé avant l'avènement du chavisme, après l'effondrement du mur de Berlin et du bloc de l'Est, les formes de domination impérialiste ne sont plus les mêmes. Tout se passe comme si le scénario a changé sans que le chavisme s'en aperçoive ! Le régime tente d'apporter une réponse à un problème nouveau avec des schémas anciens. Aussi bien parmi les chavistes que dans les milieux de l'opposition, les interprétations théoriques restent celles de la guerre froide. Autrement dit, devant ce manque de pensée critique, de théorisation, de pratiques nouvelles et de nouvelles réflexions, on reprend les anciennes idées, les anciennes stratégies.

Chavez a ainsi créé l'ALBA, l'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, une nouvelle institution qui est censée bâtir de nouvelles relations entre les pays de l'Amérique latine, faisant contre poids à la domination nord américaine. Pour y parvenir, il propose une alliance avec la Fédération russe, l'Iran ou la Chine... des pays qui pour nous font partie de la dynamique capitaliste au niveau mondial. Bref, il y a, à l'usage externe, toute une propagande sur le rôle prépondérant du Venezuela chaviste dans une soi disant nouvelle dynamique de « libération » anti impérialiste. Comme si ce pays était l'avant garde d'un processus de changement planétaire ! Toujours selon l'ancien modèle de la guerre froide, bloc contre bloc. Voilà l'image que ce gouvernement vend de lui même à l'extérieur. Que cette image soit reprise par des compagnons en Europe ou ailleurs et bien cela nous attriste car cela veut dire qu'il ne voient pas au delà du spectacle chaviste, ne voient pas les contradictions réelles de la situation.

Par le passé, au Venezuela, rarement les forces de gauche ont dépassé les 10% lors des élections présidentielles. Au début des années 90, la gauche avait une maigre implantation sociale, faisait preuve d'une faiblesse d'élaboration théorique. Aujourd'hui, ces organisations se trouvent au pouvoir avec le chavisme et font tout ce qu'elles peuvent pour reprendre les positions qu'elles avaient perdues au fil des années. La construction du socialisme, la construction du pouvoir populaire, les rapports entre l'intervention de l'Etat et le marché, tous ces débats qui avaient été abandonnés dans les années 90, sont désormais repris par ceux qui se sont placés à l'intérieur de l'Etat. On peut constater, sur le plan mondial, au sein des groupes tiers mondistes et anti globalisation, que les apports théoriques provenant du Venezuela sont plus que modestes. Surtout en comparaison avec l'expérience argentine et brésilienne. Le seul apport est celui de la figure épique anti impérialiste, Chavez David contre Goliath. Finalement une figure bourgeoise. Mais l'élaboration théorique est pratiquement nulle.

Enfin, j'insisterais sur le fait que, en reprenant la carte de l'activité politique à Caracas, on constate que les expériences collectives qui se sont renforcées pendant le régime, sont précisément celles qui existaient déjà avant l'arrivée de Chavez au pouvoir ! Qui avaient déjà une histoire. C'est le cas, par exemple, avec les mobilisations du quartier « 23 janvier » à Caracas (1), où existait un grand nombre de comités actifs depuis 1989. Ces mouvements, dont l'action est mise au crédit du chavisme, n'ont fait que poursuivre leur propre dynamique.

Le « chavisme » comme auberge espagnole

C.R. – Parlons de la propagande et de la lutte idéologique, de son importance pour le régime chaviste. C'est banal de remarquer le rôle joué par la majorité des groupes gauchistes dans ce projet. Plus original est de découvrir dans la nouvelle nomenclatura chaviste des individus comme Barreto, l'universitaire connu localement qui est actuellement maire de Caracas. Voici un homme qui a invité Negri à Caracas, qui parle de « biopolitique », se réclame de Foucault et qui développe des obscures théories post modernes. Une rhétorique post gauchiste pour accomplir

finalement des tâches bureaucratiques classiques. Une vaste confusion à laquelle participe Chavez, citant à tout va, Trotski, Chomsky et autres ... Plus insolite encore, la présence d'un homme comme Eduardo Rothe, qui a écrit dans l'Internationale Situationniste, aujourd'hui le deuxième personnage du ministère de l'Information/propagande.

M. – Une des caractéristiques du populisme sud américain est son idéologie vaseuse ! Quel est le contenu du « proceso bolivariano » ? C'est le plus grand vide ! En réalité, tout le « processus » tourne autour du culte de la personnalité de Chavez. Quand nous discutons avec des camarades à l'étranger, nous soulignons toujours deux choses. D'une part, combien il est simpliste de voir le chavisme comme la gauche et l'opposition comme la droite. C'est la meilleure manière de ne rien comprendre ! Ensuite, il faut bien tenir compte du contexte économique : le Venezuela vit une des périodes les plus fastes des dernières trente années, si on se réfère aux entrées de la rente pétrolière. Il faut revenir aux années 70, lors de la nationalisation du pétrole par la social démocratie, pour trouver une période économique si favorable au régime en place. Il faut également savoir que la structure de commandement des forces armées au Venezuela, institution d'où est issu Chavez et la majorité des hauts cadres du régime actuel, est relativement interclassiste, au contraire de la plupart des pays latino américains. Les forces armées ont permis une certaine ascension sociale, et l'accès à la carrière militaire par des individus issus des classes populaires était une des façons de redistribuer la rente pétrolière. Ceci étant, l'armée Vénézuélienne fut formé dans les années de la guerre froide et jusqu'à très récemment, à l'école nord américaine de la lutte anti subversive. Les forces armées furent responsables du massacre de 1989. Je veux par là souligner qu'il n'y avait absolument pas, dans cette institution, une dynamique gauchisante. Il y a au sein de l'armée des secteurs conservateurs et des secteurs plus nationalistes, et les deux à la fois. On y trouve des militaires qui sont proches du parti communiste et d'autres partis de gauche, comme le parti « Patria para Todos ». Mais beaucoup de ceux qui sont à l'origine du mouvement autour de Chavez, qui se retrouvent aujourd'hui dans son nouveau Parti Socialiste Unifié Vénézuélien, viennent du vieux courant social démocrate. Donc, dans ce front confus, le facteur d'unification est la figure du président, le chef ! Et puis, de 2002 à 2004, ce courant s'est consolidé face à ses ennemis, contre la menace de coups anti chavistes et l'intervention éventuelle des Etats Unis. Par contre, et à partir de 2004, c'est le calendrier électoral qui va régler la mobilisation des forces politiques, chavistes et anti chavistes. Le but premier est alors de conquérir des voix. Dans cette perspective, les grandes différences internes du camp chaviste furent mises en sourdine pour assurer le front commun contre l'ennemi.

Il semble que cette deuxième période se termine avec les mauvais résultats du 2 décembre 2007, lorsque Chavez perd le referendum sur la réforme de la constitution. Le charme et le mythe de l'invulnérabilité du personnage en prennent un coup et depuis lors, on voit beaucoup plus clairement apparaître des tendances au sein du chavisme. Chavez, de son côté, est assez fin pour redonner vie, dans ses discours, à l'imagerie symbolique de la gauche vénézuélienne. Pour cela il compte avec l'appui d'individus qui par le passé se sont engagés dans les expériences de guérilla ou autres. Ce qui légitime son discours comme un discours de gauche, de rupture, anti conformiste. On voit ainsi défiler sur la scène du chavisme toute une série de personnages de la vieille gauche, et certains de la nouvelle gauche. On parlait de l'ex situationniste Eduardo Rothe, mais il y en a d'autres... Comme cet ancien chef guérillero devenu PDG de la compagnie nationale de Pétrole, PDV...

Je ne réduirais pas tout à une attitude d'opportunisme politique. Il y a aussi une intention de conquérir des espaces à l'intérieur d'un mouvement vaseux et contradictoire, afin d'affirmer leur propre projet.

Isabel Le cas de Juan Barreto, l'actuel maire de Caracas est exemplaire. Barreto est quelqu'un qui a développé son espace politique d'abord à l'intérieur de l'université. A partir d'analyses théoriques fondées sur ce qu'ils appellent la post modernité. Il est important de rappeler que le chavisme ne fut jamais un mouvement monolithique, mais un mouvement qui s'est adapté aux circonstances et dont les soutiens ont également changé selon ces circonstances. C'est là aussi sa vitalité. Une chose, c'est le chavisme du premier coup militaire avorté, une autre le chavisme qui gagne les élections, une autre celui qui survit au coup anti chaviste en 2002. Actuellement nous vivons encore une situation de mutation du régime. En 2002, au moment du coup anti chaviste, nombreux sont les secteurs militants et politiques qui intégrèrent directement la structure institutionnelle de l'Etat. Jusque là, Chavez ne s'était pas revendiqué comme socialiste, marxiste, marxiste léniniste, que sais je... Pendant toutes ces années, il proposait un projet social assez différent des projets de gauche traditionnels.

C.R. Veux tu suggérer que le chavisme est un espace de confusion idéologique, une sorte d' « auberge espagnol » où cohabitent des courants divers, où chaque tendance ou clan cherchent à conquérir un espace pour faire passer ses idées ?

I. On peut le caractériser ainsi. Jusqu'aux résultats du referendum de 2007, ils sont restés unis pour se protéger de l'ennemi commun. Depuis cette date, il y a pour la première fois, des profondes dissensions qui se manifestent ouvertement...

M. – Je répète, dans le passé, au Venezuela, les groupes de gauche ont rarement eu du pouvoir et ont toujours manqué d'une « tribune de masse ». Or, tout d'un coup, ils vivent une situation où on parle de « socialisme », où il y a une figure charismatique capable de « mobiliser le peuple ». Ces politiciens de gauche se trouvent actuellement en syntonie avec ces mobilisations. Ils font partie du pouvoir et ils ont une tribune populaire qui leur est offerte par Chavez. Pour ces groupes, ce changement est vécu comme un « acquis ». Alors, il n'est pas question de quitter « le processus » ! On s'y accroche et on continue à tout justifier au nom de telle ou telle tactique. Il ne faut surtout pas perdre la tribune que le régime leur offre. Ces groupes sont prêts à tout, à tout justifier, à tout légitimer.

Le « chavisme » et le modèle néolibéral

I. –Au delà de ce lien direct entre des groupes de gauche traditionnelle et le chavisme, il y a autre chose qui le caractérise. Ce régime mène un projet qui s'intègre dans la situation internationale actuelle, qui est en accord avec les projets internationaux de domination capitaliste. Je m'explique. Il est aujourd'hui plus facile d'appliquer des pratiques néolibérales capitalistes dans un pays avec un pouvoir de gauche, qui tient un discours et des revendications populistes. Sans que cela provoque des réactions vives de la part des travailleurs. Pour nous, c'est là le rôle principal du chavisme. Attention, je ne dis pas que toutes les personnes et groupes qui appuient Chavez en sont conscients. Je le répète, le chavisme n'a pas un soutien homogène. Il y a ceux qui pensent que le régime fait ce qu'il peut pour améliorer le sort des gens... Il y en a même qui sont convaincus qu'on vit aujourd'hui une opportunité unique de « construire le socialisme ». Nous pensons nous, que cette fonction néolibérale est visible dans la politique pétrolière et commerciale, dans toute la politique économique du régime. Le discours manipulateur populiste recouvre une pratique concrète qui donne toutes les facilités à l'implantation du modèle néolibéral. Comme jamais cela s'est fait jusqu'à maintenant dans ce pays.

CR – Le chavisme comme fer de lance de politiques néolibérales, voilà une analyse originale ! De ce point de vue, peut on discerner la montée, la constitution, d'un nouveau secteur privé issu de la période chaviste ? Lequel prendrait pied sur les nouveaux circuits clientélistes et de corruption économique.

I. – Mais c'est évident ! Au Venezuela ces circuits font, depuis toujours, partie du fonctionnement de la société. Au départ, le chavisme a prétendu rompre avec ce fonctionnement. En réalité il y a eu un simple changement dans la structure bureaucratique mais la corruption et le clientélisme se perpétuent. Il y a peu d'études sur ces questions. Mais, de façon empirique on peut affirmer que c'est visible, dans le secteur pétrolier et financier, aussi dans les secteurs où le gouvernement a mis en application ses plans. Dans le secteur coopératif, par exemple, des clans se sont clairement appropriés des projets pour construire des centres de pouvoir économique dont ils tirent un bon profit personnel.

CR – La caste militaire, quelle est sa place dans cette nouvelle structure de pouvoir économique ? Est-ce qu'ils contrôlent directement des entreprises privées ?

I. – La quasi totalité des ministères sont sous le contrôle de la bureaucratie militaire.

M. – Plusieurs aspects doivent être soulignés. Au Venezuela, vu l'importance de la rente pétrolière dans l'économie, l'Etat a toujours subventionné les entreprises privées, comme une forme de capitalisme mixte. Depuis toujours, les grands patrons qui ont émergé furent liés à l'Etat. Dans le cadre du capitalisme global, le Venezuela a accompli son rôle de producteur de pétrole à un prix relativement bas. Avec les transformations actuelles, les entrepreneurs vénézuéliens qui occupaient les secteurs traditionnels, services et production de marchandises, furent peu à peu mis de côté par des entrepreneurs plus liés aux secteurs modernes des communications, transports, finances. Ces modifications internes sont liées aux évolutions du capitalisme globalisé. Tout se passe comme si le nouvel Etat chaviste a installé une nouvelle caste capitaliste dont le rôle est de légitimer la priorité et l'importance du secteur pétrolier au centre de l'économie.

Depuis toujours les membres de la haute bureaucratie militaire finissaient leurs carrières dans le secteur privé, comme propriétaires terriens ou chefs d'entreprises. Aujourd'hui, leur rôle économique s'est accru puisque les militaires sont présents à tous les niveaux de l'appareil d'Etat. Chavez compte avant tout avec la bureaucratie militaire, à laquelle il fait confiance et qui est censée être plus efficace pour gérer l'économie. C'est une bureaucratie qui est bien installée et qui bénéficie de privilèges matériels et financiers notables, de bonnes conditions de vie. Qui plus est, qui bénéficie d'une totale impunité judiciaire.

I. – La population vénézuélienne a toujours vu avec de bons yeux l'intégration de leurs enfants dans la carrière militaire, comme une perspective d'intégration sociale. C'est pourquoi le gouvernement parle « des militaires qui font partie du peuple ». Mais c'est totalement démagogique et faux : quand tu fais une carrière militaire tu t'éloignes du peuple.

La corruption au secours de l'image du « chef »

CR – Revenons à la question de la corruption. Dans les milieux populaires, l'explication récurrente des échecs du régime est celle de la corruption, comme s'il s'agissait d'un simple dysfonctionnement. Or, d'un côté, la corruption fait partie du fonctionnement « normal » du capitalisme. Il n'y a pas de capitalisme sans corruption et ce fut sur la corruption que les classes capitalistes se sont constituées et renforcées. L'histoire du capitalisme nord américain en est exemplaire. Ne serait-il pas une façon idéologique d'occulter ce dont tu parlais, cette mise en oeuvre d'un modèle néolibéral ? Que les gens ont tendance à percevoir comme un dysfonctionnement.

I. – Cette explication a l'avantage de préserver l'image du chef : Chavez est un bon chef, sauf qu'il est entouré de mauvais, de corrompus. C'est un mensonge, il va de soit, mais c'est un mensonge

utile, qui sert à protéger l'image populiste du régime, le lien affectif avec le Chef. Les choses seraient différentes si les travailleurs avaient un lien plus direct avec leur propre vie et étaient plus conscients de leurs droits. Au contraire, cette constante plainte sur la corruption exprime une relation ambiguë, on s'adresse au gouvernement, on reconnaît le gouvernement, car, tout compte fait, on repose sur le gouvernement pour résoudre ses problèmes. L'idée de la corruption sert le régime.

Je prends l'exemple de la vie dans les quartiers. Tout ce processus soi disant « socialiste » n'a pas entraîné une augmentation notable de la solidarité, de l'entraide et de la coopération entre les personnes. Tout le contraire ! Si on vit mal dans un quartier, on cherche à déménager dans un quartier moins dégradé. En général on ne cherche pas à améliorer les conditions dans lesquelles on vit, à répondre à nos propres nécessités. On ne voit pas du tout la solution des problèmes comme une solution collective. La solution est toujours LE gouvernement. L'idée de corruption trouve sa place dans ce vide de l'activité autonome des gens. Malheureusement c'est comme ça.

La propagande et la réalité

CR. – Il n'est pas facile de comparer la situation du Brésil avec celle du Venezuela. Le populisme du Parti des Travailleurs et celui du chavisme sont différents. L'histoire du PT est celle d'un parti socialiste de type classique, issu d'un mouvement ouvrier puissant, dont ses cadres se retrouvent absorbés dans l'appareil d'Etat. L'histoire du chavisme est, comme vous l'avez rappelé, plutôt liée à un processus de révolte militaire qui a répondu aux fortes émeutes populaires de 1989.

Je reprends ici la thèse de certains de mes amis au Brésil. Ils défendent que l'arrivée du PT au pouvoir ne fut pas un aboutissement politique des luttes sociales mais, au contraire, a parachevé un long processus d'écrasement des courants d'autonomie dans ces luttes par la bureaucratie du PT et des syndicats. La victoire du PT fut la forme politique de la normalisation d'un mouvement social radical.

Il y a, chez celles et ceux qui soutiennent « de façon critique », disent ils les régimes populistes (le chavisme en particulier), l'idée que toute amélioration des conditions de vie des gens constitue un facteur positif pour l'avenir des luttes. Et que c'est pour cela qu'il faut soutenir ces régimes. Or ce que vous défendez est justement le contraire. Vous dites que l'institutionnalisation des mouvements populaires va dans le sens de leur affaiblissement. Tout d'abord, cela les rend dépendants de l'Etat. On ne voit point l'apparition de valeurs nouvelles dans la pratique et mentalité populaires, mais on constate plutôt un renforcement des valeurs de délégation, de résignation, d'individualisme et d'atomisation. Ceci est aussi visible au Brésil, où l'instauration du système d'aide aux pauvres (« Bolsa Familia ») a placé des millions de prolétaires pauvres dans la dépendance d'une somme misérable attribuée mensuellement par le gouvernement et distribuée individuellement par le système bancaire. Ce qui a produit une individualisation et une atomisation. Dans ces systèmes d'aide, les valeurs de solidarité ne se développent pas, ils disparaissent.

Comment considérez vous cet argument du « malgré tout ces régimes sont mieux que les anciens » ?

I. – Il faudrait que se développent les formes de solidarité à l'intérieur des communautés des travailleurs à partir de leurs propres revendications. Or, tout se fait en partant de l'agenda imposée par l'Etat, on ne répond pas aux besoins collectifs mais à ceux qui sont déterminés d'en haut. Prenons l'exemple des organisations dites de base dont le régime parle tant et qui sont souvent présentées comme le « Le Pouvoir populaire » ou encore le « Cinquième pouvoir ». Ces organisations sont toujours restées dépendantes de l'Etat. Alors que, après « El caracazo » de 1989, on a vu apparaître une tendance à l'autonomie dans les organisations de base. Nous l'avons déjà dit, ce sont justement ces organisations qui se sont incorporées dans le nouvel Etat, sont devenues des véhicules du projet chaviste. Abandonnant leur rôle autonome pour renforcer un

gouvernement dit révolutionnaire, avec un discours de légitimation : « C'est maintenant que les choses vont avancer ! ». Tout cela exprime de nombreux manques. Les gens doivent comprendre qu'ils peuvent s'organiser de façon indépendante de l'Etat. Mais il y a une énorme polarisation politique qui domine toutes les actions et pratiques : on est avec le chavisme ou on est contre. Les organisations de base chavistes font face à celles de l'opposition. Les récents conseils communaux doivent, en principe, représenter les communautés dont ils sont les élus. Mais, dans la réalité, il y a ceux qui sont chavistes et où il n'y a pas de place pour des critiques et ceux qui sont anti chavistes où les chavistes ne sont pas acceptés. La forme de ces conseils est déterminée par l'Etat. Où sont donc passées les nécessités réelles, concrètes, des collectivités ?

M. – Pour ma part je ne crains pas d'affirmer que les conditions de vie ne se sont pas améliorées ; les gens vivent de plus en plus mal. Il y a un discours qui ne correspond pas à la réalité. Et pourtant, le Venezuela a actuellement le PIB per capita le plus élevé en Amérique latine, un chiffre comparable à celui de certains pays européens. Les classes populaires vivent en fonction des aides que le gouvernement leur donne. Bien sûr, l'existence de centres de santé dans les quartiers, c'est un fait positif. Lorsqu'ils fonctionnent... Pourtant, dans ce pays, la condition des femmes pauvres, leurs conditions d'accouchement en particulier, restent précaires, se dégradent. Le système de santé public est dans un état désastreux. Les prisons vénézuéliennes reproduisent la violence sociale à un point qui les placent parmi les plus violentes du continent. Pour la seule année 2007, il y eu 427 morts à l'intérieur des prisons pour une population carcérale de 20 000 personnes. L'aggravation des problèmes sociaux traduit un processus de décomposition sociale qui n'est nullement inversé par le fameux « processus révolutionnaire ». Qui a, au contraire, renforcé les valeurs individualistes. On nous explique qu'on est en train de construire « le socialisme du XXI siècle », et on assiste à une augmentation du nombre des centres commerciaux. Ces dernières années la vente de voitures de luxe n'a jamais été si forte... Pour dire que tout cela traduit l'épanouissement de valeurs qui n'ont rien à voir avec les valeurs que le socialisme a revendiqué au cours de son histoire. En conclusion, nous disons qu'il y a un discours, une propagande qui ne correspond pas aux résultats concrets, qui est sans rapport avec les moyens réellement mis en œuvre. Le gouvernement de Chavez a d'énormes moyens financiers qui lui sont fournis par la rente pétrolière, il a aussi un capital politique fort. Alors, pour expliquer la pauvreté des résultats, le discours officiel n'a qu'un mot à la bouche, l'impérialisme...

I. – Il faut voir les choses au delà du régime actuel, au delà du chavisme. Ce qui est en cause ce sont les habitudes de vie et de consommation dans un pays qui vit, depuis des années, de la rente pétrolière. Le Venezuela est une société où l'aliénation marchande est très forte. Le pays de l'Amérique latine qui possède le plus de portables, où la consommation de cosmétiques féminins est une des plus importantes et ainsi de suite... Et c'est l'accès à la possession de ces biens de consommation qui donne aux gens l'image d'une amélioration du niveau de vie. La qualité de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, la situation écologique, ce sont des besoins qui ne rentrent pas dans cette vision des choses.

M. – La situation à Caracas en est un bon exemple. La dégradation et la perte de l'espace public, la déchéance des relations sociales, la violence quotidienne, la décadence du transport public, sont loin de correspondre aux possibilités matérielles d'une capitale d'un pays pétrolier.

CR – Comme si la classe capitaliste s'approprie l'essentiel des revenus pétroliers sans s'intéresser le moins du monde à la préservation des intérêts généraux de la société. Sur ce plan, il y a une continuité sans failles entre les régimes du passé et le chavisme.

M. – Exactement ! Pour nous, rien d'essentiel n'a changé. Dans les milieux de la classe dirigeante il y a des gens qui ont rompu avec le nouveau pouvoir politique, d'autres qui le soutiennent.

Aujourd'hui, l'exemple le plus flagrant est celui de Gustavo Cisneros. C'est un des grands capitalistes vénézuéliens modernes, un homme impliqué dans les affaires du marché mondial, un « entrepreneur global ». Il gère la concession vénézuélienne de Coca Cola et investit dans le secteur des communications. Cet homme mène toujours ses affaires, tout en gardant d'excellents rapports avec le gouvernement actuel envers lequel il a une attitude conciliatrice et même élogieuse. « L'argent n'a pas d'idéologie », dit-il !

Les coopératives au service de la précarisation du travail

C.R. – Parlons du mouvement des coopératives. Un ami vénézuélien disait que le mouvement officiel des coopératives revenait finalement à une sorte d'institutionnalisation de la précarité du travail et du travail au noir. Il mentionnait la grève récente (2007) des éboueurs d'une zone de Caracas, au cours de laquelle les grévistes ont demandé l'intervention de Barreto, le maire de Caracas – celui qui cite Foulcaut et a invité Toni Negri. Le maire leur a répondu qu'il ne pouvait rien faire car ils avaient accepté de transformer l'ancienne entreprise en une coopérative. Ce qui veut dire qu'ils n'avaient plus de convention collective, étant considérés travailleurs associés de la Coopérative au même titre que les administrateurs !

M. – Bien sûr, nous avons une toute autre idée des coopératives. Pour nous une coopérative est une initiative qui part de la base. Pour le chavisme, au contraire, les entreprises de ce qu'ils appellent maintenant « le secteur de économie social », doivent fonctionner sous la forme de coopératives et avec l'aide de l'Etat. Du jour au lendemain de nombreuses personnes ont commencé à organiser des coopératives – des personnes qui étaient totalement étrangères à l'esprit et à la pratique du coopérativisme. Car on obtenait ainsi plus rapidement l'ouverture de contrats et de crédits publics ! Dans beaucoup de secteurs, la loi oblige désormais l'Etat à passer en priorité des contrats avec « les coopératives » plutôt qu'avec des entreprises privées. Alors, du matin au soir, nombreux malins se sont mis à créer des coopératives de services afin d'obtenir des contrats avec les administrations officielles. C'est le cas de cette entreprise de voirie dont tu parles. Une entreprise privée s'est ainsi transformée en coopérative pour avoir le contrat, et du coup les travailleurs ont perdu tous leurs droits et avantages sociaux. Ils ont désormais des contrats de trois mois, renouvelables, de telle sorte que « le coopérativiste » (en fait c'est le nouveau nom donné au patron !) n'a envers eux aucun engagement. Grâce à ce mensonge, on a pu parler de l'existence, en peu de mois, de 200 000 coopératives... Tout cela dans le but de propagande de montrer que la société change. Or tout cela est artificiel, créé par décret.

I. – J'ajouterais que, après la grève des pétroliers, le gouvernement a compris qu'il fallait contrôler le monde du travail. Dans un premier temps, on a expliqué que l'Etat allait créer une nouvelle forme solidaire d'organisation, où tous les travailleurs allaient bénéficier des mêmes avantages. Ce furent les coopératives ! Du coup, le gouvernement a résilié les contrats de services (nettoyage en particulier) qu'il avait avec des entreprises privées, lesquelles payaient aux travailleurs les avantages sociaux prévus par la loi. Les travailleurs furent licenciés et se trouvèrent obligés de trouver du travail temporaire en se soumettant à ces coopératives qui traitent désormais avec l'Etat. Et ils ont perdu ainsi les avantages et les droits sociaux qu'ils avaient (en théorie du moins) auparavant. De plus, beaucoup de ces coopératives disparaissent aussi vite qu'elles se sont formées. On assiste ainsi, ton ami a raison de le souligner, à une précarisation du travail.

La pression politique dans les lieux de travail

M. Tout cela est à intégrer dans une tendance plus large qui est celle de la flexibilisation et la précarisation des conditions de travail dans le pays. Le discours officiel récurrent sur les syndicats fait partie du même projet. Le gouvernement ne cesse de souligner la nécessité d'intégrer les syndicats dans les nouvelles structures des partis.

Au Venezuela, l'Etat est un des principaux employeurs. Or, depuis plus de six ans, 425 conventions collectives de travailleurs du secteur public sont en attente de renégociation !? Voilà donc un gouvernement dit socialiste, dit révolutionnaire, qui se refuse à négocier les conventions collectives de ses propres travailleurs. Les revendications sociales de ces travailleurs, ils s'en foutent ! Et on parle là de secteurs qui sont fondamentaux au fonctionnement de l'Etat, les services hospitaliers, les pompiers. A cela s'ajoute le fait que le régime a poussé à l'extrême ce qui a toujours existé, l'allégeance des travailleurs du secteur public au régime. Si tu ne montres pas de sympathies chavistes, non seulement tu n'est pas embauché, mais aussi tu peux perdre ton travail. Le référendum de 2004 pour la révocation du président fut obtenu à la suite d'une pétition nationale, ce qui est un droit constitutionnel. Trente pour cent des électeurs inscrits peuvent faire une demande de référendum. Les gens de l'opposition ont fait le travail de recueillir les signatures. Ces signatures, on ne sait pas comment, furent publiées dans une page web : « Voici les personnes qui ont signé contre Chavez » ? ! Ce qui était d'ordre privé et confidentiel est ainsi devenu public. Et c'est sur la base de cette liste que de nombreux licenciements furent par la suite faits et qu'eurent lieu des tas de tracasseries administratives. Voilà une sale affaire sur laquelle la gauche internationale a fait le silence ! De 2002 à 2004, la polarisation dans la société fut à son comble. Tu allais dans un service public pour régler une affaire bureaucratique, refaire des papiers, on te posait la question : « Vous avez signé ? », sous entendu, signé contre Chavez ! Comme je ne suis même pas inscrit dans les listes électorales, je suis passé à travers...

Certes, dans toutes les sociétés il y a de la discrimination politique, mais au Venezuela, c'est vraiment scandaleux. Si tu veux travailler dans un service public, tu dois absolument faire preuve de sympathie envers le régime. Un autre aspect sur lequel on a de plus en plus d'échos, c'est l'obligation faite aux fonctionnaires publics de participer aux grandes manifestations de soutien au « Président », parfois le week end, comme si c'était du temps de travail.

I. – J'ajoute un exemple concret. Il y a quelques mois, le président de l'Institut de Défense du consommateur, l'INDECO a publiquement déclaré que si un supermarché refusait de vendre des produits en prétextant des raisons d'inventaire, cela cachait en fait des pratiques d'accaparement. Ce qui était un mensonge car il y a une réelle rareté de marchandises. Sur ce, il fut remplacé par un représentant de la ligne plus dure du chavisme. Cet individu a déjà eu d'autres postes dans des ministères et partout il a fait le ménage, c'est un épurateur ! Une fois à l'INDECO il a recommencé, les directeurs de services, des gens pourtant plutôt chavistes, furent virés de leurs bureaux par de gros bras et n'ont pu emporter que leurs affaires personnelles. Ma sœur travaille dans cet institut. N'étant pas chaviste, elle n'avait pourtant jamais eu de problèmes au travail. Or, dans la foulée de cette reprise en main de l'institution on l'a obligée, ainsi que ses collègues, à participer à la marche du 27 février 2007, en soutien à Chavez. La pression est devenue tellement insupportable que ma soeur a fini par démissionner.

C.R. – Penses tu que ce durcissement du régime et cette obsession de contrôle total traduirait, en négatif, l'affaiblissement de sa popularité ? Les problèmes augmentent et ils trouvent des réponses chaque fois plus bureaucratiques.

I. – Oui, ce nettoyage, qui est justifié au nom de la paranoïa chaviste du coup à venir, traduit en fait l'affirmation de tendances totalitaires.

Le renouveau des luttes sociales sous le chavisme

C.R. – Au cours des premiers mois de 2008, on a vu un développement des luttes ouvrières au Venezuela, dans des secteurs aussi divers que les hôpitaux et la sidérurgie. Dans une société extrêmement polarisées, entre pro et anti

chavistes, le mouvement syndical se présente fortement divisé, entre les vieux syndicats d'obéissance social démocrate anti chaviste, les nouveaux syndicats chavistes et encore d'autres plus indépendants politiquement, comme celui des métallurgistes. Dans les circonstances actuelles, toute lutte tend à être cataloguée comme manipulée. La récente menace de grève dans la sidérurgie fut immédiatement cataloguée par le ministre du travail comme « manipulée par l'opposition ». Quelle est la marge d'autonomie possible pour une lutte aujourd'hui ?

M. – Nous considérons que le résultat du référendum du 2 décembre 2007 est un fait marquant qui constitue un tournant. Ce jour là, le gouvernement chaviste a annoncé le début d'un processus d'autocritique. Par rapport à ce qu'on avait vécu précédemment nous nous sommes dit, « voilà quelque chose de positif ! ». Mais l'intention n'a pas été suivie de faits ! Depuis des années nous vivons au rythme de l'agenda électoraliste. Et on s'est dit que le résultat du référendum allait peut être entraîner un mouvement de contestation, il y avait au moins une chance pour que les mouvements sociaux reprennent leur propre dynamique, leurs espaces et leurs projets. Il nous est indifférent que les personnes soient chavistes ou de l'opposition, nous savons que l'Etat n'est pas en mesure de satisfaire les revendications des luttes et que l'espace de l'action autonome va s'élargir.

En 2007, le jour de la femme, les organisations chavistes de femmes se sont mobilisées contre l'impérialisme ! Quel était le rapport avec les revendications concernant la condition des femmes ici : les aides à la maternité, les conditions sanitaires, les problèmes de la violence familiale ? De même, le mouvement étudiant qui éclate, aussi en 2007, contre la fermeture d'une chaîne TV va se montrer incapable de formuler des revendications propres. De leur côté, les étudiants chavistes se sont aussi mobilisés, cette fois ce en faveur de la fermeture. Soit ! Et quelles étaient leurs revendications sur la condition étudiante, le projet socialiste d'éducation ? Ils n'en avaient aucune ! C'est dire qu'il n'y avait là aucun projet propre. Des deux côtés, il s'agissait de mobilisations organisées du haut vers le bas. En fait, nous constatons avec tristesse, que les gens sont à nouveau prisonniers du calendrier électoral partisan. Toutes les énergies, toutes les mobilisations, des chavistes et des anti chavistes, sont orientées vers l'électoralisme.

I. – Auparavant, dans une année d'élections, il était impossible de faire grève ! On se faisait tout de suite taxer de « guarimbero » (2). En 2007, il y a eu une grève des transports, les petits patrons des transports revendiquaient une augmentation du prix des billets en argumentant qu'ils ne gagnaient pas assez pour entretenir les lignes. Le gouvernement n'a même pas tenu compte de leurs revendications, et la division s'est installée. Les travailleurs qui protestaient contre le manque de transport furent à leur tour taxés de « guarimberos ». Qui plus est, le gouvernement a menacé de créer une « coopérative » (voilà !) qui allait remplacer les lignes en grève. Bien sûr, aucun sentiment de solidarité n'a pu prendre forme. La même chose s'est produite lors des grèves des enseignants et des médecins du système de santé public. Les médecins avaient occupé les hôpitaux et demandaient la renégociation de leur convention collective. Le gouvernement s'est refusé à toute discussion et les a traité de « guarimberos ». Sur quoi Chavez a réuni un groupe de médecins partisans du régime dans une grande salle de théâtre de Caracas et leur a dit, magnanime : « Je vais vous augmenter de 30% ! ». Sans discuter la convention collective ! Les gens finissent par s'écraser, se soumettre à ce mode autoritaire et démagogique de gouvernement.

C.R. – Tu suggères que cette situation est en train de changer aujourd'hui...

I. – Oui, je pense qu'aujourd'hui l'attitude est plus ouverte. Les gens disent : « Je ne suis pas de l'opposition, je ne suis pas « guarimbero », je suis chaviste ou pas, mais je suis un travailleur et je veux être écouté ! » On l'a vu récemment avec la grève des infirmières des maternités et celle des travailleurs des transports. « Nous sommes des travailleurs et nous voulons qu'on respecte nos droits ». Ces mouvements traduisent un changement dans la conscience des gens.

M. – Il y a comme une contradiction entre la direction du régime, que essaye toujours de canaliser les protestations vers le camp électoraliste et un profond mécontentement de la base, des couches les plus pauvres de la population qui tendent à mettre en avant leurs revendications sociales. On ne peut que souhaiter que cet écart s'accroisse. C'est cette contradiction qui peut créer un espace où les gens se réapproprient leurs projets revendicatifs et leurs intérêts propres. C'est seulement ainsi, qu'à la longue, des espaces d'autonomie pourront se créer.

Les dissensions au sein du chavisme

I. – Comme nous l'avons déjà souligné, le processus politique du chavisme a subi des changements successifs. Depuis 2007, deux choses sont claires : la première c'est que Chavez peut perdre et peut perdre le pouvoir. La deuxième c'est que Chavez ne représente pas nécessairement les intérêts majoritaires du peuple. En décembre 2007, on s'est aperçu que le projet défendu par Chavez soulevait beaucoup de doutes, y compris au sein même de la gauche chaviste dont certains secteurs furent très critiques. La fracture fut réelle. On sent que le côté charismatique de Chavez s'affaiblit. C'est pourquoi nous pensons que, dans le moment présent, le plus intéressant politiquement c'est ce qui se passe à l'intérieur du mouvement chaviste, la critique qui émerge dans son sein. Qui traduit un malaise des militants qui ressentent que l'espace qui était le leur est de plus en plus contrôlé par le sommet. Depuis l'année dernière, les « missions » (3) fonctionnent très mal, ont de moins en moins de moyens financiers. Par exemple, la moitié des centres de santé, « Barrio adentro » (4), sont fermés, n'ont plus d'équipes, plus de médecins, plus de médicaments... La « mision Robinson », l'avant garde des « misiones », destiné à alphabétiser, n'existe presque plus. D'autres « missions » n'ont pas donné les résultats attendus. Nous assistons à un effondrement des attentes. Les deux premières années, la propagande a pu encore prétendre que le processus était en cours, qu'il fallait attendre. On pouvait manipuler les résultats à des fins électorales. Mais quand, après 4, 5 ans de pouvoir, il n'y avait toujours pas de résultats ?!... Ceci est vrai, y compris dans le milieu universitaire où Chavez a commencé par promettre la création de douze nouvelles universités, ensuite on est passé à trente, et puis, finalement, rien n'a été fait... Après six ans d'appui populaire inconditionnel, les espérances ont fini par s'effondrer. Ce qui explique l'implosion actuelle du régime.

M. – Le résultat du référendum de décembre 2007 a confirmé nos prévisions : le peuple chaviste n'a rien à voir avec « un mouvement socialiste », ne s'identifie point avec un projet dit socialiste. La majorité de l'électorat chaviste a voté contre son projet socialiste de constitution. Pourtant Chavez continue à avoir un fort charisme dans les secteurs populaires. Il n'y a rien de socialiste ni de révolutionnaire dans ce processus, c'est un phénomène de mobilisation autour d'une figure charismatique qui est Hugo Chavez.

I. – On raconte à propos de Chavez une blague grivoise au goût vénézuélien. C'est une histoire où le fiancé propose à la fiancée de se mettre au lit, et elle lui dit, « Non mon chéri, pas maintenant ! » Et lui d'insister, « Mais si, mais si, mais si ! » Chavez, lui, il propose une constitution socialiste, les gens disent non, on n'en veut pas ! Au lieu d'avancer avec une alternative positive, il se raidit, se révèle plus autoritaire. Car après tout, ce type est un militaire. Cette attitude engendre une fracture, une fracture émotive presque, car Chavez est une figure émotive. Toutefois, si Chavez décide tout d'un coup de donner des réponses autoritaires aux problèmes dont souffrent les classes populaires, le lien charismatique peut se ressouder.

M. – Un autre aspect doit être mentionné : l'importance donnée par le chavisme aux affaires internationales. Le soutien apporté à des régimes « amis » est de moins en moins accepté. « Il s'occupe des autres et pas de nous ! ». « Pourquoi Chavez dit qu'il va aider à la construction

d'hôpitaux au Nicaragua alors qu'ici les hôpitaux sont dans un état affligeant ! ». C'est ce qu'on entend ici et là : « On veut des réponses aux problèmes ici, et maintenant ! ». Après la défaite au référendum de décembre 2007, Chavez essaye par tous les moyens de redorer son image sur le plan international. D'où ce show permanent, cette mise en spectacle.

Le spectre de l'anarchie ?

C.R. – Mars 2008, un flic en civil se fait sauter avec une bombe au siège de l'organisation patronale. Un type lié au régime et qui, en plus se fait sauter avec sa carte de policier dans sa poche ! Or, le ministre de l'intérieur parle de l'action d'un « petit groupe anarchiste »... Pourquoi parler de groupe anarchiste dans une action qui est, de toute évidence, une action de services secrets ?

M. – Le ministre de l'intérieur de Chavez est un des personnages les plus sinistres du régime. C'est un mercenaire, un homme qui a fait sa carrière dans les services secrets de l'armée, responsable du massacre d'un groupe de guérilleros, en 1988.

I. – Ce type de propos n'est pas nouveau. A chaque fois qu'il y a des actions qui dépassent le cadre des institutions ou des organisations du régime, on crie à l'anarchisme. Chavez lui même est venu dire à la télé que cette action terroriste est à mettre au crédit de « groupes anarchisants ». Bien sûr, on peut s'inquiéter, ça peut faire partie d'une stratégie de criminalisation, mais je crois que c'est plutôt une facilité de langage. Jusqu'à présent nous n'avons pas ressenti de conséquences sur nos activités. Nous sommes peu nombreux, mais nous faisons attention. En tout cas Chavez, dans un meeting de son nouveau parti, le PSUV, a récemment déclaré : « Dans le PSUV il n'y a pas de place pour des anarchistes ». Il y a de la place pour des « socialistes obéissants, critiques » mais pas pour des anarchistes (Rires)

Le « tourisme révolutionnaire »

C.R. – Vous mentionnez souvent le « tourisme révolutionnaire »... Début mars 2008, dans le programme de télévision « Allo Présidente ! », Chavez est encore apparu entouré d'un groupe de jeunes du parti allemand, Die Linke.

M. – Ce qui s'est passé avec le mouvement anarchiste à Cuba nous intéresse particulièrement, vu les ressemblances entre les deux situations. Ce sont deux gouvernements qui se présentent face à l'extérieur comme des gouvernements révolutionnaires et progressistes. Alors le régime choisit un certain nombre d'expériences, à Caracas et en province, qu'il fait systématiquement visiter aux sympathisants de passage. Parfois c'est assez caricatural, on organise des colloques internationaux sur les usines occupées sans que les participants visitent une seule entreprise occupée. On organise aussi de grandes messes internationales, le Forum alternatif mondial, le Campement international de la jeunesse anti impérialiste, le Forum international des intellectuels pour la Paix, etc. Tout cela dans une tentative de renouveler constamment la propagande et la publicité du régime.

I. – Il y a un « tourisme révolutionnaire » pris en charge par l'Etat et il y en a un autre, plus spontané, qui concerne des gens qui ont des espoirs, des attentes. Je pense que les gens qui viennent dans cet état d'esprit sont plus libres et finalement peuvent voir plus de choses que ceux qui viennent encadrés par l'Etat. On fait venir des célébrités, Noam Chomsky, Naomi Campbell, qu'on promène dans tel quartier qu'on a construit pour les pauvres, dans telle coopérative, dans telle ferme d'Etat. On filme les visites pour en faire de la propagande.

M. Nous savons que la plupart des personnes qui viennent ici, veulent voir ce qu'elles s'attendent à voir. Comme ceux qui visitent Cuba. Ensuite tout dépend de leur formation idéologique. Les visiteurs des milieux plus libertaires, plus critiques, peuvent accepter de voir des bonnes et des mauvaises expériences alors que ceux des groupes de la gauche plus traditionnelle, marxistes léninistes, guevaristes, maoïstes, tendent à confirmer ce que dit la propagande. Pour notre part, à chaque fois que nous rencontrons des camarades venus de l'étranger nous leur disons ce que nous pensons de la situation. Mais nous disons aussi qu'il ne faut pas nous croire sur parole, de la même façon qu'il ne faut pas croire au gouvernement ! Il faut ouvrir les yeux, visiter ce qu'on peut visiter, se promener à Caracas, se promener dans les villes de l'intérieur.

Debord, Bolivar et les avatars de la propagande

C.R. – Gabriel, tu es un lecteur attentif de Guy Debord. Quel usage fais tu de tes lectures pour la compréhension de la société vénézuélienne ?

M. Je pense qu'il y a trente ans les mots avaient un sens. Par exemple, si tu étais anti impérialiste tu t'alignais sur un des deux blocs de la guerre froide. Aujourd'hui, en période de globalisation capitaliste, on peut se dire anti impérialiste tout en étant partisan du néolibéralisme... Au Venezuela la mentalité sociale est très extrovertie, tu n'assumes pas nécessairement ce que tu dis. Le spectacle comme une représentation du réel m'intéresse beaucoup pour comprendre la situation que je vis. Je pense que le phénomène chaviste n'est pas analysé de façon satisfaisante, ni par nous ni par personne. Le résultat du référendum de décembre 2007 a surpris tous les intellectuels, de gauche et de droite. Il faut donc continuer à réfléchir.

C.R. – Mais c'est un rejet purement électoral. Qui veut en tout cas dire que les individus n'acceptent pas totalement l'image du réel renvoyé par la propagande, qu'elle n'est pas conforme au réel des relations sociales. Ce qui tendrait aussi à montrer que les formes de domination sont en crise.

M. – Sans doute. Prenons le mythe de Bolivar. C'est le mythe fondateur du nationalisme vénézuélien, le mythe d'une figure libératrice. Ce qui veut dire qu'il y a dans le nationalisme vénézuélien ce rôle historique prédestiné de s'engager dans la libération des peuples latino américains. Avec deux corollaires : le Vénézuélien aurait un rôle universel épique et héroïque ; le Venezuela est un pays riche avec une richesse mal distribuée. Chavez a parfaitement incarné cette matrice culturelle. Il est l'homme prédestiné à mener la deuxième indépendance face aux Etats Unis.

I. – Le hiatus s'est produit lors que les gens ont commencé à se rendre compte qu'il n'y avait pas d'adéquation entre les réponses politiques et les besoins. Mais il y avait cette image du régime, de Chavez. Les projets d'avenir dépérissent face au désastre du quotidien. Finalement le régime puise beaucoup de sa force dans les éléments culturels, nationalistes et surtout dans l'image du régime à l'étranger. Le « socialisme bolivarien », le « socialisme du XXI siècle », se présente comme étant capable d'apporter une réponse aux questions concrètes de la faim, du logement, de la vie. C'est dans la fabrication de cette propagande qu'il faut donner toute sa place à des gens comme Juan Barreto (le maire de Caracas) ou Andrés Izarra. Ils ont su vendre le chavisme à l'extérieur, vendre l'image du régime. Andrés Izarra, dont l'homme le plus proche est l'ex situationniste Eduardo Rothe, est un personnage important du régime. Il a pensé le document « Si j'étais vénézuélien je voterais Chavez », qu'il a fait signer par tous les intellectuels « progressistes » nord américains et européens. L'idée était de montrer que les chavistes n'étaient pas seuls dans le monde.

C.R. – Mais enfin, tout cela n'est qu'une réédition... c'est dans la tradition du stalinisme historique, les congrès des artistes et intellectuels « progressistes » en soutien de tel ou tel régime progressiste...

I. – Oui, pour vous c'est du déjà vu. Mais il faut comprendre qu'ici, au Venezuela, ce sont des situations tout à fait nouvelles. Le pays sort d'un long règne de régime social démocrate, financé par la rente pétrolière et directement lié aux Etats Unis. Ces affrontements entre droite et gauche, libéralisme et anti libéralisme, ce sont des affrontements idéologiques nouveaux dans cette société.

M. – Mon père fut un militant de base de l'Action démocratique, la social démocratie. Ensuite il a laissé tomber la politique. Le pétrole coulait, il y avait de l'argent et du travail, il a fait sa vie. Aujourd'hui il est chaviste et découvre la révolution cubaine !? L'attitude des chavistes est d'une grande naïveté, ils découvrent aujourd'hui toutes ces questions. Comme s'il s'agissait d'une adolescence révolutionnaire tardive...

La condition des femmes, avancées et reculs

C.R. – Y a t il des changements notables dans la condition des femmes ?

I. – Je suis très pessimiste. Beaucoup d'organisations de femmes se sont intégrées dans la dynamique de l'Etat. Le régime a lui même créé diverses institutions de femmes, dont la « Casa de la mujer ». Les femmes qui étaient actives dans la société se sont intégrées dans le travail de ces institutions. Seul un petit nombre a poursuivi le travail à la base.

Au Venezuela, l'image de la femme dans l'univers de la consommation est avant tout associée à un objet sexuel. Tout dans la publicité a rapport avec la femme et son corps. Ce qu'on présente comme les besoins de la femme n'a rien à voir avec la revendication spécifique du genre féminin. Ainsi, lamentablement, la femme s'est convertie dans une reproductrice de la pensée machiste. Si on veut mesurer la place de la femme dans l'accès aux postes de pouvoir, on pourrait dire que le régime a établi une certaine parité. Par exemple, si tu as une place dans la fonction publique tu as le même salaire qu'un homme. Le régime a aussi placé de nombreuses femmes à des postes de responsabilité politique. Ce sont des postes qui reproduisent le système d'oppression à l'intérieur du pouvoir. On ne casse pas la structure du système, on le reproduit avec la figure de la femme de pouvoir.

Causes culturelles ou poids des traditions, le fait est que, au Venezuela, la question de la condition de la femme a engendré jusqu'à maintenant très peu de revendications propres. Ce qui a rendu le mouvement des femmes plus vulnérable aux dynamiques politiques traditionnelles.

Un exemple significatif. Nous avons une loi dans laquelle deux articles très importants furent révoqués par le régime chaviste. Selon un des articles, lorsqu'une femme est agressée dans son lieu de vie par son mari ou son compagnon, celui ci après avoir été détenu était interdit de revenir au foyer pendant 72 heures. Cet article fut effacé de la loi. Un autre article révoqué a pour conséquence que si le foyer appartient à l'homme, la femme et les enfants doivent quitter le foyer en cas de séparation. Voilà ce qui montre bien la fragilité des revendications des femmes dans le moment actuel.

Au Venezuela, la question de la contraception n'est pas taboue. Même si c'est un pays très religieux et on sait combien la religion pèse sur cette question. Les contraceptifs sont en vente libre, on les distribue dans les écoles et la pilule du lendemain est accessible. Il y a plusieurs types de pilules, certaines ne sont pas trop chères et relativement accessibles aux jeunes. Par contre,

l'avortement n'est pas autorisé. Seul l'avortement spontané est reconnu. Il y a pourtant le grave problème de la maternité des très jeunes femmes. Je le vois plutôt comme un problème culturel. La maternité, ici, reste le facteur primordial qui fait que la femme se sent femme. Un couple comme nous, dans la trentaine, sans avoir des enfants est un fait rarissime. Tout le monde te critique et la plupart des gens considèrent que c'est la preuve que nous ne sommes pas tout à fait normaux. Ici, la maternité est un thème fondamental. Dans les classes sociales plus pauvres, la maternité est vécue comme un moyen de s'en sortir. Grâce à la maternité, les jeunes filles peuvent quitter leurs foyers, souvent des lieux de répression et de violence contre les femmes, et recommencer leurs vies ailleurs. Mais, bien sûr, la violence se reproduit dans la nouvelle situation, rien ne change et la revendication d'un changement de la condition de la femme reste à la dérive. Cependant, elles ne le voient pas ainsi, la maternité est pour elles un moyen de commencer quelque chose de nouveau. C'est une contradiction qui nous semble évidente mais qui ne l'est pas pour les jeunes mères.

La découverte des idées libertaires

C.R. Comment êtes vous arrivés aux idées libertaires ?

I. – J'ai étudié la sociologie et je me suis engagée dans une coopérative éditoriale liée à l'université. J'étais de gauche. Je viens d'un milieu de culture sociale démocrate mais il y avait beaucoup de choses qui ne me plaisaient pas chez les marxistes léninistes ou chez les trotskistes. Alors je me suis rapproché des jeunes anarchistes. La lecture de Camus m'a aussi influencé.

M. – Pour moi le moment crucial fut la rencontre avec un vieil anarchiste espagnol qui vivait dans ma petite ville. Jeune, je voyais chez Guevara comme un Quichotte héroïque, mais je ne comprenais pas pourquoi mon héros s'était impliqué dans un projet politique et social qui intégrait l'Union soviétique, un empire qui avait fait des horreurs en Afghanistan, qui dominait d'autres pays. Lorsque j'ai connu les idées anarchistes, j'ai découvert qu'elles répondaient à mes questions. J'ai été séduit. C'est alors que j'ai connu ce vieil anarchiste qui vivait à une heure de chez moi, dans une petite ville agricole, Nirgua. Il a commencé à me passer de la littérature. Ce vieil anarchiste fut, au Venezuela, la première personne qui a reproduit de façon pirate des livres. Pas pour en faire de l'argent mais pour les rendre accessibles au plus grand nombre. En le fréquentant, j'ai apprécié son éthique, sa façon de vivre, sa cohérence. Les marxistes que je connaissais avaient une idée claire de la révolution mais, dans le quotidien, ils se comportaient de façon qui me déplaisait. Ils avaient une double vie, celle de la militance et celle de tous les jours. Il y avait une séparation. Ensuite j'ai beaucoup lu et, une fois à Caracas, je suis rentré en contact avec le petit milieu anarchiste. J'ai aussi connu deux anciens de la CNT ibérique, exilés de la guerre civile qui vivaient à Caracas et avec qui j'ai établi une intense relation affective. Depuis, l'un d'eux est décédé et seul Antonio Serrano reste avec nous. Le vieux camarade de ma petite ville est toujours vivant et il y a quelques années, nous avons organisé chez lui une rencontre de jeunes anarchistes. L'anarchisme au Venezuela est un anarchisme qui n'a pas de véritables racines historiques. Cela rend le milieu moins dogmatique.

C.R. – Parlons un peu de votre journal, « El Libertario ».

M. – Au début ce ne fut pas facile. Nous faisons partie du milieu de gauche. Cela allait des organisations de droits humains aux écologistes. Avec l'avènement du chavisme, les choses se sont vite polarisées et la quasi totalité de ces organisations se sont intégrées au chavisme. Pas nous ! Les premières années furent terribles. On s'est trouvé complètement isolé. Après 2002, faire une critique du régime relevait d'un acte de courage. En éditant notre petit journal, qui tirait à 1 500 exemplaires, j'ai perdu 90% de mes amis, soit parce qu'ils étaient chavistes ou

antichavistes. Plus personne ne me parlait ! Si on critiquait l'opposition on nous prenait pour des chavistes, si on critiquait le chavisme, on nous traitait de membres de l'opposition. Et si tu critiquais l'Etat on t'accusait d'être un agent de l'impérialisme, intellectuel petit bourgeois et ainsi de suite... Comme nous étions accablés de critiques et de rejets, nous fûmes forcés d'affiner nos arguments. On est allé au delà de la critique théorique et on a commencé à faire une analyse des situations concrètes.

I. – Ceux qui nous critiquaient n'étaient pas très constructifs. Ils ne discutaient pas nos arguments et nos idées. C'était toujours sur le plan du rejet personnel, générant une rupture affective. On se sentait très isolé.

M. Après la tentative du coup d'Etat contre Chavez, en 2002, nous fûmes directement menacés de mort. Tout cela parce que nous avions diffusé un communiqué où on écrivait, « Ni Chavez, ni Carmona, pour l'autogestion et la vie ! ». Certains sont allés jusqu'à à dire que « El Libertario » avait appuyé le coup d'Etat ! Aujourd'hui la situation a changé. Les lecteurs de « El Libertario » dépassent certainement notre propre milieu. Le journal est lu aussi par des gens de gauche qui sont à la recherche d'une alternative. On sort 2 500 exemplaires tous les deux mois, dont 60% partent en vente directe. Notre page web est aussi très visitée. On est toujours là, on continue !

Notes (de Marco G.)

(1) Le quartier « 23 Janvier » fut le premier quartier HLM construit à Caracas. Il se trouve en hauteur et à un jet de pierre du palais présidentiel, tout près du centre administratif de la capitale. Ce quartier, très populaire et symbolique a été, depuis 50 ans, un haut lieu de contestation et d'affrontements avec les forces de l'ordre. L'action de ses habitants contribua de façon décisive à la chute de la dernière dictature, le 23 janvier 1958... d'où son nom. Depuis, on y remarque une forte présence de groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, de groupes culturels et d'associations diverses de vie de quartier.

(2) Une « guarimba » est une cache et par extension une réunion clandestine de « malfaiteurs ». Dans le langage chaviste, le terme « guarimbero » s'applique à tous ceux qui, pour une raison ou une autre, protestent bruyamment contre la situation. En les traitant de la sorte, on sous entend qu'il s'agit d'éléments subversifs déguisés en honnêtes citoyens, ou encore d'individus manipulés par l'opposition.

(3) A la suite du coup d'état manqué d'avril 2002, le gouvernement de Chavez a lancé le programme des « misiones » (« missions » en français). Il s'agit de programmes de grande envergure ciblés sur l'amélioration de divers aspects de la vie sociale des couches les plus défavorisées, en particulier dans le domaine de la santé, l'éducation et le ravitaillement alimentaire. Ces « misiones » sont organisées et directement financées par l'entreprise pétrolière d'Etat, PDVSA. Elles fonctionnent hors du contrôle des services des ministères correspondants et ne sont soumises, même formellement, à aucun contrôle parlementaire.

(4) La « mision Barrio Adentro » (« mission au cœur du quartier ») est la mission destinée à augmenter l'attention médicale dans les quartiers pauvres ou à la campagne (médecine préventive). Cette mission se base, entre autres, sur des Centres de santé, en fait des cabinets médicaux d'accès gratuit avec une permanence de médecins qui sont hébergés dans le quartier. La grande majorité de ces médecins sont des Cubains (plus de 20 000) mis à la disposition du gouvernement de Chavez par l'Etat cubain, qui reçoit en contrepartie du pétrole. Un nombre indéterminé de ces médecins a depuis disparu dans la nature... certains ayant trouvé refuge en Colombie. Un modèle particulier d'habitat a été conçu dans le but d'abriter sous un même toit le cabinet médical et le logement du/des médecins. Plusieurs milliers de ces bâtiments ont vu le jour au sein des quartiers des grandes villes.

El Libertario prend la parole

* C'est une synthèse de l'action et des positions de ce journal anarchiste vénézuélien. Il reprend en les réorganisant les principales réponses données lors de deux récentes interviews : une première publiée dans le journal catalan Solidaridad Obrera en janvier 2009 ; la seconde, réalisée en juin 2009 par le groupe anarchiste Star de Madrid. [Translation: Alicia et Klairhon]

– *Qui êtes-vous ?*

°° El Libertario est un journal que nous avons créé en 1995 (56 numéros à ce jour). Nous essayons de le concevoir comme une source d'information sur la théorie et la pratique anarchistes en Amérique latine et dans le monde, ainsi qu'un soutien pour tout ce que les mouvements sociaux locaux ont de libertaire. Nous ne recevons ni ne voulons recevoir aucune sorte de subvention de l'État ni d'aucune instance du pouvoir. Notre activité est à 200% autogérée. Le journal s'inspire de l'idéal anti-autoritaire de l'anarchisme et est soutenu par le Collectif d'Édition d'El Libertario, groupe affinitaire ouvert à la participation et la collaboration de personnes proches des idées et pratiques libertaires, dans une ambiance de respect mutuel et sans dogmatisme. Le critère central d'affinité implique que l'on partage l'idéal anarchiste, à savoir la volonté d'oeuvrer à la construction d'une société fondée sur la démocratie directe, la justice sociale, l'autogestion, l'entraide et la libre association sans que soient imposées la loi ni la force, entre autres valeurs. En parallèle de la diffusion de nos idées, nous essayons de participer au développement d'un mouvement libertaire dans notre pays, mais pour cela nous partons du principe que doivent préexister des mouvements sociaux de masse, autonomes et combatifs, comme condition nécessaire à l'expansion des idées et pratiques libertaires. Aussi avons-nous choisi de tisser des liens avec différentes organisations sociales de masse, de soutenir leurs luttes contre le pouvoir et l'autorité et pour les droits de la personne. De même, certain.es d'entre nous développent un travail d'investigation et de réflexion théorique. Nous nous efforçons aussi de promouvoir une culture autogestionnaire, à travers des expositions audiovisuelles et des débats par exemple, ou encore en organisant le premier Salon du Livre et de la Vidéo Libertaires, qui doit avoir lieu en novembre 2009 à Caracas. Enfin, et dans la mesure de nos possibilités et affinités, nous participons à des campagnes telles que celle lancée l'an dernier à l'occasion des 20 ans du massacre d'El Amparo (1). Pour plus de détails sur nous, nos idées, nos actions, voir notre site web www.nodo50.org/ellibertario et/ou les éditions du journal.

– *Quelle la position d'El Libertario par rapport à ce que l'on appelle la révolution bolivarienne ?*

°° Nous pensons que ce qui arrive au Venezuela depuis 1999 résulte d'un pitoyable mélange de caudillisme éhonté et de capitalisme d'État, avec pour base l'abondance des revenus pétroliers. Notre analyse pointe le fait que le gouvernement bolivarien ne représente pas une rupture, mais au contraire la suite logique de la crise de la démocratie représentative au Venezuela et de son modèle économique fondé sur l'exploitation des ressources énergétiques. Il est vrai qu'on peut parler de « révolution » tant notre mode de vie s'est trouvé désarticulé à de nombreux niveaux, mais le système que nous voyons en train de se construire n'annonce rien de bon pour les exploité.es et les opprimé.es, et permettre sa pérennisation équivaut à rendre les choses plus difficiles à changer. Les transformations auxquelles nous aspirons en tant qu'anarchistes suivent un chemin bien différent de celui qu'a pris ce « processus », qui après plus de 10 ans à la barre se montre excessivement autoritaire, prompt aux alliances honteuses avec le capital transnational (en s'associant à des entreprises mixtes qui contrôlent les réserves pétrolières du pays), bureaucratiquement inefficace, structurellement infecté par la corruption, avec des orientations, des personnages et des actes que nous ne pouvons absolument pas cautionner.

Après avoir enquêté et réuni des preuves de ce que nous avançons, nous avons dénoncé le rôle joué dans la globalisation économique par le Venezuela, qui ne fait que fournir de manière sûre, économique et fiable les ressources énergétiques au marché mondial. Comme nul autre avant lui, ce gouvernement à la rhétorique nationaliste et gauchisante s'est montré des plus efficaces pour apprendre à la population à accepter sa soumission au commerce pétrolier mondial puis à remercier poliment pour les miettes reçues, alors que perdure une des répartitions des richesses les plus injustes du continent. C'est ainsi que les questions sociales et environnementales liées aux effets de l'exploitation des hydrocarbures et minéraux sont devenues des tabous politiquement incorrects. Le régime bolivarien a développé un appareil de propagande impressionnant pour vendre les soi-disant largesses de ses politiques sociales, mais les faits et la réalité concrète montrent bien que s'il y eu des progrès dans certains domaines et certains programmes gouvernementaux ponctuels – une bonne occasion pour l'État de revendiquer une prétendue légitimité dans le monde entier – la situation globale n'a vu aucune avancée significative. Pourtant, ces dix dernières années, le gouvernement a pu compter sur les revenus fiscaux et pétroliers les plus élevés de toute l'histoire du pays pour une période si courte, revenus qui sont allés engraisser la « bolibourgeoisie », i.e. la bourgeoisie bolivarienne élevée aux frais du pouvoir officiel. C'est tout cela que nous essayons de montrer dans notre publication, en nous efforçant de citer les sources et les données même du pouvoir officiel. Et pour illustrer l'aggravation de la crise chez celles et ceux « d'en bas » nous rappelons que le Venezuela détient un des plus forts taux d'homicides du continent, avec 14 000 victimes en 2008. Ceci en dit long sur l'extension du climat de violence qui reflète la désintégration de cette société, tendance qui se serait inversée, ou aurait du moins été contenue, si l'on avait expérimenté une forme de changement offrant de réels bénéfices pour la population.

– Le chavisme appelle à l'unité progressiste pour faire face au putschisme de l'oligarchie et à l'impérialisme. Que se passera-t-il s'il se crée, à cette occasion, une alliance stratégique et plus tard, une fois ces adversaires défaites, pourquoi ne pas tenter une révolution anarchiste ?

°° Pour ceux qui les intègrent, les alliances stratégiques servent à prendre le contrôle de l'État, alors que nous autres anarchistes cherchons plutôt à dissoudre l'État, avec la participation de toutes et tous. La défaite de ce que d'aucuns appellent la réaction et l'oligarchie (des termes qui sentent fort la propagande) ne servirait qu'à consolider le pouvoir des vainqueurs, lesquels formeraient une nouvelle oligarchie parce que ce c'est ainsi que le veut la logique du pouvoir d'État, comme cela s'est passé en URSS, en Chine ou à Cuba. Ceci rendrait difficile la révolution anarchiste et l'Espagne de 1936 en est d'ailleurs une illustration. De plus, il est inexact de définir le projet chaviste comme une opposition au putschisme, alors même que son ambition première a été de commettre un coup d'État militaire. Quant à la soi-disant bataille contre l'impérialisme, il suffit de jeter un oeil sur les politiques qu'ils envisagent et appliquent dans les domaines du pétrole, des mines, de l'agriculture, de l'industrie, ou dans le domaine du travail, etc., pour s'apercevoir qu'ils ne cherchent qu'à être les laquais de l'Empire et non ses ennemis (pour plus de détails sur les liens stratégiques entre le capital transnational et les intérêts impérialistes, voir les différents articles parus dans El Libertario).

- Le gouvernement vénézuélien déclare qu'il a rendu possible une explosion du pouvoir populaire, grâce à l'implantation massive et le transfert de pouvoir aux Conseils municipaux, aux organisations communautaires et horizontales de participation populaire. Les anarchistes soutiennent-ils ces structures de base ?

°° Tout dans l'instauration et le mode de fonctionnement des Conseils municipaux montre que leur existence et leur capacité d'action dépendent de leur loyauté à l'appareil gouvernemental, lequel assure ses arrières en laissant au Président la faculté juridique de donner ou non son aval aux dites organisations, entre autres mécanismes qui garantissent le contrôle officiel et sont

relayés dans la législation correspondante. Tout ceci n'est pas une nouveauté au Venezuela, où d'innombrables groupements de base (syndicats en tête) ont toujours ressemblé aux tramways, alimentés par le haut. Certes, des tentatives d'organisation « de bas en haut » existent dans les quartiers, les milieux ouvriers, paysans, indigènes, écologistes, étudiants, culturels, etc., et sont loin de s'attirer la sympathie de l'officialisme. Selon nous, la soumission légale, fonctionnelle et financière des Conseils communaux au pouvoir de l'État est un sérieux obstacle à l'impulsion d'un mouvement autonome en leur sein. Et ceci vaut pour les Conseils de Travailleurs dans les entreprises, qui constituent eux aussi un bon moyen de fermer la porte à toute velléité de syndicalisme indépendant.

- Pourquoi les anarchistes critiquent-ils les Forces armées vénézuéliennes – qui clament haut et fort leurs racines populaires et nationalistes – et leur capacité à faire vivre un projet révolutionnaire ?

°° N'importe quelle armée moderne recrute le gros de ses troupes dans les classes populaires. Ceci dit, malgré l'origine sociale de la majorité des recrues, la raison d'être de l'armée est la défense d'une structure de pouvoir et de ses détenteurs, c'est pourquoi elle ne pourra jamais soutenir une révolution en faveur des opprimés. Au mieux, elle peut remplacer un personnage par un autre et changer quelques-unes des règles de la structure de pouvoir, mais certainement pas éliminer cette structure, puisque par essence elle prône l'ordre et l'obéissance. Voilà pourquoi nous ne soutenons aucune armée, ni aucune police, ni aucun de ces privilégiés qui pour protéger leurs prérogatives n'hésitent pas à utiliser la force et les armes contre d'autres personnes. Quant au nationalisme, ce n'est pas une position que l'anarchisme approuve, parce qu'il implique que l'on s'en tienne aux intérêts de certaines personnes, enfermées artificiellement par un État dans un territoire-nation et présumées différentes et supérieures aux autres. Nous sommes ennemis de tout type de privilèges, qu'ils proviennent de la naissance, de la race, de la culture, de la religion ou de l'origine géographique. Et nous tenons à ajouter, avec toute l'expérience que nous confère la vie quotidienne au Venezuela, que de nombreux exemples prouvent que la place énorme et privilégiée qu'occupent aujourd'hui les militaires dans le fonctionnement de la bureaucratie officielle n'a fait qu'accroître la corruption, l'inefficacité et l'ignorance qui étaient généralement déjà la norme dans l'appareil d'État vénézuélien.

- Le mouvement d'opposition à l'officialisme est-il aussi homogène que ses défenseurs le prétendent? Y a-t-il des tendances différentes en lutte contre le gouvernement? Quelle est la relation entre ces tendances ?

°° Incontestablement, en qualifiant en bloc l'opposition de « droite terroriste, laquais de l'impérialisme et contrôlée par la CIA », la propagande chaviste est fautive et calculatrice : bien qu'il y existe une frange de l'opposition proche de cette image, la situation est beaucoup plus hétérogène. L'opposition est fondée sur le modèle politique dominant avant 1999, avec des partis vieux et affaiblis comme AD (Acción Democrática, parti social-démocrate proche du PSOE espagnol) et le COPEI (Comité de Organización Política Electoral Independiente, parti démocrate-chrétien proche du PP), ainsi que d'autres formations idéologiques qui suivent la même ligne. On peut aussi y trouver des anciens partisans du gouvernement actuel – tels que les partis MAS (Movimiento al Socialismo) et PODEMOS (Por la Democracia Social) – dont la rupture avec le chavisme est liée à des ambitions bureaucratiques et de pouvoir insatisfaites plutôt qu'à de réels conflits politiques et idéologiques. Cette opposition socio-démocrate et de droite prétend se présenter – de même que le chavisme de son côté – comme la seule alternative possible, et circonscrire les problèmes du pays à la sphère politique électorale, car son seul intérêt est de s'emparer du pouvoir pour gérer à son gré les revenus pétroliers. Sa stratégie de propagande s'est avérée très efficace pour attirer les initiatives des citoyens de base sous son leadership : elle a su se vendre comme « le moindre mal » face à la menace autoritaire du gouvernement. En outre, il existe une partie de la population identifiée comme « ni-ni », car elle

n'est d'accord ni avec le gouvernement, ni avec cette opposition. Ce groupe représente la minorité la plus importante du pays dans les sondages électoraux. Résultat : toutes les stratégies électorales visent à séduire les « ni-ni » au moyen d'une des offres concurrentes. Leur existence même prouve que malgré le choc annoncé entre bourgeois, le pays n'est pas divisé mécaniquement entre pro et anti-chavistes. Jamais El Libertario ne s'est défini comme une initiative « antichaviste ». D'ailleurs, nous dénonçons depuis 2002 la construction d'une fausse polarisation dans le but de saper l'autonomie des mouvements de base et de détourner leur dynamique de mobilisation à des fins électorales. El Libertario fait partie d'une constellation de groupes et d'organisations de la gauche anticapitaliste, encore dispersés et peu coordonnés, qui dénoncent avec la même intensité le gouvernement du président Chávez et ses concurrents de l'opposition médiatique. Mais, comme on s'en doute, l'existence de ces formes de contestation est dédaignée par ceux qui ont intérêt à ce que soit uniquement perçue l'existence de deux adversaires. Ces deux ou trois dernières années, on commence à reconnaître les signes de l'existence d'une autre alternative, qui lutte avec la base pour rompre avec l'électoralisme : petit à petit, l'expression des conflits sociaux fait entrevoir aux travailleuses/travailleurs, aux aborigènes, aux paysan.nes, aux étudiant.es, aux victimes de la violence institutionnelle et de la criminalité, aux sans-abri, etc. que la solution à leurs problèmes ne viendra pas de la bataille pour le pouvoir institutionnel, de même qu'elle n'est pas venue d'une décennie de soi-disant révolution, ni de 40 années de trompeuse démocratie représentative.

- Est-ce que les anarchistes vénézuéliens sont des « escuálidos » (des traîne-misère, surnom par lequel le chavisme fait allusion à ses opposants) et, par conséquent, soutiennent-ils l'opposition social-démocrate et de la droite ?

°° « Escuálido » est une dénomination purement médiatique, utilisée dans les milieux politiques officiels et si elle a des airs de slogan, elle ne sert qu'à exprimer le mépris. En tout cas, si le but est de désigner celles et ceux qui ne veulent pas renoncer à la liberté ni à l'autonomie pour se soumettre au diktat autoritaire d'une personne, d'un parti, d'une idéologie, alors oui, nous sommes des escuálidos. Par contre, si l'on entend par là que nous soutenons des courants identifiés au libéralisme économique, avec tout ce que ça implique – un mépris quasi-raciste de l'élite envers les masses, l'escroquerie de la démocratie représentative ou le retour à des formes d'organisation sociopolitiques dépassées par l'Histoire – alors non, nous ne le sommes pas. Nous condamnons le régime de Chávez et ses opposants électoraux. Il peut nous arriver d'être en accord avec certaines actions et déclarations des uns et des autres, mais fondamentalement, nous condamnons la plupart de leurs actes et de leurs discours. Nous rejetons la frustration des espoirs des gens qui ont soutenu Chavez, mais nous refusons aussi de valider les manoeuvres de la bande de politiciens opportunistes qui servent d'opposition institutionnelle. Et surtout, pour des raisons de principes, nous ne pouvons pas soutenir quiconque conditionne la recherche d'une vie meilleure à la subordination des individu.es à la hiérarchie de l'État, tel que le prétendent les deux cliques.

- Quelles sont les initiatives et revendications portées par les libertaires vénézuélien.nes ?

°° Le mouvement anarchiste local est jeune, ses débuts correspondent pratiquement à ceux de la publication d'El Libertario. Par conséquent, au cours de ces années, nous avons dû faire face à l'autoritarisme du gouvernement et des partis d'opposition, puisque leurs projets sont à 1 000 lieues des nôtres. Nous avons été confrontés à d'énormes obstacles tant pour nous faire reconnaître comme alternative possible que pour nous implanter concrètement dans les luttes sociales, mais notre ténacité a fini par porter ses fruits. El Libertario en témoigne régulièrement, dans les plus récentes éditions notamment (beaucoup sont disponibles sur notre site internet), où l'on peut voir comment s'ouvrent de nouveaux espaces permettant de créer des liens prometteurs entre le militantisme anarchiste et les expressions les plus dynamiques de la mobilisation sociale

actuelle au Venezuela. Nous cherchons à établir des ponts avec les conflits et revendications collectifs les plus sensibles, tout en encourageant l'autonomie des mouvements sociaux et en les accompagnant dans leur évolution. Aussi avons-nous développé des affinités et des projets avec différents mouvements et initiatives de masse et avec des groupes anticapitalistes, parmi lesquels le Comité des victimes contre l'impunité de Lara, la Maison de la femme « Juana la avanzadora », le groupe d'études « Peuple et conscience » de Maracay, l'Union Socialiste de Gauche et la tendance syndicale CCURA (Courant Classiste, Unitaire, Révolutionnaire et Autonome), le groupe Troisième voie de l'ex-guérillero Douglas Bravo, un certain nombre de syndicats du secteur public de la santé, des organisations de droits humains, des initiatives de jeunes et des groupes écologistes.

- Existe-t-il des tendances dans le mouvement libertaire vénézuélien ?

oo Le mouvement anarchiste au Venezuela est encore trop petit et trop jeune pour parler de tendances en termes qui puissent être compris en Europe. Ce qui est certain, c'est que les militant.es ont des objectifs d'action et des pensées variées, mais cela ne suffit pas à établir une différenciation pour séparer les un.es des autres. En outre, le fait même de développer une activité libertaire là où récemment il n'en existait pas et dans les circonstances que nous avons décrites a plutôt motivé le peu d'anarchistes que nous sommes à rester uni.es.

D'aucuns ont voulu présenter – en particulier pour l'extérieur- une division parmi les anarchistes locaux, à savoir d'un côté des « anarcho-chavistes » ou « anarchistes bolivariens », qui considèrent que le processus révolutionnaire actuel est source d'avancées pour la cause libertaire, et de l'autre des « anarcho-libéraux » ou « anarcho-dogmatiques », c'est-à-dire nous, qui ne reconnaissons pas ces avancées, de sorte qu'en nous opposant au gouvernement progressiste, nous jouons le jeu de l'impérialisme et de la droite. Et voilà comment on déforme d'une façon grotesque et calculatrice ce que nous disons à El Libertario. De toute évidence, une telle imposture à propos du Venezuela et des anarchistes locaux ne peut se fonder que sur l'ignorance, l'aveuglement, la mauvaise foi et la provocation. Il y a des gens qui à un certain moment ont été ou se sont estimés anarchistes, mais qui à présent se cachent derrière la soi-disant exception historique du cas vénézuélien pour renier ou dénaturer les principes libertaires de base, l'anti-autoritarisme et l'autogestion de l'idéal anarchiste. De fait, même si ces gens-là continuent à se présenter comme des anarchistes, il est évident qu'ils ne le sont plus. D'un autre côté, comme par hasard, la plupart de ces personnes sont fonctionnaires de l'État ou touchent des subventions publiques pour leur activité, ce qui fait douter de la solidité de leurs convictions libertaires. Pour nous qui avons fait un bilan des expériences similaires sur le continent, il est évident que l'on répète, à quelques excentricités près, ce qui s'est passé dans le Cuba de Castro ou l'Argentine de Perón, où le Pouvoir a essayé d'acheter et de diviser le mouvement anarchiste.

En tout cas, n'importe quel.le anarchiste au monde, pour peu qu'il/elle réfléchisse un peu, en restant cohérent avec l'idéal que nous défendons et avec un minimum d'information sur le cas du Venezuela, se rendra compte de l'absolue incongruité qu'il y a à se déclarer anarcho-chaviste ou anarcho-bolivarien, car c'est une contradiction aussi évidente que celle de se proclamer « anarcho-étatiste ». De plus, nous vous invitons à prendre connaissance non seulement des positions d'El Libertario, mais aussi de toutes les initiatives anticapitalistes qui dénoncent le chavisme pour son autoritarisme et son favoritisme envers les secteurs les plus agressifs de l'économie mondiale. Bien sûr, le mieux est encore de visiter le Venezuela pour découvrir la réalité qui se cache derrière le spectacle pseudo-révolutionnaire bolivarien.

- Ne risque-t-on pas, en décrivant ainsi ces défenseurs du régime chaviste, de tomber dans des accusations indignes de l'esprit antidogmatique de l'anarchisme ?

°° L'anarchisme n'est ni un état d'esprit ni une humeur. C'est une façon d'affronter les événements sociaux en cherchant le bien-être de chacun.e au sein du bien-être de toutes et tous, au moyen de propositions faites par des personnes réelles et discutées, adoptées ou refusées par les autres dans des circonstances spatio-temporelles déterminées. N'importe qui peut s'autoproclamer anarchiste, mais c'est l'interaction mutuelle avec les autres anarchistes qui nous situe et détermine si oui ou non nous appartenons au mouvement anarchiste, d'après nos pratiques et nos idées. Comme nous ne sommes pas parfait.e.s, il peut nous arriver d'adopter des conduites ou défendre des idées que le groupe n'accepte pas. Cela ne nous rend ni meilleur.es ni pires, même si parfois la divergence est telle qu'elle devient insurmontable pour les autres et qu'ils/elles ne nous reconnaissent plus comme des leurs.

– *Avez-vous des relations avec d'autres anarchistes en Amérique latine et dans le reste du monde ?*

°° Nous avons toujours été attentifs à élargir au maximum le contact avec les anarchistes hors Venezuela, en particulier avec nos compagnes et compagnons ibéro-américain.es. D'abord parce que notre expérience est plus récente et que nous voulons nous nourrir des itinéraires anarchistes passés et présents dans d'autres contextes ; mais aussi parce que nous aspirons à partager notre démarche, nos doutes et nos certitudes, nos succès et nos gaffes, et que pour cet échange, personne n'est mieux placé que les compagnes et compagnons ! Concrètement, on peut percevoir ce lien à travers la diffusion de notre publication, qui nous pousse vers l'avant et dont nous sommes fier.es de dire c'est le journal anarchiste latino-américain le plus largement distribué sur le continent : les 2 000 à 2 500 exemplaires de chaque édition ne touchent pas seulement le Venezuela mais sont régulièrement diffusés dans une douzaine d'autres pays au moins. Un autre fait significatif : notre site internet comptabilise plus de 160 000 visites, avec une moyenne journalière de 50 à 80 consultations. Si l'on ajoute enfin la multitude de liens personnels directs avec des libertaires de la planète entière, on voit que tout cela se traduit par un flux continu de relations et d'échanges avec le mouvement anarchiste international, ce qui est pour nous une source constante de défis et de satisfactions.

– *Quelle est la réaction du gouvernement face à des groupes et individu.es anarchistes qu'il ne parvient pas à contrôler ?*

°° Même s'il n'existe pas encore de répression spécifique contre l'anarchisme, l'État vénézuélien cherche à contrôler et soumettre tout signe de dissidence radicale susceptible de remettre en question et de combattre les bases de l'actuel système de domination politique et économique. Cette politique n'est en rien différente de celles que peuvent mettre en place d'autres États dans le reste du monde, si ce n'est que le gouvernement vénézuélien avance masqué derrière une phraséologie de révolution, de socialisme et de pouvoir populaire. Par conséquent, dans la mesure où nous autres anarchistes sommes engagé.es dans les luttes sociales et encourageons leur développement autonome face au gouvernement autoritaire, nous sommes la cible de la même vague répressive qui s'abat aujourd'hui sur les mouvements populaires, parce que nous refusons d'accepter que seule la volonté du Commandant Chavez peut nous sauver. À ce propos, il est important de décrire la politique de criminalisation et de répression de la contestation sociale menée par le gouvernement actuel. En 2002 et 2004, fort de l'excuse du coup d'État, le gouvernement a modifié plusieurs lois comme le Code pénal et la Loi organique de Sécurité de la Nation, pour pénaliser le blocage de rues et l'organisation de grèves dans les entreprises dites de base. Ce qu'on nous a vendu comme une « répression des putschistes » se retourne maintenant contre les communautés qui se mobilisent pour leurs droits. Selon des chiffres révélés par les syndicats, le mouvement paysan et les organisations pour les droits humains, il y a actuellement environ 1 200 personnes soumises au contrôle judiciaire pour avoir participé à des

manifestations. D'un autre côté, le gouvernement n'a pas besoin d'organiser, en première instance, une répression directe contre les manifestations, car il dispose d'organisations paragonnelles chargées, sous l'appellation de « pouvoir populaire », du harcèlement psychologique et de la rétention physique des contestataires au prétexte de « neutraliser le sabotage de la révolution », ce qui n'est pas sans rappeler les stratégies militaires utilisées dans d'autres pays. Si les manifestations continuent et se popularisent, alors l'État fait appel à la police et à l'armée, avec les résultats que l'on connaît dans le monde entier : une répression violente qui se solde tragiquement par des morts et des blessés. C'est ainsi par exemple que le 20 mars 2009 ils ont assassiné José Gregorio Hernández, un sans-abri, lors d'une expulsion dans l'état d'Anzoátegui ou encore que le 30 avril 2009 ils ont abattu un étudiant, Yusban Ortega, à Mérida, pour ne citer que les cas les plus récents. Dans ce contexte, il s'agit pour le gouvernement de qualifier toute expression de la grogne sociale de « contre-révolutionnaire, soutenue par la CIA et l'impérialisme », stratégie qui, si elle s'est montrée très efficace par le passé, a désormais perdu de son efficacité : le citoyen ordinaire, surmontant sa peur, se décide à manifester pour améliorer ses conditions de vie.

- El Libertario a publié récemment plusieurs articles pour dénoncer la répression des syndicats par le gouvernement. Pouvez-vous nous en dire plus ?

°° Le cas des ouvriers de Mitsubishi assassinés fin janvier 2009 par la police « socialiste et bolivarienne » du gouverneur chaviste dans l'état d'Anzoátegui, ou celui des trois syndicalistes massacrés dans l'état d'Aragua le 27 novembre 2008 dans des circonstances plutôt douteuses, sont présentés par la propagande gouvernementale – de même que d'autres exemples de répression – comme une exception indépendante de la volonté de l'État, ou comme la conséquence de provocations et/ou d'infiltrations visant à ternir l'image officielle. Mais, dans El Libertario, nous avons montré en détail qu'il s'agit en fait de l'application d'une politique dans laquelle s'est compromis l'actuel gouvernement vénézuélien – fidèle à ses origines putschistes et à l'orientation idéologique qu'il a été chercher dans la dictature des Castro à Cuba – politique qui, sous des allures de socialisme du XXIème siècle, cherche à imposer à la société un modèle de contrôle autoritaire, tant par le bâton que la carotte, ce qu'il fait en accord et avec la bénédiction de ses commanditaires du capital transnational. Aujourd'hui, avec la crise économique du capital global, les moyens de contrôle par la carotte se raréfient, même au Venezuela et malgré la richesse pétrolière, ce qui fait que rapidement tombe sur les opprimés « le bâton du peuple » que prédisait Bakounine comme inévitable recours de ces autoritaires qui se réclament de la gauche.

Quant à la question précédente, nous rappelons la situation des « 14 de Sidor », un groupe de travailleurs qui, dans le cadre du contrôle judiciaire, sont jugés pour « appropriation induite qualifiée et atteinte à la liberté de travail » pour avoir protesté contre leurs conditions de travail, ce qui pourrait leur valoir une peine de 5 à 10 ans de prison. Pour plus d'informations, voir : <http://www.nodo50.org/ellibertario/descargas/solidarida...a.doc>. Sur ce point, il faut savoir que le gouvernement a essayé de construire artificiellement des centrales syndicales contrôlées par le parti au pouvoir, le PSUV (Partido Socialista Unido de Venezuela). Cette manoeuvre a aggravé la crise historique dans le secteur et renforcé la présence des « sindicaleros » (syndicalistes jaunes) qui vendent les droits des travailleurs aux patrons. Il y a de plus des bagarres entre syndicats pour la répartition des postes de travail, une « victoire » dans l'industrie pétrolière et le bâtiment, secteurs dans lesquels les syndicats contrôlent une grande partie des affectations des salariés. S'il est vrai que cette situation est antérieure au gouvernement Chávez, elle n'en est pas moins devenue dramatique du fait de la dégradation actuelle du syndicalisme – applaudie par le pouvoir – et c'est ainsi qu'en 2007, pas moins de 48 personnes, en majorité des syndicalistes, ont été assassinées lors de conflits liés à l'obtention d'emplois, chiffre qui est de 29 pour 2008. D'autre part, les déclarations présidentielles attaquant les organisations syndicales sont de notoriété

publique, de même que les pressions sur les fonctionnaires pour les faire adhérer au PSUV et participer « volontairement » à des manifestations progouvernementales. Il est incroyable que le licenciement de personnes qui n'adhéraient pas à la vision politique officielle trouve une justification auprès de gens qui se disent « révolutionnaires ». Souvenez-vous de la publication du recensement des électeurs de l'opposition, la « Liste de Tascón » (en l'honneur du député qui l'a rendue publique), qui a servi à la discrimination systématique de quiconque se déclarait adversaire du gouvernement. La propagande officielle se vante d'offrir aux salariés vénézuéliens le salaire minimum le plus élevé du continent, mais elle oublie de dire que 18% de ces travailleurs gagnent moins du salaire minimum, et que 50% d'entre eux perçoivent entre un et moins de deux salaires minimums, dans un pays où l'inflation est la plus élevée du continent. Malgré cela, nous voyons aujourd'hui avec beaucoup d'espoir comment les travailleurs et travailleuses de différents secteurs se débarrassent de la peur d'être criminalisé.es et sortent dans la rue pour gagner leurs droits par la lutte.

– *Selon certaines critiques, l'anarchisme donne des leçons mais n'apporte rien de constructif. Quelles sont les propositions d'El Libertario pour transformer positivement la réalité vénézuélienne ?*

oo Notre lutte n'est liée ni à la conjoncture ni aux circonstances. Elle va dans le sens d'un nouveau mode de vie collective et individuelle, dans lequel l'action directe et l'autogestion nous amèneront à nous réapproprier notre existence, avec sincérité et honnêteté, en nous élevant par l'étude et le contact des autres, en reconnaissant que la liberté d'autrui étend la nôtre, en respectant l'égalité car les différences ne créent pas la supériorité, en gardant toujours à l'esprit que ce sont les autres qui rendent notre vie possible et que nous devons servir leurs intérêts en priorité pour pouvoir ainsi atteindre nos propres buts, buts auxquels il ne faut jamais renoncer si l'on aspire à vivre pleinement. Chacun.e vit sa vie et en est responsable devant elle/lui-même et devant les autres, mais le salut ne peut venir que de nous-mêmes. Nous n'avons pas de recette miracle : les propositions et actions révolutionnaires doivent résulter d'un effort collectif conscient et constant, auquel nous essayons d'apporter notre participation passionnée, en soutenant les mouvements sociaux dans leurs tentatives de réappropriation de l'autonomie, parce que cela créera l'espace nécessaire au développement et à l'influence des idées anarchistes de liberté et d'égalité dans la solidarité.

- *Quelque chose à ajouter ?*

oo Pour nous contacter, nous avons deux adresses : ellibertario@nodo50.org et ellibertario@hotmail.com. De plus, nous invitons à nouveau les intéressé.es à visiter notre site à l'adresse www.nodo50.org/ellibertario. Nous vous remercions de l'opportunité que vous nous donnez de propager nos idées, car si nous sommes impliqué.es dans l'action autonome des opprimé.es et exploité.es au Venezuela, nous voulons aussi faire connaître leurs luttes sans les conditionner aux intérêts de pouvoir de l'État et du Capital. Nous appelons enfin celles et ceux qui liront cette interview à collaborer, s'ils/elles le souhaitent, à l'organisation du premier Salon du Livre et de la Vidéo Libertaires à Caracas : ils/elles peuvent nous contacter à l'adresse feriaa.caracas2009@gmail.com. Salud y Anarquía à toutes et tous !

[Vous trouverez d'autres textes en français dans la section "other languages" de www.nodo50.org/ellibertario]

(1) El Amparo : nom du village vénézuélien, proche de la frontière colombienne, où a eu lieu en 1988 une énorme bavure militaire. Les forces de sécurité vénézuéliennes y assassinèrent 14 pêcheurs avant de se prétendre qu'il s'agissait de terroristes colombiens préparant des attentats sur le territoire vénézuélien.

Venezuela, révolution ou spectacle ?

Deux commentaires sur le livre de Rafael Uzcátegui

J.-P. V. (Cette critique du livre est parue dans Echanges n° 136, printemps 2011).

Uzcátegui, Rafael. — Venezuela, révolution ou spectacle ? : une critique anarchiste du gouvernement bolivarien / préf. Octavio Alberola ; trad. de l'anglais Jean-Michel Kay. — Paris : Spartacus, 2011 [mars]. — 271 p. : ill. ; 21 cm. — (Cahiers de Spartacus. Série B ; 181).

Rafael Uzcátegui, rédacteur au périodique anarchiste El Libertario de Caracas, a rédigé en 2010 un réquisitoire contre Hugo Chávez, président du Venezuela depuis 1998, et contre ses partisans vénézuéliens et étrangers, dans un ouvrage intitulé Venezuela, la revolución como espectáculo. Una crítica anarquista al gobierno bolivariano. Une traduction vient de paraître aux éditions Spartacus, Venezuela : révolution ou spectacle ? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien, d'après une version américaine de Chaz Bufe (Sharp Press, janvier 2011). Là où l'original, et sa version en anglais, portaient pour titre « la révolution comme spectacle », le français s'est métamorphosé en question « révolution ou spectacle ? » sans que l'on sache, malgré une note préliminaire du traducteur, pourquoi cette traduction française n'a pas été faite d'après l'original espagnol, ni les raisons de ce changement de titre.

Rafael Uzcátegui critique dans son ouvrage les gauchistes, écologistes et altermondialistes qui font allégeance à Chávez, souvent par ignorance. Alors qu'il suffit de ne pas regarder ce que Chávez dit mais de regarder ce qu'il fait, selon l'ambassadeur des Etats-Unis au Venezuela entre 1998 et 2003, John Maisto, les intellectuels, eux, ont choisi de regarder ce qu'il dit (p. 172).

L'aveuglement des gauchistes de tous bords, du Chiapas du sous-commandant Marcos, à la Bolivie d'Evo Morales et au Brésil de Lula, nous en ont apporté confirmation sans qu'il y ait à s'en réjouir ; les questions posées par les luttes contre la société capitaliste sur le continent américain, aussi bien au Nord qu'au Sud, ne pouvant être effacées d'un simple coup de gomme sous prétexte qu'elles dépassent les conflits de classes traditionnels, en Europe, parce qu'elles impliquent plusieurs couches de la population et, parfois, plusieurs races ou ethnies.

En trois parties : « La vie quotidienne au Venezuela bolivarien », « L'excrément du diable » et « La politique bolivarienne », Venezuela : révolution ou spectacle ? apporte des éléments concrets, soutenus par de rigoureuses références, respectivement sur le quotidien des Vénézuéliens, en particulier des couches les plus pauvres, sur l'usage de la rente pétrolière par l'Etat et la pénétration des conglomérats pétroliers mondiaux au Venezuela malgré la rhétorique chaviste, enfin sur une analyse de cette rhétorique qui ne veut, ni ne peut, s'opposer à la mondialisation de l'économie.

Le diagnostic est convaincant : « Pris de vertige devant des situations nouvelles, nombreux sont ceux qui ont préféré s'accrocher aux bouées illusives de vieilles croyances discréditées » (Conclusion, p. 251). Mais on sait que les meilleurs médecins ne sont pas toujours ceux qui se soignent le mieux ; selon Rafael Uzcátegui, le marxisme (qui va des maoïstes aux situationnistes en passant par les trotskystes et les communistes) fait partie de ces illusions ; l'anarchisme, non. Opinion fabuleuse pour un ouvrage historique.

oooooooooooooooooooooooooooooooooooo

Venezuela : Révolution ou spectacle ?

ou le regard critique d'un militant libertaire, Rafael Uzcategui, sur la situation au Venezuela.

CHRISTIANE PASSEVANT - [<http://divergences.be/spip.php?article2583>]

Car il s'agit bien de spectacle dans le monde actuel de la communication, d'image sublimée et des faux semblants. Or ce livre casse toutes les idées reçues et galvaudées par des tendances, de gauche comme de droite, qui s'escriment à convaincre qu'il n'y a pas d'autre alternative possible que celle qu'ils et elles prônent.

Lorsqu'il s'agit du Venezuela, « d'un côté, on affirme que le gouvernement de Caracas a engagé une série de transformations radicales qui déboucheront sur le "socialisme du XXIe siècle", une trajectoire qui s'oppose aux politiques et aux valeurs de l'impérialisme capitaliste ; de l'autre, au contraire, on assure que le président Chávez est un dictateur qui instaure par la force le communisme au Venezuela. ? »

Capitalisme d'État, « populisme qui prétend lutter contre le capitalisme et l'impérialisme », quelle est finalement la nature du régime d'Hugo Chavez ? Comment cerner la complexité de ce pays dans le contexte de la globalisation capitaliste ? L'autonomie et l'émancipation sont-elles au programme du gouvernement ?

Venezuela : Révolution ou spectacle ? de Rafael Uzcategui est aussi une œuvre d'historien, sans aucune concession à l'histoire officielle. Il donne la parole aux voix « critiques autant du gouvernement Chavez que des partis politiques d'opposition », critiques de la propagande aussi « qui a contribué et contribue [...] à démobiliser les authentiques alternatives anticapitalistes et anti-impérialistes dans l'horizon historique contemporain. »

Jean-Michel Kay : Rafael Uzcategui, militant libertaire vénézuélien, a voulu écrire ce livre parce qu'il s'est rendu compte qu'au fil des années s'était constitué dans la gauche internationale un courant qui défend le régime de Chavez, en le présentant comme la voie du socialisme du XXIe siècle. Mais pour la population qui vit au Venezuela, c'est un autre écho. Et il nous a semblé important, à Spartacus, de faire paraître ce livre, même si habituellement nous publions plutôt des ouvrages historiques. Il faut rappeler que les éditions Spartacus, fondées dans les années 1930 par René Lefevre, ont dénoncé le stalinisme qui à l'époque était présenté comme l'avenir radieux. Aujourd'hui, une partie de la gauche française soutient que ce qui se fait au Venezuela est un modèle. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons décidé de publier l'ouvrage de Rafael Uzcategui.

Le pétrole...

Jean-Michel Kay : C'est le premier pays exportateur de pétrole, qui a été découvert au XIXe siècle. Il servait alors essentiellement à faire la cuisine. À partir des années 1920, l'exploitation a été industrialisée sans qu'elle profite vraiment à la population d'ailleurs. Mais les paysans pauvres ont immigré vers les villes où la vie était moins difficile grâce aux revenus du pétrole. En 1960, après l'indépendance, le pays est à l'initiative de la création de l'OPEP et au moment du choc pétrolier, dans les années 1970, le Venezuela est dans une situation bien différente de celles des autres pays d'Amérique latine où règnent des dictatures militaires. Le pays est dans une expansion de type socio-démocrate et la paix sociale est achetée par les revenus de l'exportation du pétrole. On construit des écoles, des logements sociaux, on met en place un système de santé, tout cela avec une compagnie pétrolière nationale. Mais ce régime n'a pas tenu avec l'effondrement du cours du pétrole.

À la fin des années 1990, les élites des anciens partis politiques sont déconsidérées et ce lieutenant colonel, Chavez, est présenté aux élections présidentielles. Et là, on retrouve autour de Chavez, les partis de gauche vénézuéliens, notamment le parti communiste, des marxistes, des anciens des guerillas des années 1960. Il est élu président de la république, le discours étant « Il faut redonner la souveraineté au peuple ». Mais il n'y avait pas de base populaire ni de mouvements sociaux constitués qui appuyait ce mouvement qui était uniquement électoral. C'est pourquoi, il y a eu toute une démarche de constitutionnalisation canalisant l'enthousiasme populaire et un discours nourri par les théories de la gauche marxisante, la lutte de classes, l'anti impérialisme...

Mais pour revenir au titre de Rafael Uzcátegui, Venezuela : Révolution ou spectacle ?, depuis douze ans, on ne peut pas dire qu'il y a eu une révolution au Venezuela.

Aujourd'hui ?

Charles Reeve : Il y a trois ans, je suis allé au Venezuela où j'ai rencontré Rafael. Cela a du changer depuis, mais ce que l'on peut dire c'est que l'État est revenu à un type d'interventionnisme social, par définition qui vient du haut vers le bas. Cette montée au pouvoir des chavistes n'est pas le résultat d'un mouvement social comme cela a été le cas en Bolivie, mais c'est le résultat d'une restructuration de la classe politique étatique autour de Chavez qui est un homme des militaires. Il y a cependant une chose importante, ce sont les émeutes de 1989 avec le recours au FMI et un programme d'austérité. C'est toujours la même chose, on est en plein dedans. Et là-dessus le gouvernement social-démocrate, avec à sa tête Carlos Andrés Pérez, ami de Mitterrand, met en place une augmentation des prix et notamment des transports. Ce sont les émeutes de Caracas, pendant plusieurs jours, réprimées par l'armée à laquelle appartenait Chavez et qui a fait un millier de morts. Deux ou trois ans après, Chavez fait deux tentatives de prises de pouvoir qui ont échoué. Et c'est à la suite de cela qu'il est élu en 1998.

Aujourd'hui, il y a à la fois l'écroulement du vieux système d'aide sociale et l'apparition du nouveaux gérés par les associations chavistes. Mais la dégradation vient de l'inflation, qui est l'une des plus hautes, et même de la dégradation du système chaviste. Car le pays est extrêmement endetté auprès de banques internationales et de puissances comme la Chine. Le gouvernement vend actuellement son sous-sol aux Chinois en échange de prêts. Toute une détérioration de la situation se fait actuellement.

